

ENSEIGNER
ET APPRENDRE :
Atteindre la qualité pour tous

Éducation pour tous

Résumé sur l'égalité entre les sexes



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



ENSEIGNER ET APPRENDRE :

Atteindre la qualité pour tous

**Résumé sur l'égalité
entre les sexes**

Conditions d'apprentissage : dans une école primaire d'un quartier pauvre de Antofagasta, au Chili, l'apprentissage s'est amélioré depuis que la ville et des fondations privées se sont unies pour améliorer les infrastructures.



ENSEIGNER ET APPRENDRE :

Atteindre la qualité pour tous

Résumé sur l'égalité entre les sexes



Le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* est une publication annuelle indépendante. Il bénéficie de l'aide et du soutien de l'UNESCO.

Photo de couverture par Karel Prinsloo/ARETE/UNESCO

Table des matières

Liste des encadrés, figures, tableaux et infographies	ii
Principaux messages	1
Partie 1. Suivre les progrès vers les objectifs de l'EPT	3
Introduction	4
Progrès vers la parité et l'égalité entre les sexes	4
Les filles courent plus de risques que les garçons de ne pas avoir accès à l'éducation primaire	5
Dans l'enseignement secondaire, les filles sont toujours victimes de cas extrêmes d'inégalité	8
Les disparités entre les sexes sont fonction du groupe de revenu	11
Combien de pays sont-ils susceptibles d'atteindre la parité entre les sexes d'ici à 2015 ?	11
Ne laisser aucune fille à la traîne – combien de temps cela prendra-t-il ?	12
Quand les filles achèveront-elles toutes le cycle de l'enseignement primaire ?	12
Quand les filles achèveront-elles toutes le premier cycle de l'enseignement secondaire ?	13
Combien de temps faudra-t-il pour parvenir à l'achèvement universel de l'enseignement primaire en Afrique subsaharienne ?	13
Partie 2. L'éducation change la vie	17
L'éducation fait reculer la pauvreté et stimule l'emploi	17
L'éducation offre une perspective de vie meilleure aux femmes les plus démunies	17
L'éducation améliore les chances des femmes d'entrer dans la population active	18
L'éducation réduit les écarts de salaires entre les sexes	19
L'éducation améliore la santé des femmes et de leurs enfants	19
L'éducation des mères a sauvé des millions de vies d'enfant	20
Les mères alphabétisées rechercheront plus systématiquement l'aide d'une sage-femme qualifiée	23
Les mères instruites font vacciner leurs enfants	23
L'éducation des mères protège contre la pneumonie	23
L'éducation des mères contribue à prévenir et à traiter la diarrhée infantile	23
L'éducation, un moyen essentiel de sauver la vie des mères	23
L'éducation joue un rôle majeur dans la prévention des maladies chez les filles et les femmes	24
L'éducation permet aux femmes de mieux connaître le VIH/sida	24
L'éducation favorise le traitement et la prévention du paludisme chez les filles et les femmes	26
L'éducation des filles et des femmes est incontournable pour éliminer la faim	26
L'éducation contribue à la bonne santé des sociétés	28
L'éducation pose les bases de la démocratie et de la bonne gouvernance	28
L'éducation autonomise les femmes dans leur choix de vie	29
L'éducation des femmes permet de prévenir le mariage d'enfants	29
L'éducation des femmes réduit la probabilité de grossesse précoce	30
Élargir l'accès des filles à l'éducation favorise la transition démographique	32

Partie 3. Aider les enseignants à en finir avec la crise de l'apprentissage33

La crise de l'apprentissage frappe plus durement les enfants défavorisés33

La pauvreté et la situation géographique exacerbent encore les disparités de l'apprentissage pour les filles33

Un enseignement de mauvaise qualité laisse aux jeunes femmes l'analphabétisme en héritage34

 Les jeunes femmes pauvres courent plus souvent le risques d'être analphabètes...35

 ... surtout dans les zones rurales et si elles appartiennent à des minorités ethniques35

Une éducation de qualité se traduit par une meilleure alphabétisation des jeunes femmes défavorisées36

Stratégies pour que les filles défavorisées aient les meilleurs enseignants38

Stratégie 1 : Attirer les meilleurs enseignants.....38

Stratégie 2 : Améliorer la formation des enseignants pour que tous les enfants puissent apprendre40

 Sensibiliser les enseignants aux attitudes et perceptions sexistes40

 La formation initiale des enseignants doit inclure une phase pratique en classe41

 Formation continue aux nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage.....42

Stratégie 3 : Affecter les enseignants là où ils sont le plus nécessaires43

Stratégie 4 : Proposer des mesures incitatives pour retenir les meilleurs enseignants44

Renforcer la gouvernance des enseignants : la violence sexuelle44

Stratégies de programmes scolaires qui améliorent l'apprentissage des filles46

 Les programmes d'apprentissage de la deuxième chance permettent aux filles défavorisées de combler leur retard46

 Élaborer des programmes scolaires adaptés aux besoins des garçons et des filles et qui encouragent l'inclusion.....47

Recommandations : Valoriser le potentiel des enseignants pour résoudre la crise de l'apprentissage pour les filles et les jeunes femmes49

Liste des encadrés, figures, tableaux et infographies

Encadrés

Encadré 1 : Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, les progrès sont trop lents pour garantir que les filles les plus pauvres achèvent l'école primaire6

Encadré 2 : Défis pour améliorer l'accès à l'enseignement secondaire des filles en Iraq et en Turquie9

Encadré 3 : En Inde, l'éducation renforce le rôle des femmes en politique29

Encadré 4 : L'éducation confère aux femmes le pouvoir de faire valoir leurs droits.....30

Encadré 5 : Le Soudan du Sud encourage les filles du secondaire à se tourner vers l'enseignement41

Encadré 6 : Une formation initiale des enseignants orientée vers la pratique soutient les enseignantes dans les zones rurales du Malawi42

Figures

Figure 1 : Plus de la moitié des filles non scolarisées risquent de ne jamais s'inscrire	5
Figure 2 : Une avancée vers la parité entre les sexes ne signifie pas toujours l'accès pour tous	6
Figure 3 : Les filles les plus pauvres ont le moins de chances d'achever l'école primaire	7
Figure 4 : L'achèvement du premier cycle du secondaire reste très difficile à atteindre pour de nombreux adolescents au Malawi et au Rwanda	8
Figure 5 : L'Iraq et la Turquie prouvent que des progrès rapides vers la parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire sont possibles	9
Figure 6 : Les filles iraqiennes pauvres des zones rurales ont beaucoup moins de chances d'achever le premier cycle de l'enseignement secondaire	10
Figure 7 : Quelques pays à revenu faible ont réalisé la parité entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement	11
Figure 8 : En dépit des progrès vers la parité entre les sexes dans l'éducation, l'objectif ne sera pas atteint d'ici à 2015	12
Figure 9 : Compte tenu des tendances récentes, il faudra encore au moins deux générations pour parvenir à l'achèvement universel de l'enseignement primaire pour les filles les plus pauvres dans certains pays	14
Figure 10 : Parvenir à l'achèvement universel de l'enseignement secondaire pour les filles exigera davantage d'efforts concertés	15
Figure 11 : L'achèvement universel de l'enseignement primaire pour les femmes les plus pauvres interviendra à la fin de ce siècle dans les pays d'Afrique subsaharienne	15
Figure 12 : L'éducation maternelle réduit fortement le taux de fécondité	32
Figure 13 : En Inde et au Pakistan, les filles pauvres sont les moins susceptibles de savoir faire les calculs de base	34
Figure 14 : La moitié des jeunes femmes d'Afrique subsaharienne sont analphabètes	35
Figure 15 : Dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest, moins de la moitié des jeunes femmes savent lire et écrire	36
Figure 16 : Les jeunes femmes les plus pauvres courent plus souvent le risque d'être analphabètes	37
Figure 17 : Pour les jeunes femmes, les chances de pouvoir apprendre dépendent de la richesse, de la situation géographique et de l'origine ethnique	37
Figure 18 : L'Éthiopie et le Népal ont fait de grands progrès en faveur de l'alphabétisation des jeunes femmes défavorisées	38
Figure 19 : La pénurie d'enseignantes est prononcée en Afrique subsaharienne	39

Tableau

Tableau 1 : Progrès accomplis vers l'objectif de l'EPT de la parité entre les sexes.....	3
--	---

Infographies

Recherche d'emploi : Les hommes et les femmes ayant fait des études ont plus de chances de trouver du travail	18
Écarts de salaire : L'éducation réduit les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes	19
Mères instruites, enfants en bonne santé : Un niveau d'instruction plus élevé de la mère contribue à améliorer le taux de survie des enfants	21
Sauver des vies d'enfant : Un niveau d'instruction plus élevé réduit les décès d'enfants évitables	22
Une question de vie ou de mort : La probabilité de mourir en couches est plus faible pour les mères instruites	25
L'éducation met à l'abri de la faim : L'éducation des mères améliore la nutrition des enfants	27
L'instruction restreint les mariages et les grossesses précoces : Les femmes qui ont un niveau éducatif plus élevé courent moins le risque de se marier ou d'avoir des enfants à un âge précoce	31

Principaux messages

Objectifs de l'éducation pour tous

- 31 millions de filles n'étaient pas scolarisées en 2011, et 55 % d'entre elles n'iront probablement jamais à l'école.
- Suite à des années d'éducation de mauvaise qualité et de besoins insatisfaits en termes d'apprentissage, 493 millions de femmes sont analphabètes, ce qui représente près des deux tiers des 774 millions d'adultes analphabètes dans le monde.
- Seuls 60 % des pays avaient atteint la parité en termes d'éducation primaire en 2011 ; 38 % des pays avaient atteint la parité en termes d'éducation secondaire. Parmi les pays à revenu faible, 20 % seulement avaient atteint la parité entre les sexes au niveau du primaire, 10 % au premier cycle du secondaire et 8 % au deuxième cycle du secondaire.
- D'ici à 2015, de nombreux pays n'auront toujours pas réussi à atteindre la parité entre les sexes. Au vu des tendances actuelles, selon les projections, 70 % des pays auront atteint la parité au niveau de l'école primaire, et 56 % des pays auront atteint la parité au premier cycle du secondaire.
- L'interaction entre appartenance à un sexe et pauvreté est une source puissante d'exclusion. Les filles les plus pauvres sont en marge des progrès de l'éducation. En moyenne, si les tendances actuelles perdurent, l'Afrique subsaharienne n'atteindra pas l'éducation primaire universelle avant 2069 pour les garçons les plus pauvres et 2086 pour les filles les plus pauvres.

Aider les enseignants à en finir avec la crise de l'apprentissage

- Malgré les récentes avancées en matière d'éducation des filles, une génération de jeunes femmes a été laissée pour compte. Plus de 100 millions de jeunes femmes vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure sont incapables de lire une seule phrase.
- Partout dans le monde, les filles qui sont déjà défavorisées et exposées à la discrimination courent de plus grands risques de ne pas avoir de bons enseignants.
- Dans certains contextes, il faut recruter davantage de femmes dans l'enseignement, surtout dans les zones rurales, pour que les filles prennent le chemin de l'école et pour améliorer les résultats de l'apprentissage. Cependant, il y a une pénurie d'enseignantes surtout dans les pays affichant des disparités profondes entre les filles et les garçons en termes de scolarisation.
- Les enseignants, hommes et femmes, doivent suivre des formations pour comprendre et prendre conscience de leurs propres attitudes, perceptions et attentes concernant les filles et les garçons, de sorte que leurs interactions avec les élèves ne portent pas préjudice à l'expérience et aux résultats de ces derniers.
- Les enseignantes vont moins souvent travailler dans des zones désavantagées que les hommes et elles ont besoin d'incitations, telles que la garantie d'un logement sûr, pour les convaincre de se déplacer dans ces régions et combler ainsi le fossé entre les filles et les garçons en termes d'apprentissage. En plus, le recrutement local permet également de s'assurer que les filles des zones rurales ont la possibilité de suivre les cours d'une enseignante.
- L'un des bons moyens de motiver les enseignants consiste à leur proposer un plan de carrière attrayant pour les récompenser de leur efficacité. Lorsque les enseignants doivent acquérir des qualifications supplémentaires pour obtenir une promotion, ceux qui travaillent dans les zones rurales, qui ont des possibilités plus limitées de suivre des cours, sont pénalisés, surtout les femmes.
- Il est essentiel de renforcer la gouvernance des enseignants pour s'assurer qu'ils seront tenus responsables de leur présence, de leurs actions et de leur comportement. Les stratégies visant à prévenir les comportements non professionnels et à prendre les mesures qui s'imposent lorsqu'ils se produisent, notamment la violence sexiste, dépendent des activités de sensibilisation et du soutien de la direction des écoles, des enseignants et de leurs syndicats, ainsi que des parents et des communautés.

- Les enseignants ont besoin de pouvoir s'appuyer sur des programmes scolaires novateurs, favorisant l'inclusion, et sur des stratégies d'évaluation qui accordent une attention particulière aux besoins des filles qui courent le risque de ne rien apprendre.

L'éducation transforme les vies

- À l'échelon mondial, les femmes sont moins bien payées que les hommes pour un travail comparable. Cependant, plus le niveau d'éducation est élevé, plus l'écart des salaires entre les hommes et les femmes est faible.
- Si toutes les femmes d'Afrique subsaharienne achevaient le cycle primaire, le taux de mortalité maternelle chuterait de 70 %, passant de 500 à 150 décès pour 100 000 naissances.
- En faisant évoluer les attitudes, l'éducation des femmes – comme celle des hommes – entraîne des changements politiques, notamment une représentation plus démocratique des femmes.
- Si toutes les filles avaient une éducation secondaire en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, le mariage d'enfants reculerait de 64 %, passant de près de 2,9 millions à un peu plus de 1 million.



Des conditions difficiles : dans une école primaire à Baqir Shah, un village à Sindh au Pakistan, les cours se passent dehors parce que les bâtiments se sont écroulés il y a des années.

Partie 1 Suivre les progrès

Tableau 1 : Progrès accomplis vers l'objectif de l'EPT de la parité entre les sexes

Indicateur		1999		2011	
		Homme	Femme	Homme	Femme
Objectif 1 Taux brut de scolarisation dans le préprimaire (%)	Monde	33	32	50	50
	PFR	11	10	17	17
Objectif 2 Taux ajusté de scolarisation dans le primaire (%)	Monde	87	80	92	90
	PFR	63	56	84	80
	Enfants non scolarisés (millions)	45,0	62,4	26,6	30,6
	PFR	18,1	21,2	9,7	11,6
Objectif 3 Taux brut de scolarisation dans le secondaire (%)	Monde	62	56	72	69
	PFR	33	27	46	41
	Adolescents non scolarisés (000)	46,5	54,7	35,1	34,3
	PFR	9,8	11,3	9,0	9,4
Objectif 4 Taux d'alphabétisme des adultes (+15) (%)	Monde	82	69	89	80
	PFR	60	41	69	54
	Taux d'alphabétisme des jeunes (15-24) (%)	88	79	92	87
	PFR	67	53	77	69
Objectif 5 Indice de parité entre les sexes dans le primaire	Monde	0,92		0,97	
	PFR	0,86		0,95	
	Indice de parité entre les sexes dans le secondaire	0,91		0,97	
	PFR	0,83		0,88	
Objectif 6 Part de personnel enseignant féminin, primaire (%)	Monde	58		63	
	PFR	38		44	
	Part de personnel enseignant féminin, secondaire (%)	53		52	
	PFR	30		30	

Notes : PFR : pays à faible revenu

On arrive à la parité entre les sexes lorsque l'indice de parité est compris entre 0,97 et 1,03.

Pour les taux d'alphabétisme, des progrès sont signalés pour les périodes 1985-1994 (colonne de gauche) et 2005-2011 (colonne de droite).

vers les objectifs de l'EPT

Introduction

Le nombre d'enfants scolarisés n'a jamais été aussi élevé. Mais, à moins de deux ans de l'échéance de 2015, il semble évident que, malgré toutes les avancées obtenues au cours des dix dernières années, aucun des objectifs de l'Éducation pour tous ne sera atteint à l'échelle mondiale d'ici à 2015. Cet échec s'explique en grande partie par le fait que les personnes défavorisées ont été laissées pour compte, en particulier les millions de filles et de jeunes femmes que les signataires du Cadre d'action de Dakar auront abandonnées.

L'analyse réalisée pour le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* montre sans contredit possible qu'au cours des 10 dernières années les filles et les jeunes femmes, notamment celles des familles les plus pauvres, ont continué à être privées de chances d'éducation. Si des mesures spécifiques ne sont pas prises de toute urgence pour donner accès à l'éducation aux plus marginalisés, il faudra probablement plusieurs générations pour que les pays les plus pauvres atteignent l'objectif de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire universels, selon une nouvelle analyse réalisée pour ce *Rapport* – et, dans ces pays, les filles les plus pauvres seront les dernières à voir pleinement respecté leur droit à l'éducation. En Afrique subsaharienne, si les tendances actuelles se poursuivent, les garçons les plus riches atteindront l'objectif de l'enseignement primaire universel en 2021 mais, pour les filles les plus pauvres, il faudra attendre 2086 – voire 2111 – pour l'enseignement secondaire du premier cycle.

Bien que nous ayons la certitude aujourd'hui que les objectifs de l'EPT ne seront pas atteints en 2015, il n'est toutefois pas trop tard pour accélérer les progrès au cours des dernières étapes. Il est aussi essentiel d'établir un cadre éducatif solide pour l'après-2015 afin de compléter les tâches non encore achevées tout en s'attaquant à de nouveaux défis. Les objectifs de l'éducation pour l'après-2015 ne seront atteints que s'ils sont assortis de cibles claires et mesurables accompagnées d'indicateurs concernant les groupes défavorisés pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte.

L'analyse réalisée dans le cadre de ce *Rapport* montre les occasions que nous n'avons pas saisies parce que nous avons négligé l'éducation

des filles et des femmes. Un accès équitable à au moins l'ensemble des prestations constituant une éducation de base de qualité a des effets positifs sur un large éventail de problèmes économiques, sanitaires, sociaux et politiques fondamentaux. Mais la communauté internationale et les gouvernements nationaux n'ont pas su reconnaître et exploiter jusqu'ici le pouvoir considérable de l'éducation en tant que catalyseur des autres objectifs de développement. De ce fait, l'éducation a peu à peu disparu des priorités mondiales et certains donateurs ont repris leurs fonds pour les placer ailleurs, à une époque où les pays ont cruellement besoin de l'éducation pour se remettre sur la voie et atteindre les autres objectifs du développement. Il est important de mieux tenir compte du pouvoir inhérent à l'éducation d'accélérer les progrès en termes d'objectifs plus généraux dans le cadre de développement de l'après-2015.

Cela est particulièrement vrai dans le contexte de la crise de l'apprentissage dont l'ampleur est décrite dans ce *Rapport*. Pour en finir avec cette crise, tous les enfants doivent être pris en charge par des enseignants bien formés, motivés et qui aiment leur métier, mais aussi qui sont capables d'identifier et de soutenir les élèves qui ont des difficultés, et sont épaulés par des systèmes d'éducation bien gérés. Mais, partout dans le monde, les enfants qui sont déjà défavorisés et qui souffrent de discrimination, également du fait de leur sexe, ont de moins bonnes chances d'avoir de bons enseignants. Pour mettre fin à la crise de l'apprentissage, il est capital de recruter les meilleurs candidats à l'enseignement, de bien les former, de les déployer là où on a le plus besoin d'eux et de les inciter à s'engager à long terme dans l'enseignement.

Progrès vers la parité et l'égalité entre les sexes

La parité entre les sexes, soit un taux de scolarisation égal chez les filles et les garçons, est la première étape à franchir pour atteindre l'égalité des sexes dans l'éducation, à savoir un milieu scolaire non discriminatoire et l'égalité des chances pour que les filles aussi bien que les garçons puissent réaliser tout leur potentiel. On peut aussi citer comme point de départ en faveur de l'égalité des sexes le fait de s'assurer que le

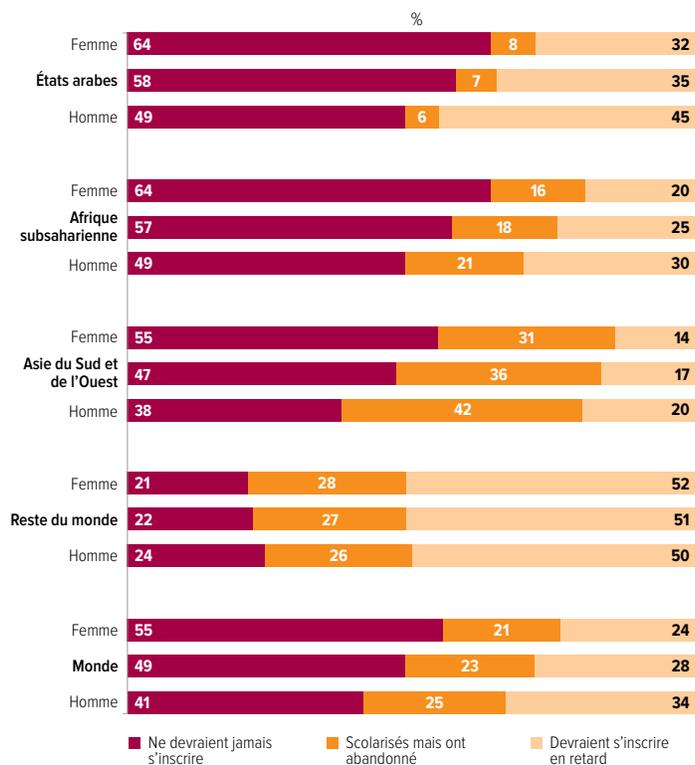
milieu scolaire est sans danger, l'amélioration des installations afin de disposer, par exemple, de latrines séparées pour les filles et les garçons, la formation des enseignants aux sexospécificités, le respect de l'égalité des sexes dans le corps enseignant et une révision du programme et des manuels scolaires pour en éliminer les stéréotypes sexistes.

Au niveau qui précède le primaire, la parité entre les sexes avait déjà été atteinte en 1999 et elle est maintenue depuis lors, pourtant les niveaux de scolarisation restent faibles pour les garçons comme pour les filles dans de nombreuses régions du monde. L'importance de la parité au niveau des enseignements primaire et secondaire a été mise en exergue quand cet objectif particulier a été choisi dans le cadre de l'EPT comme cible à atteindre avant 2005, une date butoir qui a été manquée. Bien que des progrès aient été réalisés depuis, l'objectif qui consiste à avoir un nombre égal de filles et de garçons à l'école reste éluusif, puisque, dans de nombreux pays, les filles ont de moins bonnes chances d'être scolarisées.

Les filles courent plus de risques que les garçons de ne pas avoir accès à l'éducation primaire

Figure 1 : Plus de la moitié des filles non scolarisées risquent de ne jamais s'inscrire

Répartition des enfants non scolarisés par exposition à l'école, sexe genre et région, 2011



Source : base de données de l'ISU.

Le fossé à combler pour que la parité soit atteinte apparaît quand on sait que les filles représentaient environ 54 % de la population totale de 57 millions d'enfants qui n'étaient pas scolarisés en 2011. Dans les États arabes, la proportion s'élève à 60 %, sans modification depuis 1999. En Asie du Sud et de l'Ouest, en revanche, la proportion de filles dans la population non scolarisée a diminué régulièrement de 64 % en 1999 à 57 % en 2011.

L'une des plus grandes déceptions depuis que les objectifs de l'EPT ont été fixés en 2000 est que 55 % des 31 millions de filles actuellement non scolarisées n'iront probablement jamais à l'école. Le pourcentage est considérablement plus élevé dans les États arabes et en Afrique subsaharienne où près de deux filles non scolarisées sur trois n'iront jamais à l'école. La moitié restante est répartie presque à part égale entre les filles qui se sont inscrites puis ont abandonné l'école et celles qui vont bien entrer à l'école, mais qui auront dépassé l'âge officiel de fréquenter l'école primaire et seront donc plus susceptibles d'abandonner (Figure 1). Les raisons pour lesquelles les filles ne vont pas à l'école varient, mais elles sont habituellement associées aux désavantages dont elles ont hérité, tels que la pauvreté, l'appartenance ethnique ou le fait de vivre en zone rurale ou dans un bidonville, qui risquent davantage d'éloigner les filles de l'école que les garçons.

Des disparités subsistent dans 40 % des pays disposant de données et ces disparités sont défavorables aux filles dans 80 % des cas. L'Asie du Sud et de l'Ouest abrite quatre des pays affichant les disparités les plus criantes entre les sexes à l'échelle mondiale. Deux d'entre eux ont des disparités très fortes au détriment des filles : l'Afghanistan, avec 71 filles scolarisées pour 100 garçons et le Pakistan, avec 82 filles scolarisées pour 100 garçons. Deux autres pays de la région affichent de fortes disparités au détriment des garçons : le Bangladesh, avec 94 garçons pour 100 filles, et le Népal, avec 92 garçons pour 100 filles.

Sur les 31 pays qui comptaient moins de 90 filles scolarisées pour 100 garçons en 1999, seulement environ la moitié avait réussi à sortir de ce groupe en 2011. D'autres comme le Cameroun et la République centrafricaine ont progressé très lentement vers la parité et affichent encore des disparités très profondes entre les sexes. Mais, même dans certains pays comme le Burkina Faso et le Sénégal qui ont progressé très rapidement vers la parité, les taux de scolarisation sont restés parmi les plus bas du monde et l'objectif qui consiste à s'assurer qu'autant de filles que de garçons achèvent l'école primaire est encore plus difficile à atteindre (Encadré 1).

Encadré 1 : Dans certains pays d'Afrique subsaharienne, les progrès sont trop lents pour garantir que les filles les plus pauvres achèvent l'école primaire

L'Afrique subsaharienne reste la région qui compte le plus grand nombre de pays avec de fortes disparités entre les sexes en matière d'accès à l'enseignement primaire. Même dans les pays qui ont progressé en ce qui concerne la parité entre les sexes, cela n'a pas toujours eu pour conséquence l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés, et a *fortiori* l'amélioration de l'égalité en matière d'achèvement ou de réussite scolaire.

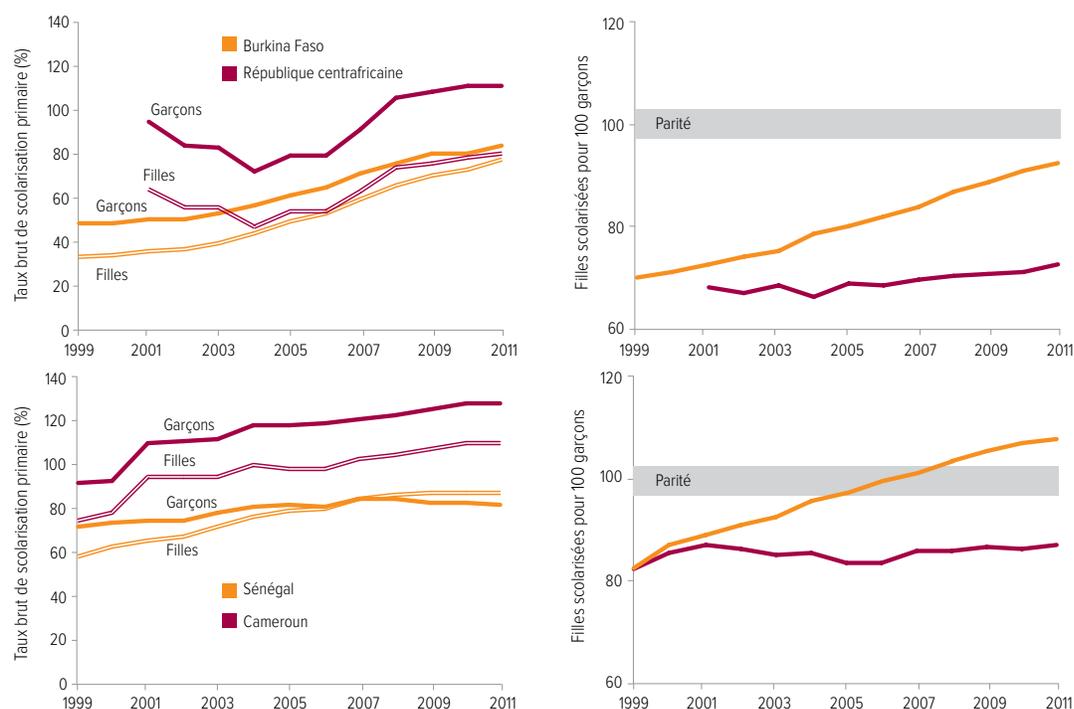
Le Burkina Faso et la République centrafricaine ont commencé au même niveau de disparités extrêmes entre les sexes, avec environ 70 filles scolarisées pour 100 garçons. Les disparités entre les sexes en République centrafricaine sont demeurées identiques, si bien que ce pays est à présent au deuxième rang mondial des pays ayant les disparités entre les sexes les plus fortes. Le Burkina Faso a fait des progrès rapides vers la parité, atteignant 95 filles pour 100 garçons en 2012, même si son taux brut de scolarisation est toujours le septième le plus bas du monde (Figure 2).

Le Cameroun et le Sénégal ont également commencé à des niveaux similaires de fortes disparités entre les sexes avec environ 80 filles scolarisées pour 100 garçons. Au Cameroun, les disparités sont en grande partie restées identiques. Mais ses niveaux de scolarisation ont progressé régulièrement tout au long de la décennie. Le Sénégal a fait des progrès rapides et atteint la parité en 2006. Cependant, son taux brut de scolarisation primaire occupe le neuvième rang mondial en partant du bas.

Les données des enquêtes auprès des ménages montrent néanmoins la persistance de niveaux beaucoup plus élevés de disparités entre les sexes dans les quatre pays en matière d'achèvement.

Au Burkina Faso, l'écart entre les sexes demeure important : 34 % des garçons et 24 % des filles avaient achevé l'enseignement primaire en 2010. L'écart est faible chez les plus pauvres parce qu'ils sont très peu à atteindre ce stade : ►

Figure 2 : Une avancée vers la parité entre les sexes ne signifie pas toujours l'accès pour tous
Taux brut de scolarisation primaire par sexe et indice de parité entre les genres, 1999-2011



Source : base de données de l'ISU.

en 2010, à peine 11 % des garçons et 7 % de filles avaient achevé l'école primaire, soit une légère hausse depuis 1998. Des progrès plus importants en matière d'achèvement sont évidents au Sénégal, mais l'écart entre les sexes s'est accentué chez les enfants pauvres. En 2005, on constatait peu de différences dans les taux d'achèvement des garçons et des filles pauvres qui étaient très bas, alors qu'en 2010 20 % des garçons avaient achevé l'école primaire et 12 % seulement des filles (Figure 3).

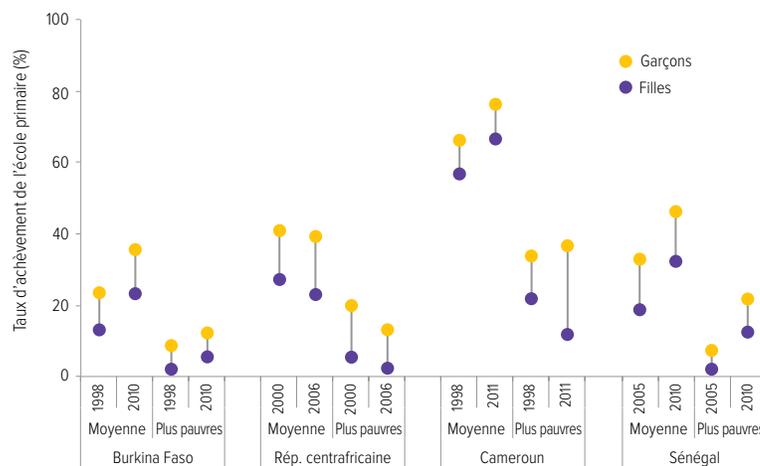
Au Cameroun, l'amélioration des taux d'achèvement globaux n'a pas atteint les filles les plus pauvres qui avaient encore moins de chances d'achever l'école primaire en 2011 qu'en 1998. En conséquence, l'écart en matière de scolarisation s'est creusé de 10 à 20 points de pourcentage au cours de cette période. En République centrafricaine, les effets du conflit ont contribué à une légère diminution des taux d'achèvement, garçons et filles confondus, dans la population en moyenne, ainsi que pour les garçons et les filles les plus pauvres. En conséquence, en 2006, 3 % seulement des filles achevaient l'école primaire.

Ce que les garçons et les filles apprennent à l'école est une meilleure mesure de l'égalité que le nombre de filles et de garçons qui finissent l'école. Pendant la phase 2006/07 de l'enquête PASEC, les acquis de l'apprentissage des élèves de 5^e année du Burkina Faso et du Sénégal présentaient un écart considérable entre les sexes. Au Burkina Faso, 45 % des garçons et 39 % des filles avaient réussi le niveau de référence minimal en lecture, tandis que 53 % des garçons et 45 % des filles avaient réussi le niveau de référence minimal en mathématiques. L'écart était deux fois plus important dans les zones rurales.

À première vue, il apparaît que des pays comme le Burkina Faso et le Sénégal ont réalisé de grands progrès pour éliminer les écarts entre les sexes en matière de scolarisation. Toutefois, même dans ces pays, des politiques doivent être mises en place pour s'assurer que tous les enfants, indépendamment de leur sexe, restent à l'école et apprennent.

Sources : Ministère de l'éducation de base et de l'alphabétisation du Burkina Faso (1999) ; Kazianga *et al.* (2012).

Figure 3 : Les filles les plus pauvres ont le moins de chances d'achever l'école primaire
Taux d'achèvement de l'école primaire, par sexe, moyenne nationale et les 20 % les plus pauvres des ménages



Source : calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4) basés sur les données des enquêtes démographiques et sanitaires.

Dans l'enseignement secondaire, les filles sont toujours victimes de cas extrêmes d'inégalité

Dans l'éducation secondaire, les tendances, en termes de parité entre les sexes, varient selon les régions, le groupe et le niveau de revenu. Au niveau du secondaire, 38 % seulement des pays disposant de données avaient atteint la parité. Par niveau d'enseignement, 42 % des pays ont atteint la parité dans le premier cycle du secondaire et 22 % dans l'éducation secondaire supérieure. Dans les deux tiers des pays qui affichent des disparités entre les sexes dans le premier cycle du secondaire, les disparités sont au détriment des filles. Mais c'est le cas dans moins de la moitié des pays affichant des disparités entre les sexes dans l'éducation secondaire supérieure.

Les filles sont toujours victimes des cas les plus extrêmes d'inégalité dans l'enseignement secondaire. Sur les 30 pays qui affichent moins de 90 filles pour 100 garçons, 18 sont situés en Afrique subsaharienne. Les cas extrêmes situés dans d'autres régions sont l'Afghanistan et le Yémen, malgré quelques progrès au cours de la décennie. En Afghanistan, aucune fille n'était scolarisée au niveau du secondaire en 1999. En 2011, le taux brut de scolarisation des filles était de 34 %, pour un indice de parité entre les sexes de 0,55. Au Yémen, le taux brut de scolarisation des filles est passé de 21 % en 1999 à 35 % en 2011,

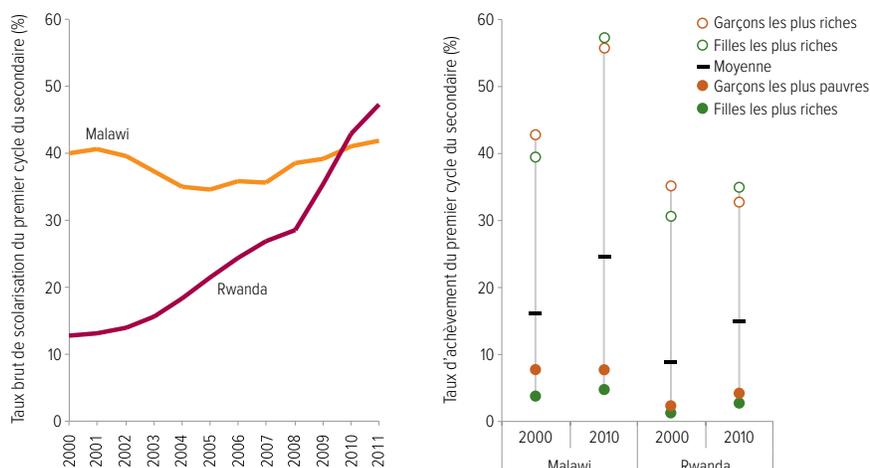
l'indice de parité entre les sexes grimpe ainsi de 0,37 à 0,63.

Bien que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne aient amélioré l'accès au premier cycle de l'école secondaire, les filles les plus pauvres, en particulier, semblent ne pas bénéficier des politiques actuelles. Les statistiques fournies par les Ministères de l'éducation du Rwanda et du Malawi montrent les chemins divergents que peuvent suivre les pays (Figure 4). Le Rwanda a entrepris un développement important de la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire, avec un taux brut de scolarisation qui a quadruplé en presque 10 ans pour atteindre 47 % en 2011, dépassant le Malawi, où le taux a stagné autour de 40 % pendant presque toute la décennie. Cependant, les informations recueillies auprès des ménages révèlent que les taux d'achèvement restent bas – et très inéquitables – dans les deux pays, avec moins de 5 % des filles pauvres des zones rurales achevant le premier cycle de l'école secondaire.

D'autres régions et certains pays, comme la Turquie, affichent des succès notables en termes de parité dans l'enseignement secondaire. Toutefois, la parité n'est qu'une première étape et les problèmes d'égalité des sexes perdurent (Encadré 2)

Figure 4 : L'achèvement du premier cycle du secondaire reste très difficile à atteindre pour de nombreux adolescents au Malawi et au Rwanda

Les taux brut de scolarisation du premier cycle secondaire et les taux d'achèvement, Malawi et Rwanda, 2000-2010



Note : le taux d'achèvement a été calculé pour les personnes âgées de 18 à 22 ans.

Sources : taux brut de scolarisation : base de données de l'ISU ; taux d'achèvement : calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4) basés sur les données des enquêtes démographiques et sanitaires.

Encadré 2 : Défis pour améliorer l'accès à l'enseignement secondaire des filles en Iraq et en Turquie

L'Iraq et la Turquie ont avancé à des rythmes différents vers la parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire. La Turquie a accompli des progrès plus importants. En 1999, 87 % des garçons entraient dans le premier cycle de l'enseignement secondaire contre 65 % des filles. À la fin de la décennie, cet écart important avait presque été comblé. Des inégalités entre les sexes subsistent dans le second cycle de l'enseignement secondaire, mais elles ont rapidement reculé au cours de la dernière décennie (Figure 5).

Le tournant a été l'extension de l'enseignement obligatoire qui est passé de cinq à huit ans en 1997, accompagné par un éventail de stratégies visant à améliorer l'accès. Un programme de transfert conditionnel d'espèces plus

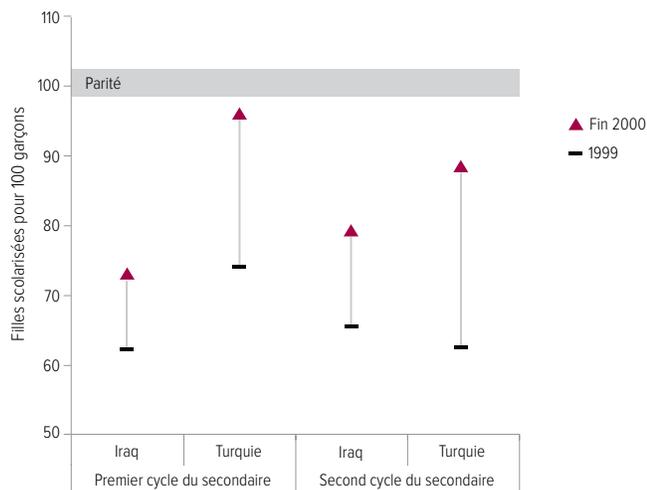
avantageux pour les filles que pour les garçons a aussi contribué à réduire l'écart en matière de scolarisation.

Pourtant, malgré une amélioration générale, des problèmes subsistent. Les filles des zones rurales sont plus défavorisées et certaines différences entre les régions sont non seulement profondes, mais aussi persistantes : dans les provinces pauvres majoritairement kurdes de Siirt, Mus et Bitlis, on ne compte que 60 filles inscrites à l'école secondaire pour 100 garçons, avec peu de changements ces dernières années.

L'engagement à éliminer les disparités restantes est réel : le plan stratégique 2010-2014 du Ministère de l'éducation

Figure 5 : L'Iraq et la Turquie prouvent que des progrès rapides vers la parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire sont possibles

Indice de parité entre les sexes du taux brut de scolarisation de l'enseignement secondaire, Iraq, 1999-2007, et Turquie, 1999-2011



Source : base de données de l'ISU.

nationale vise à réduire l'écart entre les sexes dans l'enseignement secondaire de 8,9 % à moins de 2 %. L'amendement à la Loi sur l'éducation introduit en avril 2012 qui a étendu l'école obligatoire de 8 à 12 ans pourrait contribuer à combler l'écart dans l'enseignement secondaire supérieur.

Mais il n'y a pas lieu de se réjouir. La participation toujours très faible des femmes à la main-d'œuvre et leur marginalisation sur le marché du travail pourraient décourager les filles d'achever l'école secondaire. Plus généralement, l'image traditionnelle des rôles des hommes et des femmes qui pèse sur la société s'infiltré jusque dans les écoles. Ce sont des problèmes auxquels les pays

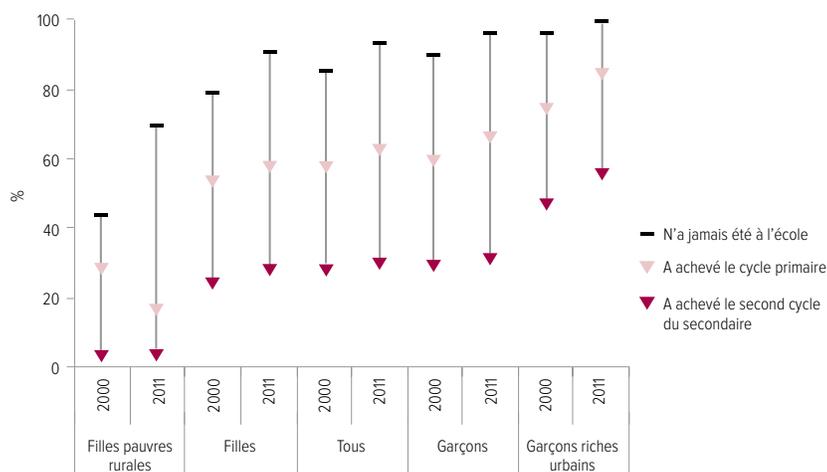
limitrophes qui aspirent à l'égalité entre les sexes dans l'éducation doivent s'atteler.

En Iraq, les progrès vers la parité entre les sexes ont non seulement été plus lents, mais les filles pauvres des zones rurales n'en ont pas profité. Le taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire était de 58 % pour les garçons riches des zones urbaines et d'à peine 3 % pour les filles pauvres des zones rurales en 2011. La sécurité reste un problème pour la scolarisation des filles, en particulier dans les zones où règnent une forte instabilité et l'insécurité (Figure 6).

Sources : Ministère de l'éducation nationale de Turquie (2009, 2013) ; Ucan (2013) ; Banque mondiale (2012b).

Figure 6 : Les filles iraqiennes pauvres des zones rurales ont beaucoup moins de chances d'achever le premier cycle de l'enseignement secondaire

Pourcentage qui n'a jamais été à l'école, ni achevé le cycle primaire, ni achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire, par sexe, lieu de résidence et niveau de revenu, 2000 et 2011



Source : analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4) basée sur les enquêtes en grappes à indicateurs multiples en Iraq 2000 et 2011.

Les disparités entre les sexes sont fonction du groupe de revenu

Les comparaisons entre les groupes de revenu révèlent que la situation est différente dans les pays à revenu faible par rapport aux pays à revenu intermédiaire et élevé en termes de participation des filles et des garçons à l'éducation. Seuls 20 % des pays à revenu faible ont atteint la parité au niveau de l'enseignement primaire, 10 % au niveau de l'enseignement secondaire du premier cycle et 8 % au niveau de l'enseignement secondaire supérieur. Au Burundi, bien que la parité ait été atteinte au niveau de l'enseignement primaire, 77 filles seulement sont scolarisées pour 100 garçons dans l'enseignement secondaire du premier cycle et le pays n'affiche que 62 filles pour 100 garçons dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

En revanche, dans les pays à revenu intermédiaire et supérieur, dont un pourcentage plus élevé de pays ont atteint la parité, les disparités sont souvent au détriment des garçons dans l'enseignement secondaire de premier cycle et supérieur (Figure 7). Au Honduras, un pays qui a atteint la parité au niveau de l'enseignement primaire, 88 garçons seulement pour 100 filles sont scolarisés dans le premier cycle de l'enseignement secondaire et 73 garçons pour 100 filles dans le deuxième cycle du secondaire.

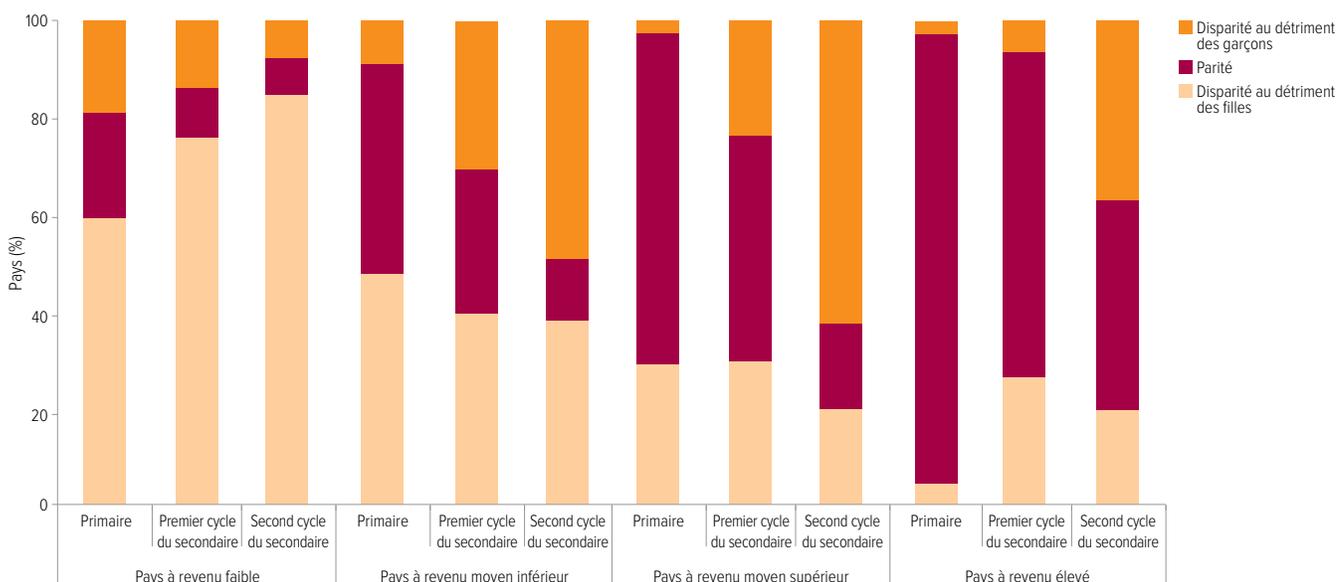
Combien de pays sont-ils susceptibles d'atteindre la parité entre les sexes d'ici à 2015 ?

Le Cadre d'action de Dakar a fixé des cibles claires sur la parité entre les sexes. La valeur de l'indice de parité entre les sexes située entre 0,97 et 1,03 indique la parité. Les valeurs inférieures à 0,90 et supérieures à 1,11 marquent de fortes disparités.

Au niveau de l'enseignement primaire, il est possible de faire des projections sur la parité entre les sexes pour 2015 pour 161 pays. Entre 1999 et 2011, le nombre de pays qui avaient atteint la cible était passé de 91 à 101. D'après les projections, d'ici à 2015, 112 pays auront atteint l'objectif et 14 en seront proches. Cependant, 23 seront loin de la cible et 12 en seront très éloignés. Sur les 35 pays les plus éloignés de la cible, 19 sont situés en Afrique subsaharienne. Le nombre de pays les plus éloignés de la cible, avec de fortes disparités, est passé de 31 en 1999 à 15 en 2011.

Lors de l'évaluation des performances des pays qui n'ont pas atteint la parité, il est important d'essayer de comprendre à quelle vitesse ils ont progressé vers la cible. Sur les pays qui n'atteindront pas ou ne s'approcheront pas de la cible, 8 ont fait malgré tout de grands progrès en augmentant leur indice de parité entre les sexes d'au moins 33 % entre 1999 et 2011. Au Mozambique, le taux brut de scolarisation des

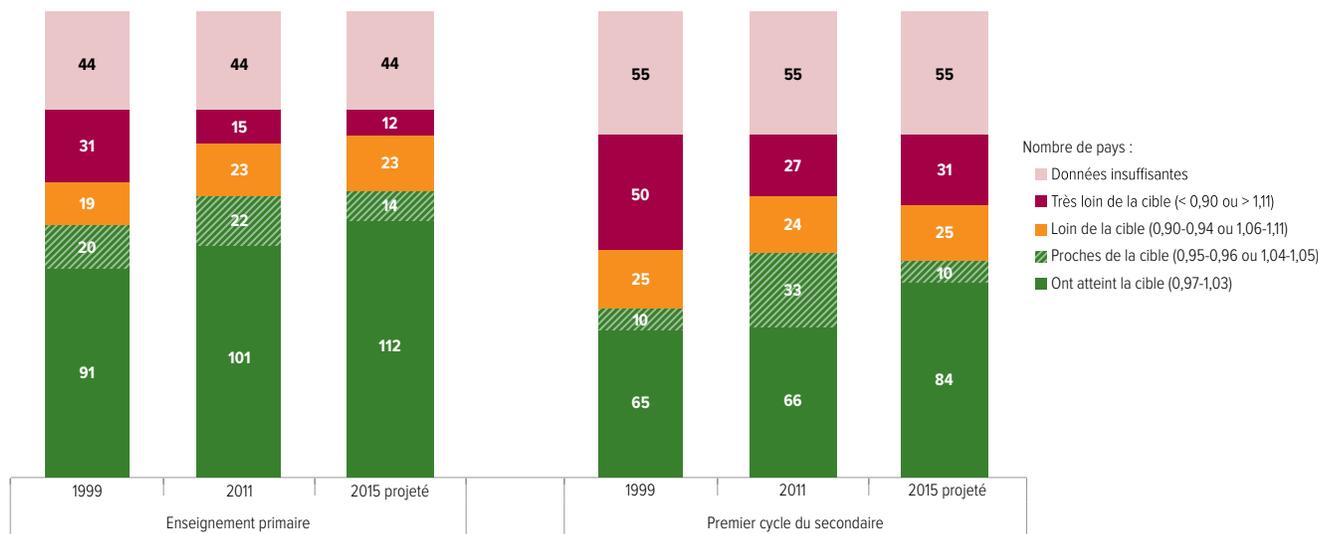
Figure 7 : Quelques pays à revenu faible ont réalisé la parité entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement
Pays ayant atteint la parité entre les sexes en matière de taux de scolarisation, par groupe pays et de revenu, 2011



Source : base de données de l'ISU.

Figure 8 : En dépit des progrès vers la parité entre les sexes dans l'éducation, l'objectif ne sera pas atteint d'ici à 2015

Nombre de pays par niveau d'indice de parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire, 1999, 2011 et 2015 (projeté)



Note : cette analyse a été menée dans un sous-ensemble de pays pour lequel une projection était possible ; elle couvre par conséquent moins de pays que ceux pour lesquels l'information est disponibles pour 1999 ou 2011.

Source : Bruneforth (2013).

filles est passé de 59 % en 1999 à 105 % en 2012, contribuant ainsi à l'augmentation de l'indice de parité entre les sexes de 0,74 à 0,91.

Au niveau du premier cycle de l'enseignement secondaire, il est possible de faire des projections pour 2015 pour 150 pays. En 1999, 65 pays avaient atteint la parité entre les sexes et 66 en 2011, soit un seul pays supplémentaire. Mais beaucoup se sont rapprochés de la cible. Il apparaît donc que, d'ici à 2015, 84 pays sur les 150 auront atteint la cible et 10 en seront proches (Figure 8).

Dans 38 des 50 pays les plus éloignés de la cible en 1999, les disparités étaient au détriment des filles. Sur ces 38 pays, 17 étaient sortis de ce groupe en 2011. Bien que deux d'entre eux seulement aient atteint la parité, plusieurs s'en sont approchés malgré un indice de parité entre les sexes de départ inférieur à 0,75. D'après les projections, d'ici à 2015, 31 pays seront encore très loin de la cible, et dans 22 d'entre eux les disparités seront au détriment des filles.

Ne laisser aucune fille à la traîne – combien de temps cela prendra-t-il ?

Après 2015, il y aura encore du travail à tous les niveaux de l'EPT. L'analyse de l'équipe du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* révèle que, dans de nombreux pays, la dernière ligne droite pour atteindre l'éducation primaire universelle ne pourra pas être franchie au cours de cette génération

à moins de déployer des efforts concertés pour soutenir les enfants les plus défavorisés, notamment les filles. Selon les tendances les plus récentes, il faudra probablement attendre le dernier quart de ce siècle pour que tous les garçons et les filles les plus pauvres de plus de 20 pays achèvent le cycle primaire – et ce n'est qu'au cours du siècle suivant qu'ils achèveront tous le premier cycle de l'enseignement secondaire. Il est essentiel de suivre les progrès accomplis vers les objectifs de l'éducation pour les groupes les plus défavorisés après 2015, et de mettre en place des politiques conservant et accélérant les progrès en redressant les déséquilibres.

Quand les filles achèveront-elles toutes le cycle de l'enseignement primaire ?

Les progrès vers la réalisation de l'éducation primaire universelle sont souvent mesurés en se fondant uniquement sur les taux de scolarisation. Les données extraites des enquêtes sur les ménages donnent une image plus claire du pourcentage de jeunes qui ne se contentent pas d'entrer à l'école mais qui achèvent également le cycle primaire – et permettent de savoir si les progrès sont partagés par les filles et les garçons, ainsi que les groupes défavorisés. Les groupes défavorisés sont confrontés à une dure réalité quand il s'agit d'achever le cycle primaire. Selon les projections, un grand laps de temps s'écoulera entre la réalisation de l'objectif de l'achèvement universel du cycle primaire pour les garçons des

zones urbaines et pour les filles des zones rurales : 39 ans en République démocratique populaire lao, 46 ans au Yémen, 52 ans en Éthiopie et 64 ans en Guinée (Figure 9A).

Les différences sont encore plus criantes quand on considère les projections en fonction du sexe et du revenu familial (Figure 9B). Tandis que les garçons riches devraient atteindre l'objectif à l'horizon 2030 dans 56 des 74 pays considérés, ceci ne s'appliquera aux filles pauvres que dans 7 pays. Même en 2060, l'achèvement universel du cycle primaire ne sera pas encore devenu réalité pour les filles pauvres dans 24 des 28 pays à faible revenu de l'échantillon.

Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et ceux à forte densité démographique sont également confrontés à d'importants défis. Au Nigéria, par exemple, les garçons riches achèvent déjà le cycle primaire, mais il faudra peut-être trois générations avant qu'il n'en soit de même pour les filles pauvres. Au Pakistan, les garçons et les filles riches devraient achever l'enseignement primaire à l'horizon 2020, mais, à la lumière des tendances récentes, cet objectif fondamental ne sera atteint qu'à la fin des années 2050 pour les garçons pauvres, et tout juste avant la fin du siècle pour les filles pauvres. En République centrafricaine, les garçons riches devraient tous achever le cycle primaire en 2037, et les filles pauvres après 2100.

Quand les filles achèveront-elles toutes le premier cycle de l'enseignement secondaire ?

L'achèvement universel du premier cycle de l'enseignement secondaire d'ici à 2030 devrait figurer au rang des objectifs de l'éducation de l'après-2015. Compte tenu des tendances actuelles, il restera un long chemin à parcourir après 2015, surtout pour les filles pauvres. Le fossé entre les groupes qui obtiennent les meilleurs résultats et ceux qui obtiennent les résultats les plus faibles risque de s'approfondir en ce qui concerne l'achèvement universel du premier cycle de l'enseignement secondaire et l'achèvement de l'école primaire.

En effet, dans 44 pays sur les 74 pays analysés, on constate un écart d'au moins 50 ans entre les garçons les plus riches achevant le premier cycle de l'éducation secondaire et les filles les plus pauvres dans le même cas. Dans les pays à revenu faible, l'écart moyen est de 63 ans (Figure 10).

Au Honduras, l'objectif devrait être atteint dans les années 2030 pour les garçons et les filles

les plus riches, et près de 100 ans plus tard pour les garçons et les filles les plus pauvres. En 2011-2012, 84 % des garçons et des filles les plus riches ont achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire contre 10 % chez les plus pauvres (Honduras, Ministère de la santé *et al.*, 2013). Au Niger, l'écart entre les groupes les plus favorisés et les moins favorisés sera également de l'ordre d'un siècle, avec un écart très important entre les sexes : si les tendances actuelles se poursuivent, l'ensemble des filles les plus pauvres devrait achever le premier cycle du secondaire près d'un demi-siècle après les garçons les plus pauvres.

Combien de temps faudra-t-il pour parvenir à l'achèvement universel de l'enseignement primaire en Afrique subsaharienne ?

Les données disponibles sur l'achèvement de l'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire couvrent plus des quatre cinquièmes de la population d'Afrique subsaharienne ; il est donc possible de faire des projections des taux moyens d'achèvement pour les différents groupes de population dans l'ensemble de la région (Figure 11).

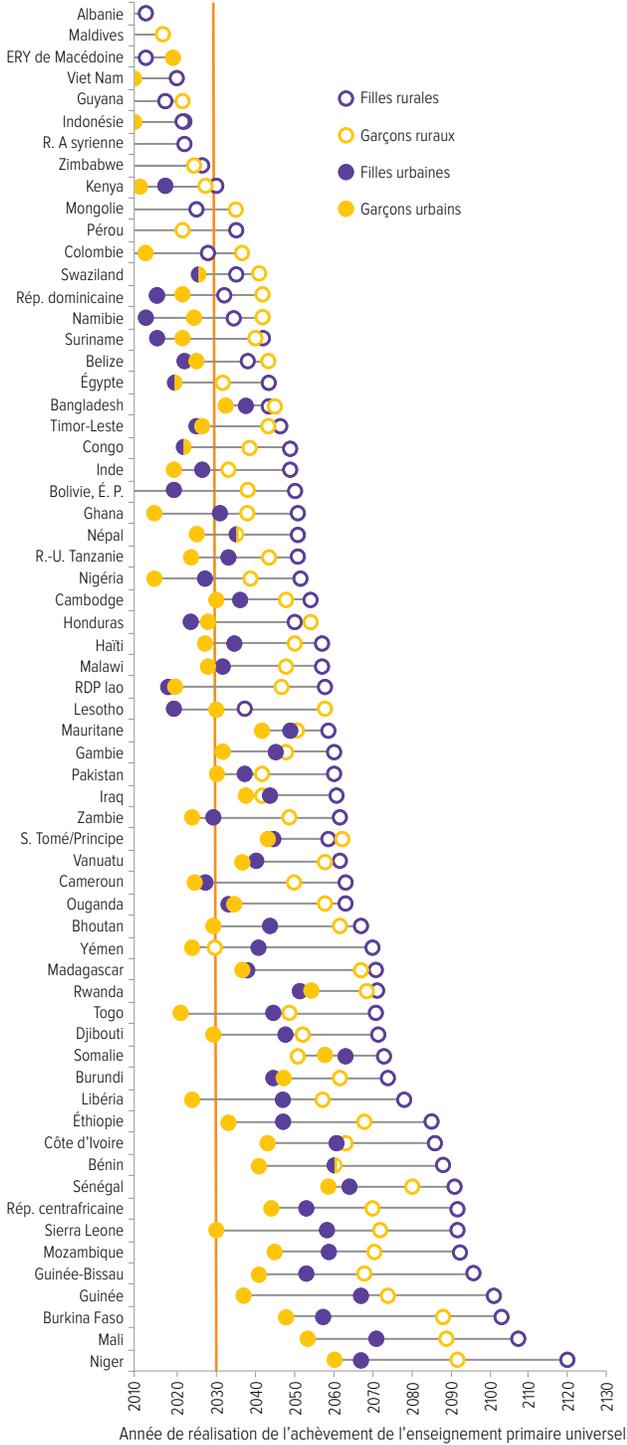
En moyenne, si les tendances actuelles se poursuivent, la région ne parviendra pas à l'achèvement universel de l'enseignement primaire avant 2052, plus de 35 ans après l'objectif de Dakar et deux décennies après la date cible probable des objectifs de l'après-2015. Les garçons devraient avoir atteint l'objectif d'ici 2046 : les garçons riches devraient en moyenne l'atteindre en 2021 – avant l'objectif de l'après-2015 – contre 2069 pour les garçons les plus pauvres. Les filles sont encore plus en retard : elles y arriveront en moyenne à l'horizon 2057 ; les filles riches l'atteindront en 2029 et les filles les plus pauvres devront attendre 2086.

En moyenne, si les tendances actuelles se poursuivent, l'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire interviendra en 2069 en Afrique subsaharienne, plusieurs décennies après les dates cibles discutées. Les filles atteindront l'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire universel d'ici à 2075 en moyenne. Les filles issues du quintile le plus riche de la population atteindront cet objectif d'ici à 2051, et les filles issues du quintile des familles les plus pauvres devraient l'atteindre d'ici à 2111 seulement.

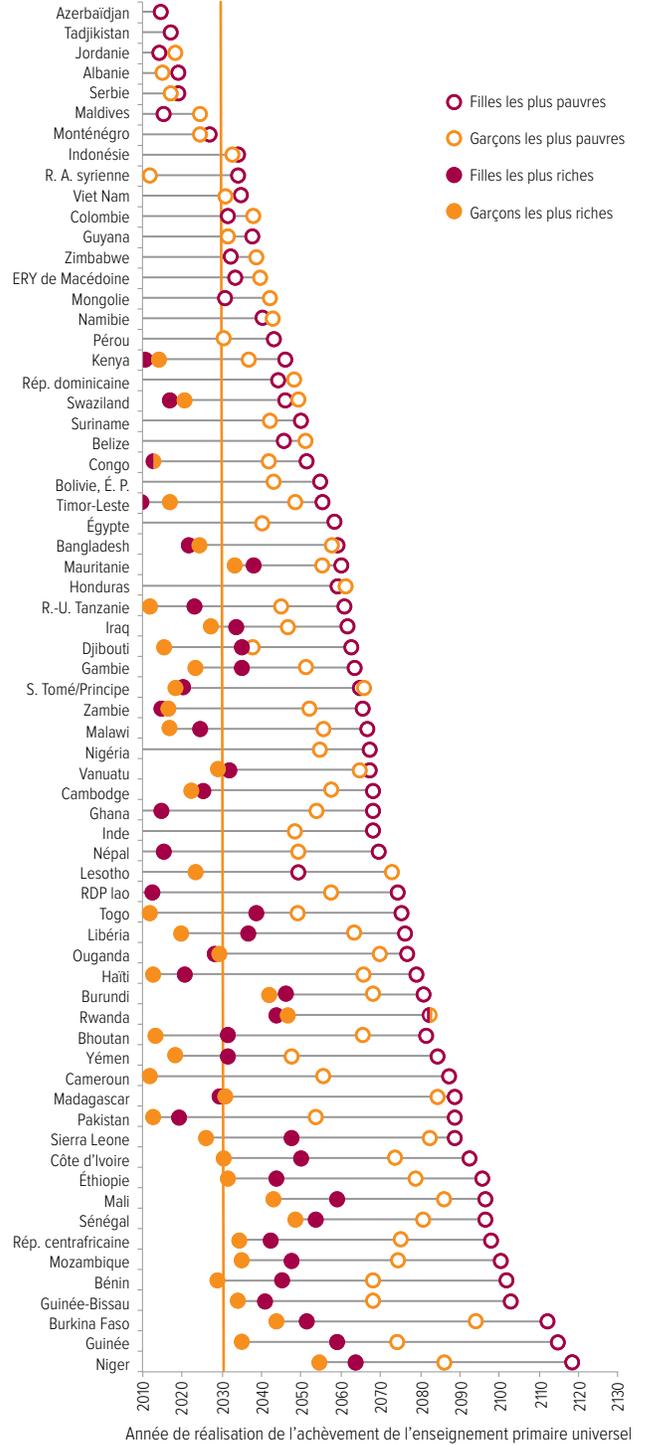
Figure 9 : Compte tenu des tendances récentes, il faudra encore au moins deux générations pour parvenir à l'achèvement universel de l'enseignement primaire pour les filles les plus pauvres dans certains pays

Année prévue pour la réalisation d'un taux d'achèvement supérieur à 97 % dans des pays sélectionnés

A. En fonction du sexe et du lieu de résidence



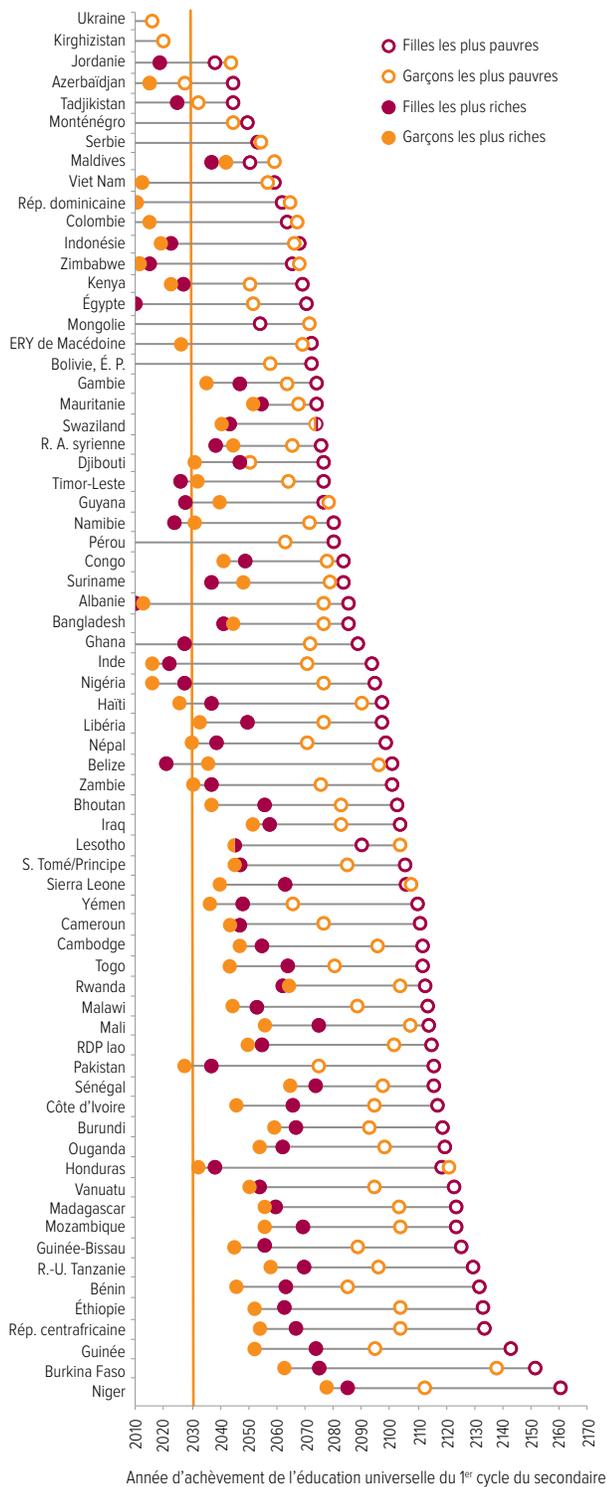
B. En fonction du sexe et du niveau de revenu



Source : analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4) basée sur Lange (2013).

Figure 10 : Parvenir à l'achèvement universel de l'enseignement secondaire pour les filles exigera davantage d'efforts concertés

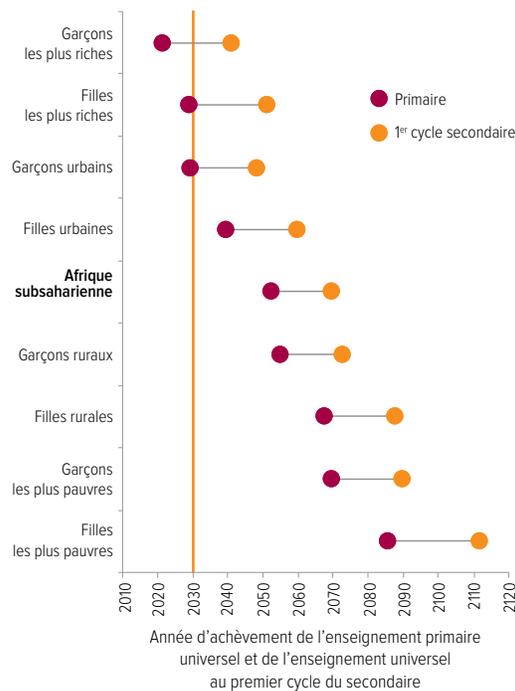
Année projetée de réalisation d'un taux d'achèvement du premier cycle du secondaire supérieur à 97 %, par sexe et niveau de revenu, choix de pays



Source : analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4) basée sur Lange (2013/4).

Figure 11 : L'achèvement universel de l'enseignement primaire pour les femmes les plus pauvres interviendra à la fin de ce siècle dans les pays d'Afrique subsaharienne

Année prévue pour la réalisation d'un taux d'achèvement de l'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire universels supérieur à 97 %, par groupe de population, Afrique subsaharienne



Source : analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4), basée sur Lange (2013).



Les savoirs locaux : dans Escola Canadá, à Rio de Janeiro, au Brésil, une enseignante utilise la recette du gâteau de maïs qui est traditionnelle à la région pour expliquer les quantités pendant une classe de mathématiques.

Partie 2 L'éducation change la vie

L'éducation éclaire chaque étape du chemin qui mène à une vie meilleure, en particulier pour les filles et les femmes. En renforçant leurs chances d'échapper à la pauvreté, leurs perspectives d'emploi, leurs chances d'être en bonne santé et de participer pleinement à la société, l'éducation des filles et des jeunes femmes a un impact majeur sur la santé de leurs enfants et accélère la transition des pays vers un accroissement démographique stable, marqué par de faibles taux de natalité et de mortalité. Par ailleurs, l'éducation des femmes et des filles contribue à des objectifs sociaux plus généraux dont on sait aujourd'hui qu'ils sont des éléments vitaux du cadre de l'après-2015 : jeter les bases de la démocratie et donner aux femmes les moyens de faire des choix qui améliorent leur bien-être.

Les données présentées ici prouvent qu'il est impératif que les femmes et les filles aient accès à un enseignement de qualité indépendamment de leur revenu, de leur appartenance ethnique, de l'endroit où elles vivent, d'un éventuel handicap et d'autres facteurs qui s'allient pour les désavantager par rapport aux garçons. Les filles doivent au minimum avoir accès à l'éducation primaire et au premier cycle de l'éducation secondaire. L'accès ne suffit pas : les filles doivent recevoir une éducation de bonne qualité leur permettant au moins d'acquérir les bases de la lecture, de l'écriture et du calcul qui sont nécessaires pour acquérir d'autres compétences. Le pouvoir potentiel de l'éducation de stimuler les objectifs de développement ne sera mis à profit que si l'éducation est équitable.

L'éducation fait reculer la pauvreté et stimule l'emploi

L'éducation est un outil essentiel dans la lutte contre la pauvreté chez les femmes et elle leur offre de meilleures perspectives non seulement d'avoir un emploi, mais aussi un emploi plus stable, offrant de bonnes conditions de travail et une rémunération décente.

L'éducation offre une perspective de vie meilleure aux femmes les plus démunies

Pour les femmes pauvres, l'éducation est l'un des moyens les plus puissants d'accéder à un avenir meilleur : l'éducation leur permet de s'affranchir du piège de la pauvreté chronique et d'échapper à la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre.

L'éducation peut aider les femmes à échapper à la pauvreté chronique et à accéder à la sécurité économique en leur permettant d'avoir de meilleurs revenus. L'éducation permet aux femmes ayant un emploi formel rémunéré de gagner un salaire plus élevé et elle offre un meilleur niveau de vie à celles qui travaillent dans les zones rurales.

Ce n'est pas tellement le temps passé à l'école qui compte, mais ce qu'on y apprend. Une meilleure alphabétisation a un effet particulièrement important sur les revenus des femmes, ce qui permet de penser que l'investissement dans l'éducation des femmes peut rapporter des dividendes. Au Pakistan, les femmes qui travaillent et qui ont un niveau élevé d'instruction gagnaient 95 % de plus que les femmes ayant un niveau faible, voire inexistant, d'instruction, tandis que le différentiel n'était que de 33 % chez les hommes (Aslam *et al.*, 2012).

Les enfants dont les parents sont peu, voire pas instruits du tout, risquent aussi d'être peu instruits. C'est ainsi que se perpétue la pauvreté et il est donc primordial de relever les niveaux d'éducation pour briser l'engrenage de la pauvreté chronique. Les politiques appropriées permettent d'assurer une transmission équitable des bénéfices de l'éducation. Une nouvelle analyse effectuée pour le présent *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4*, et reposant sur 142 enquêtes démographiques et sanitaires effectuées dans 56 pays entre 1990 et 2009, examine l'effet du niveau d'instruction des parents sur le nombre d'années d'études des membres du ménage âgés

de 15 à 18 ans. Pour chaque année supplémentaire d'études de la mère, l'enfant suit en moyenne 0,32 année supplémentaire de scolarisation et, pour les filles, l'avantage est légèrement plus important (Bhalotra *et al.*, 2013b).

L'éducation améliore les chances des femmes d'entrer dans la population active

À mesure que se développent les pays, l'éducation devient un passeport qui permet aux femmes d'investir le marché du travail. Lorsqu'une société accepte que les femmes travaillent dans le secteur structuré, celles qui sont instruites sont en meilleure position pour obtenir un travail rémunéré (Gaddis et Klasen, 2012). En favorisant la participation des femmes au marché du travail, l'éducation contribue à leur autonomisation et à la prospérité du pays (Kabeer, 2012).

Dans les pays à revenu moyen d'Amérique latine comme l'Argentine, le Brésil, El Salvador et le Mexique, la proportion de femmes ayant un emploi rémunéré augmente nettement avec l'élévation du niveau d'instruction des femmes. C'est ce qui ressort de l'analyse des données des enquêtes sur la main-d'œuvre réalisée pour le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* (infographie : Recherche

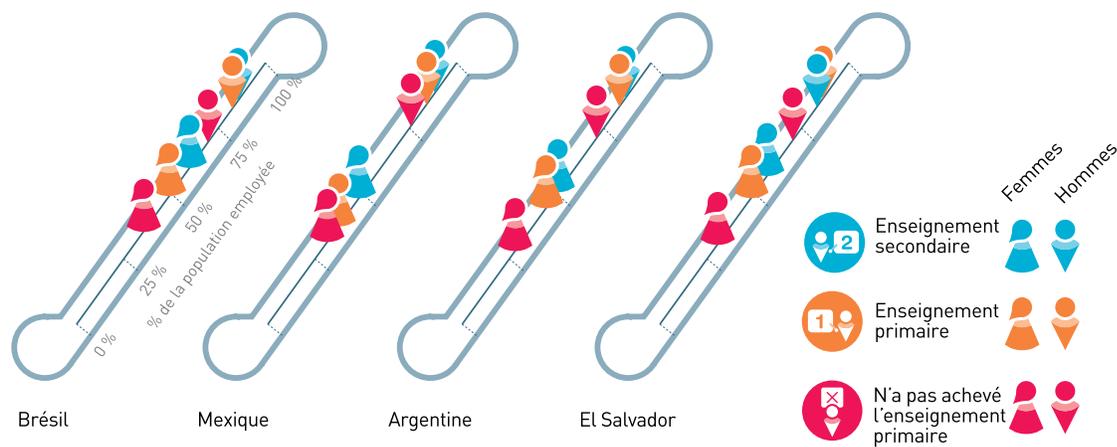
d'emploi). Au Mexique, alors que 39 % des femmes qui ont été scolarisées dans le primaire sont employées, cette proportion passe à 48 % pour celles qui ont fait des études secondaires. L'éducation a un rôle bien plus déterminant pour l'engagement des femmes dans la population active que pour les hommes de ces quatre pays d'Amérique latine.

Dans les pays les plus pauvres, les facteurs culturels et l'absence d'infrastructures abordables pour la garde des enfants et les transports continuent d'empêcher les femmes d'obtenir des emplois rémunérés. En Inde et au Pakistan, par exemple, les femmes ont moins de probabilités d'être décomptées dans les chiffres de la participation au marché du travail, qu'elles aient été scolarisées ou non.

Les femmes sont maintenues à l'écart de la population active non seulement à cause de la stigmatisation culturelle liée à l'emploi rémunéré, mais aussi par les attentes de la société en matière de nombre d'enfants et de tâches ménagères. Elles doivent donc souvent consacrer de nombreuses heures à un travail qui est moins visible pour les responsables politiques, surtout dans les pays les plus pauvres (Bloom *et al.*, 2009).

RECHERCHE D'EMPLOI

Les hommes et les femmes ayant fait des études ont plus de chances de trouver du travail



Source : Understanding Children's Work (2013).

L'éducation réduit les écarts de salaires entre les sexes

Au niveau mondial, à travail comparable, les femmes sont moins bien rémunérées que les hommes. Même si cet écart se comble dans certaines régions du monde, il reste une source de préoccupation (OCDE, 2012). Plus le niveau d'instruction est élevé, plus l'écart diminue, même dans les pays où il existe une discrimination sur le marché du travail et où des différences restent ancrées entre les sexes, comme le révèle l'analyse des écarts de salaire liés au sexe dans 64 pays. Dans les États arabes, l'éducation a un effet particulier, puisque le salaire des femmes ayant fait des études secondaires est égal à 87 % de celui des hommes, contre 60 % pour celles qui ont suivi l'enseignement primaire (Nopo *et al.*, 2011).

En Afrique subsaharienne, les hommes gagnent en moyenne deux fois plus que les femmes, mais l'éducation influe fortement sur l'écart des rémunérations. Au Ghana, dans la population non instruite, les hommes gagnent 57 % de plus que les femmes, un écart qui tombe à 24 % pour ceux qui

ont fait des études primaires et à 16 % s'ils ont suivi l'enseignement secondaire (Kolev et Sirven, 2010).

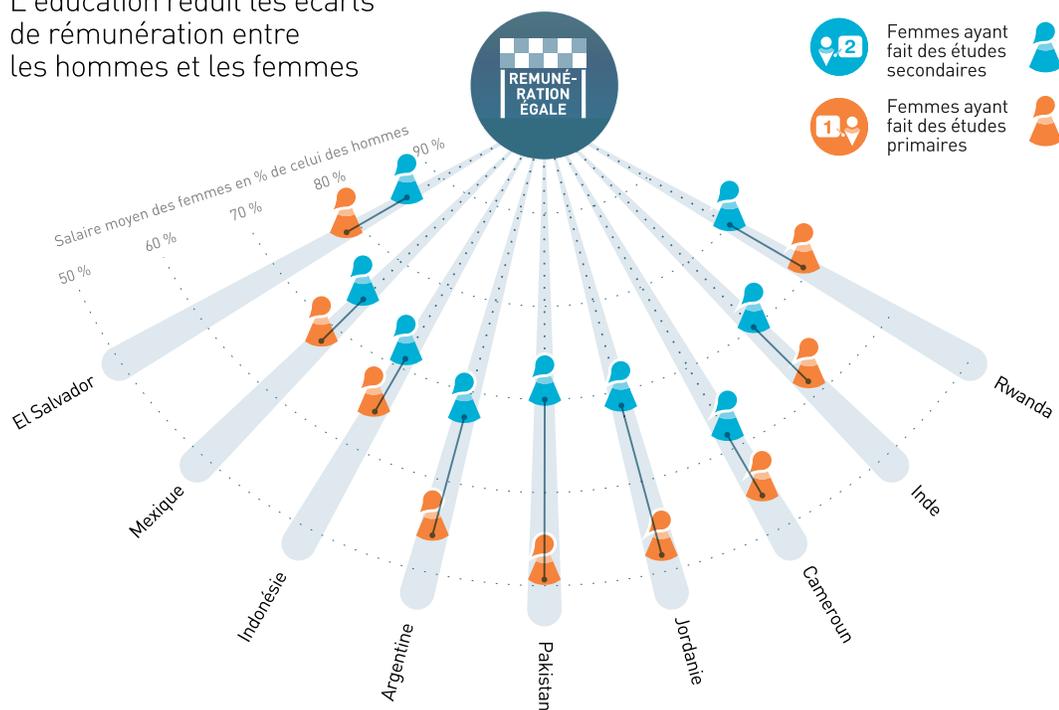
Ces schémas régionaux sont confirmés par l'analyse conduite pour ce *Rapport* sur les données de neuf pays, dans différents contextes. En Argentine et en Jordanie, pour le niveau d'enseignement primaire, le salaire des femmes est environ de la moitié du salaire moyen des hommes, tandis que pour le niveau d'enseignement secondaire, le salaire des femmes est égal à environ les deux tiers du salaire des hommes (infographie : Écarts de salaire).

L'éducation améliore la santé des femmes et de leurs enfants

L'éducation est l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer la santé des femmes et de s'assurer que ses bienfaits se transmettent de génération en génération. Elle sauve des millions de vies de mères et d'enfants, contribue à prévenir et à contenir les maladies et elle joue un rôle essentiel dans les mesures de lutte contre la malnutrition.

ÉCARTS DE SALAIRE

L'éducation réduit les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes



Source : Understanding Children's Work (2013).

Pourtant ce rôle primordial est souvent méconnu. Les décideurs qui s'intéressent à la santé des femmes oublient souvent de considérer l'éducation comme une intervention sanitaire vitale en soi – et que, sans elle, d'autres interventions de santé risquent d'être moins efficaces.

La complémentarité entre l'éducation et la santé opère aussi en sens inverse : les femmes en meilleure santé ont aussi de meilleures chances d'être plus instruites. Même en tenant compte de ces liens, l'éducation améliore constamment les chances des femmes de vivre en bonne santé.

Au niveau mondial, des progrès significatifs ont été accomplis par rapport aux cibles de santé définies dans les OMD – réduire la mortalité infantile (Objectif 4), réduire la mortalité maternelle (Objectif 5) et combattre le VIH/sida, le paludisme et les autres maladies (Objectif 6), ainsi que faire reculer la faim, qui fait partie de l'objectif central de réduction de la pauvreté (Objectif 1). Comme le prouvent ces paragraphes, l'éducation a contribué à tous ces progrès, mais il aurait été possible de faire mieux si le potentiel de l'éducation avait été mieux utilisé.

L'éducation des mères a sauvé des millions de vies d'enfant

Il existe peu de preuves aussi nettes du pouvoir de l'éducation que l'estimation qui montre que 2,1 millions de vies d'enfant de moins de 5 ans ont été sauvées entre 1990 et 2009 grâce à l'amélioration de l'éducation des femmes en âge de procréer. Cela représente plus de la moitié du nombre total de vies sauvées, soit 4 millions, par la réduction de la mortalité infantile pendant cette période. À l'inverse, la croissance économique n'a contribué qu'à moins de 10 % du total (Gakidou *et al.*, 2010).

Ces progrès ne sont cependant rien en regard du défi qui subsiste. En 2012, 6,6 millions d'enfants de moins de 5 ans sont morts, dont 5,7 millions dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur (Groupe interinstitutions pour l'estimation de la mortalité juvénile, 2013).

Beaucoup de ces décès auraient pu être évités par des mesures préventives et curatives visant à s'assurer de la présence d'une sage-femme qualifiée lors de l'accouchement, de la vaccination de base des enfants – ce qui contribue également à prévenir la pneumonie – et de la fourniture d'un traitement de réhydratation orale pour la diarrhée (infographie : Mères instruites, enfants en bonne santé). Pour la plupart, ces mesures sont peu coûteuses et efficaces, mais de surcroît elles ont

toutes plus de chances d'être appliquées lorsque les mères sont instruites.

Instruire davantage de filles pourrait sauver beaucoup plus de vies. L'ampleur de l'impact potentiel de l'éducation – en particulier celle des mères – sur la mortalité infantile est démontrée par une analyse conduite pour ce *Rapport*, à partir de 139 enquêtes démographiques et de santé de 58 pays. Si toutes les femmes achevaient le cycle de l'enseignement primaire, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans tomberait de 15 % dans les pays à revenu faible et moyen inférieur, ce qui sauverait près d'un million d'enfants chaque année. L'impact de l'enseignement secondaire est encore plus fort : si toutes les femmes de ces pays achevaient l'enseignement secondaire, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans tomberait de 49 % – soit une économie annuelle de 3 millions de vies. L'éducation des pères a un impact moindre : si les femmes et les hommes avaient accès à l'éducation secondaire, le taux de mortalité des moins de 5 ans chuterait de 54 % dans ces pays.

Pour éliminer la mortalité infantile par maladie évitable d'ici à 2030 – ce qui a toutes les chances d'être une nouvelle cible mondiale pour la santé – il est urgent d'agir et d'encourager la scolarisation dans le secondaire. Plus de 9 000 enfants meurent chaque jour en Afrique subsaharienne. La région a le plus faible taux de scolarisation dans le secondaire au monde, un niveau qui n'accueille que 37 % de filles. Si toutes les filles achevaient l'enseignement secondaire, 1,5 million d'enfants supplémentaires survivraient jusqu'à leur cinquième anniversaire. En Asie du Sud et de l'Ouest, la mortalité des moins de 5 ans chuterait de 62 % si toutes les filles parvenaient jusqu'au secondaire, sauvant 1,3 million de vies.

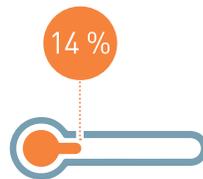
Certains des pays affichant les taux de mortalité infantile les plus élevés et les niveaux d'instruction les plus faibles devraient tirer le meilleur parti de l'éducation. En 2012 au Burkina Faso, la mortalité des moins de 5 ans s'élevait à 102 décès pour 1 000 naissances vivantes, alors que la moyenne de tous les pays à faible revenu était de 82 décès pour 1 000 naissances vivantes. Le taux brut de scolarisation des filles dans le secondaire est l'un des plus faibles au monde, seulement 25 % en 2012. Si toutes les femmes achevaient leurs études primaires, la mortalité infantile reculerait de 46 %. Si elles achevaient toutes leurs études secondaires, la mortalité chuterait de 76 % (Gakidou, 2013).

MÈRES INSTRUITES, ENFANTS EN BONNE SANTÉ

Un niveau d'instruction plus élevé de la mère contribue à améliorer le taux de survie des enfants

Pneumonie

Une année supplémentaire d'études de la mère ferait reculer la mortalité infantile due à la pneumonie de :



Équivalent à :



160 000
vies sauvées chaque
année

L'instruction maternelle réduit les facteurs de risque de pneumonie pour les enfants, tels que :

- 1 malnutrition et insuffisance pondérale à la naissance
- 2 non-vaccination contre la rougeole dans les 12 premiers mois de la vie
- 3 utilisation de combustible émettant des fumées nocives

Complications lors de l'accouchement

Une mère alphabétisée a en moyenne :



de probabilité en plus de demander l'assistance d'une sage-femme

Diarrhée

Recul des diarrhées dans les pays à revenu faible et moyen inférieur si toutes les mères faisaient des études primaires :



Recul des diarrhées si toutes les mères faisaient des études secondaires

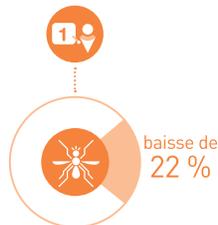


Les mères instruites présentent plus de probabilité de :

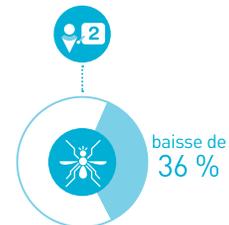
- 1 purifier correctement l'eau
- 2 demander l'aide d'un agent de santé lorsqu'un enfant a une diarrhée
- 3 administrer des solutions de réhydratation, augmenter les liquides et poursuivre l'allaitement

Paludisme

Dans les zones à transmission élevée, le risque que les enfants soient porteurs des parasites du paludisme est **22 % plus faible** si les mères ont fait des études primaires, que si elles sont sans instruction

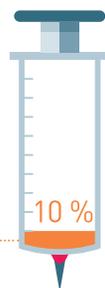


Dans les zones à transmission élevée, le risque que les enfants soient porteurs des parasites du paludisme est **36 % plus faible** si les mères ont fait des études secondaires que si elles sont sans instruction

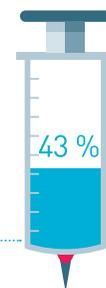


Vaccination

Hausse de la vaccination contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTP3) dans les pays à revenu faible et moyen inférieur si les mères ont fait des études primaires :



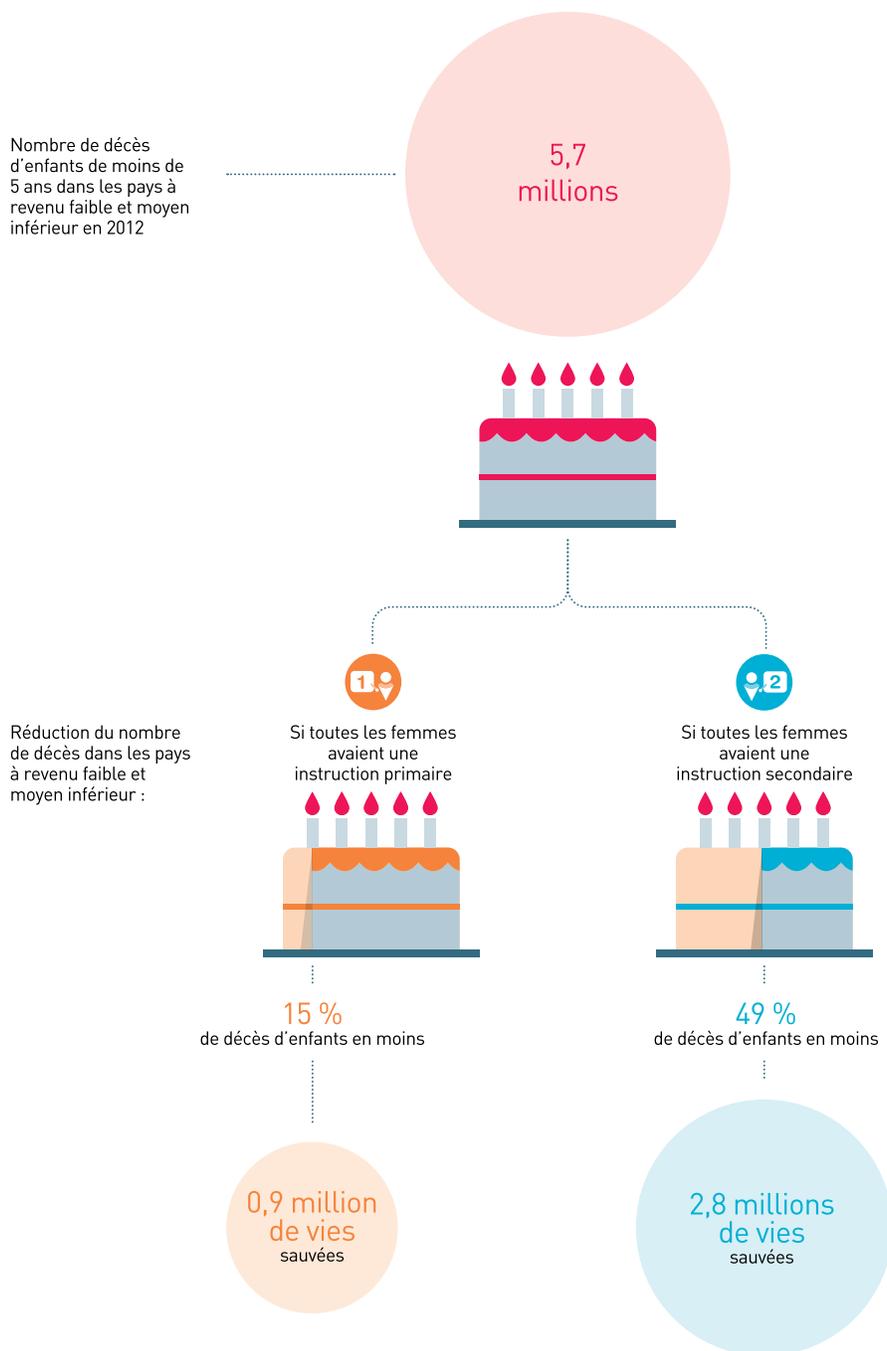
Hausse de la vaccination DTP3 si toutes les mères ont fait des études secondaires :



Sources : calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4), fondés sur les données des enquêtes démographiques et de santé de 2005-2011 ; Gakidou (2013) ; Fullman et al. (2013).

SAUVER DES VIES D'ENFANT

Un niveau d'instruction plus élevé réduit les décès d'enfants évitables



Sources : Gakidou (2013) ; Groupe interagence pour l'estimation de la mortalité infantile (2013).

Les mères alphabétisées rechercheront plus systématiquement l'aide d'une sage-femme qualifiée

L'analyse révèle que les mères plus instruites ont plus de chances de se faire assister lors de l'accouchement par une accoucheuse qualifiée et que leurs enfants ont donc plus de chances de survivre. Près de 40 % des décès d'enfants de moins de 5 ans se produisent au cours des 28 jours suivant la naissance, dans la plupart des cas à cause de complications au moment de l'accouchement (Liu *et al.*, 2012). Or, il s'avère que plus de la moitié des 70 millions de naissances se déroulaient sans l'assistance de sages-femmes qualifiées chaque année en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud en 2006-2010 (UNICEF, 2012a). Dans 57 pays, l'analyse des enquêtes démographiques et de santé réalisée pour le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* montre qu'une mère alphabétisée a en moyenne 23 % plus de chances d'être assistée par une sage-femme qualifiée lors de l'accouchement.

Les mères instruites font vacciner leurs enfants

Depuis 2000, l'Alliance GAVI œuvre pour faire vacciner 370 millions d'enfants vivant dans les pays les plus pauvres du monde contre les maladies évitables, ce qui a permis de sauver 5,5 millions de vies (GAVI, 2013). Malgré son considérable impact, un ingrédient est absent de la stratégie GAVI, qui permettrait de transmettre son succès de génération en génération : l'investissement dans l'éducation des filles.

L'analyse des données réunies lors des enquêtes démographiques et de santé réalisées dans le cadre du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* révèle que, si toutes les femmes des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure achevaient leur scolarité primaire, la probabilité que leurs enfants soient vaccinés contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche – le triple vaccin appelé DTC3 – augmenterait de 10 %. Si elles achevaient l'école secondaire, cette probabilité augmenterait de 43 % (Gakidou, 2013).

L'éducation des mères protège contre la pneumonie

La pneumonie est la première cause de mortalité infantile, représentant 1,1 million de décès ou 17 % du nombre total de décès au niveau mondial. De nombreux décès provoqués par la pneumonie pourraient être évités grâce à l'allaitement maternel, une nutrition adéquate, la vaccination, l'accès à l'eau potable et l'assainissement de

base – plusieurs de ces facteurs étant influencés par l'éducation maternelle. L'UNICEF dit de la pneumonie qu'elle est une « maladie de la pauvreté » (UNICEF, 2012b, p. 17). Or, la réduction de la pauvreté ne fait reculer la pneumonie que si, en parallèle, l'éducation des mères s'améliore.

Une seule année supplémentaire d'études de la mère peut se traduire par une baisse de 14 % du taux de mortalité due à la pneumonie – soit 160 000 enfants sauvés chaque année – selon une nouvelle analyse effectuée dans le cadre du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* se fondant sur des estimations des taux de mortalité des moins de 5 ans dus à la pneumonie extraites de l'étude sur la charge mondiale de morbidité dans 137 pays entre 1980 et 2010 (Gakidou, 2013).

L'éducation des mères contribue à prévenir et à traiter la diarrhée infantile

Quatrième cause de mortalité infantile, la diarrhée représente 9 % des cas de décès d'enfants qui pourraient facilement être évités (Groupe inter-organisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, 2013). Si toutes les femmes achevaient l'école secondaire, l'incidence déclarée de la diarrhée chuterait de 30 % dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure car les mères plus instruites savent mieux en général comment prendre des mesures de prévention et traiter la diarrhée.

En matière de prévention, l'éducation influe sur les décisions des ménages de purifier l'eau, que ce soit en la filtrant, en la faisant bouillir, ou par toute autre méthode. En termes de traitement, une mère instruite dont l'enfant présente les symptômes de la diarrhée recherchera plus souvent les soins appropriés et appliquera généralement le traitement qui convient. Dans les pays à revenu faible, les mères qui avaient achevé l'école primaire étaient de 12 % plus susceptibles que les mères sans instruction de prendre de telles mesures, selon l'analyse réalisée pour le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* sur la base d'enquêtes démographiques et de santé.

L'éducation, un moyen essentiel de sauver la vie des mères

L'éducation est tout aussi vitale pour la santé de la mère que pour celle de ses enfants. Un investissement plus vigoureux dans l'éducation des filles, surtout au niveau du premier cycle du secondaire, aurait contribué à accélérer les progrès en faveur du cinquième OMD, à savoir améliorer la santé maternelle, l'un des objectifs qui a obtenu les moins bons résultats.

La mortalité maternelle se définit comme le décès d'une femme pendant sa grossesse ou dans les 42 jours suivant la fin d'une grossesse, d'une cause liée à la grossesse ou à sa prise en charge, ou aggravée par la grossesse ou sa prise en charge, mais pas de cause accidentelle ou indirecte. Entre 1990 et 2010, le nombre de ces décès dans le monde a été pratiquement divisé par deux. Malgré ce chiffre impressionnant, le taux de mortalité maternelle – le nombre de décès maternels pour 100 000 naissances vivantes – n'a chuté que de 3,1 % par an en moyenne, ce qui est très inférieur au taux de recul annuel de 5,5 % requis pour réaliser le cinquième OMD.

Chaque jour, près de 800 femmes meurent de pathologies liées à la grossesse et à l'accouchement qui auraient pu être évitées. Dans l'ensemble, 99 % des décès maternels se produisent dans les pays en développement, où le taux de mortalité maternelle est de 240 décès pour 100 000 naissances vivantes, comparé à 16 dans les pays développés. Plus de la moitié des décès interviennent en Afrique subsaharienne et plus d'un quart en Asie du Sud (OMS, 2013b).

Les mères meurent pendant leur grossesse de complications comme la pré-éclampsie, l'hémorragie et l'infection, ainsi que les avortements non médicalisés. Les femmes instruites sont moins exposées à ces risques grâce à des pratiques d'hygiène simples et peu onéreuses, en réagissant aux symptômes alarmants comme les saignements ou l'hypertension, en décidant de la méthode et du lieu où interviendra un avortement, en acceptant de se faire soigner et en demandant l'assistance d'une sage-femme qualifiée pendant l'accouchement.

Si toutes les femmes achevaient l'école primaire, la mortalité maternelle chuterait de 210 à 71 décès pour 100 000 naissances, soit une baisse de 66 %, ce qui permettrait de sauver la vie de 189 000 femmes chaque année. Si toutes les femmes d'Afrique subsaharienne achevaient l'école primaire, le taux de mortalité maternelle chuterait de 500 à 150 décès pour 100 000 naissances, soit une diminution de 70 % (infographie : Une question de vie ou de mort).

Au moins pour les deux cinquièmes, l'éducation a un effet indirect : la probabilité est plus élevée que les femmes instruites fassent appel aux services de santé publique, aient moins d'enfants et ne deviennent pas mères pendant leur adolescence – autant de facteurs qui font reculer la mortalité maternelle. Sur les 108 pays étudiés, 6 naissances sur 100 concernaient des femmes âgées de 15 à

19 ans. Si le taux de naissance chez les adolescentes était divisé par deux, le taux de mortalité maternelle chuterait de plus d'un tiers (Bhalotra et Clarke, 2013).

L'éducation joue un rôle majeur dans la prévention des maladies chez les filles et les femmes

Les maladies infectieuses comme le VIH/sida ou parasitaires comme le paludisme comptent parmi les pires menaces pour la santé des femmes et des filles, mais leur incidence peut être réduite grâce au puissant outil que constitue l'amélioration de leur éducation.

En étudiant les effets des risques sanitaires spécifiques qui menacent les femmes – jeunes et âgées – il est facile de comprendre comment un meilleur accès à une éducation de qualité peut contribuer à les protéger contre la maladie. Cette section examine l'apport de l'alphabétisme dans la prévention du VIH/sida, comment l'éducation combat le paludisme par une identification correcte de sa cause, de ses symptômes et de son traitement.

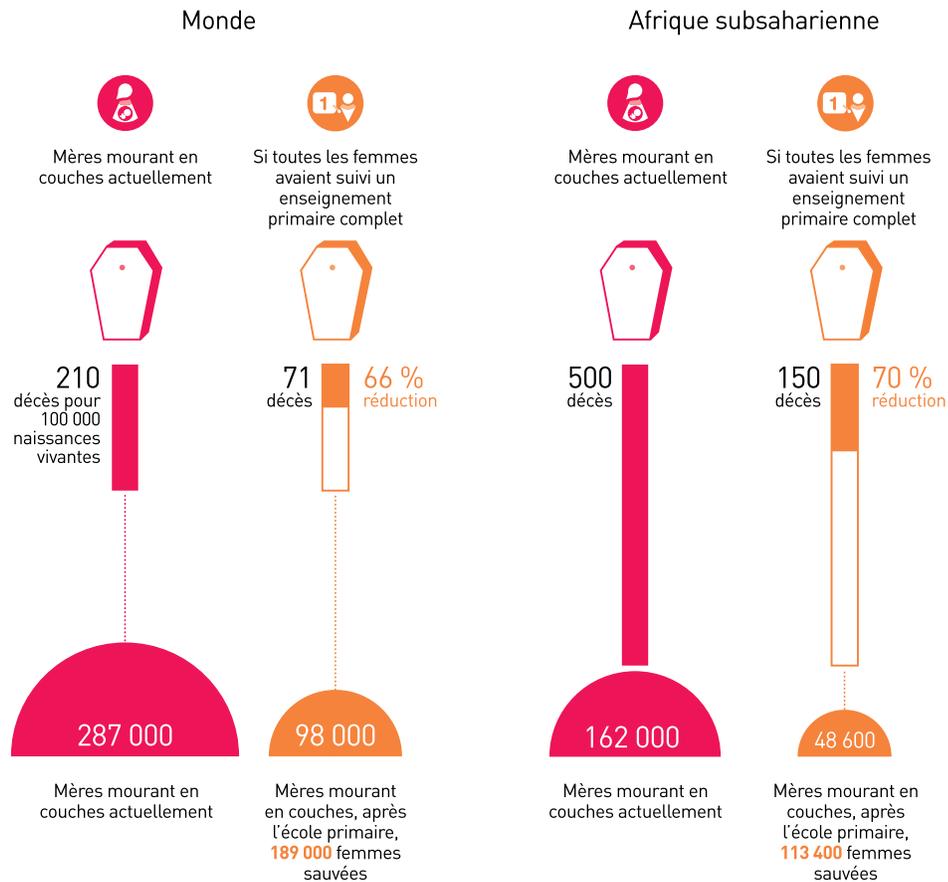
L'éducation permet aux femmes de mieux connaître le VIH/sida

L'éducation offre un moyen de sensibiliser les jeunes femmes à la prévention du VIH et d'éviter ainsi de nouvelles infections pour les générations futures. Une analyse de 26 pays d'Afrique subsaharienne et de 5 pays d'Asie du Sud et de l'Ouest effectuée dans le cadre du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* illustre le rôle de l'éducation dans la prévention du VIH. Elle révèle combien il est important de savoir lire, écrire et compter pour permettre aux populations de mieux comprendre comment le VIH se transmet. Ces pays regroupent environ la moitié des nouvelles infections chez les adultes. En Afrique subsaharienne, 91 % des femmes alphabétisées savent que le VIH ne se transmet pas par le partage des aliments, contre 72 % chez les femmes analphabètes. En Asie du Sud et de l'Ouest où le taux d'infection continue à croître dans des pays comme le Bangladesh et Sri Lanka, l'écart des connaissances entre alphabètes et analphabètes est encore plus grand : 81 % des femmes qui savent lire et écrire savent que le VIH ne se transmet pas par le partage des aliments, contre 57 % des femmes analphabètes.

Une femme instruite qui sait que son partenaire est porteur d'une maladie sexuellement transmissible sait plus souvent qu'elle est en droit de négocier des rapports sexuels protégés – de

UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT

La probabilité de mourir en couches est plus faible pour les mères instruites



Pourquoi l'éducation réduit-elle la mortalité maternelle ?

La probabilité est accrue que les femmes instruites évitent les complications liées à la grossesse comme la pré-éclampsie, les hémorragies et les infections, en :

- 1 adoptant des pratiques d'hygiène simples et économiques
- 2 réagissant aux symptômes comme les saignements ou l'hypertension
- 3 demandant à être assistées par une sage-femme qualifiée lors de l'accouchement

Les femmes instruites ont plus de probabilités :

- 1 de faire appel aux services de santé publique
- 2 de ne pas devenir mères à l'adolescence
- 3 d'avoir moins d'enfants

Note : La mortalité maternelle se définit comme le décès d'une femme pendant sa grossesse ou dans les 42 jours suivant la fin de la grossesse, quelle qu'en soit la cause liée à la grossesse ou aggravée par celle-ci ou sa gestion, mais non pour des causes accidentelles ou indirectes.

Sources : Bhalotra et Clarke (2013) ; OMS (2012b).

refuser d'avoir des rapports sexuels ou d'exiger l'utilisation de préservatifs. Que ce soit en Asie du Sud ou de l'Ouest ou en Afrique subsaharienne, la probabilité que les femmes instruites connaissent ce droit est de plus de 30 points de pourcentage supérieure à celle des femmes analphabètes. En Afrique subsaharienne, deux tiers des femmes analphabètes en ont conscience, contre seulement un tiers des femmes analphabètes ou semi-analphabètes.

Savoir où faire un test de dépistage du VIH est un premier pas vers un traitement. Or 52 % seulement des femmes analphabètes ou semi-analphabètes en Afrique subsaharienne et 28 % en Asie du Sud savent où faire ce test, contre 85 % et 51 %, respectivement, des femmes qui savent lire et écrire.

L'éducation favorise le traitement et la prévention du paludisme chez les filles et les femmes

Le paludisme est l'une des maladies les plus meurtrières du monde mais aussi l'une des plus évitables. L'éducation aide les filles et les femmes à en identifier la cause et les symptômes et à prendre des mesures préventives et curatives. Près de la moitié de la population mondiale est exposée au risque du paludisme. Au premier rang se trouvent les enfants d'Afrique, où chaque minute un enfant meurt du paludisme.

Un meilleur accès des femmes à une éducation de qualité ne saurait remplacer la nécessité d'investir dans des médicaments et des moustiquaires imprégnées d'insecticide – l'un des moyens – plus économiques de prévenir le paludisme – malgré le rôle crucial que l'éducation doit jouer en complément et en renforcement de ces mesures.

Plus les femmes sont instruites, plus elles ont des chances d'utiliser des moustiquaires, comme l'ont démontré les études réalisées en République démocratique du Congo où intervient un cinquième des décès liés au paludisme dans le monde. Une étude portant sur un groupe de femmes enceintes en zone urbaine à l'occasion d'une visite prénatale a révélé qu'un quart seulement de ces femmes ont déclaré avoir dormi sous une moustiquaire la nuit précédente. La probabilité que les femmes ayant au moins suivi un enseignement secondaire utilisent une moustiquaire était presque trois fois supérieure à celle pour les femmes n'ayant pas achevé l'école secondaire (Pettifor *et al.*, 2008).

Comme la probabilité que les femmes plus instruites aient pris des mesures préventives est plus forte, elles sont moins exposées au risque

de contracter le paludisme, même si on tient compte de la situation financière du ménage. Au Cameroun, où le taux brut de scolarisation dans le secondaire était de 47 % en 2011 pour les filles, si toutes les femmes avaient achevé l'école secondaire, l'incidence du paludisme aurait chuté de 28 % à 19 % (Gakidou, 2013).

Pour les enfants dont les mères sont instruites, la probabilité de contracter le paludisme est très réduite, comme l'indique une analyse des enquêtes réalisées sur les indicateurs du paludisme en Angola, au Libéria, à Madagascar, au Nigéria, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et au Sénégal. Le risque que les enfants soient porteurs du parasite du paludisme est inférieur de 44 % si la mère a suivi l'école secondaire que si elle n'est pas instruite (Siri, 2012).

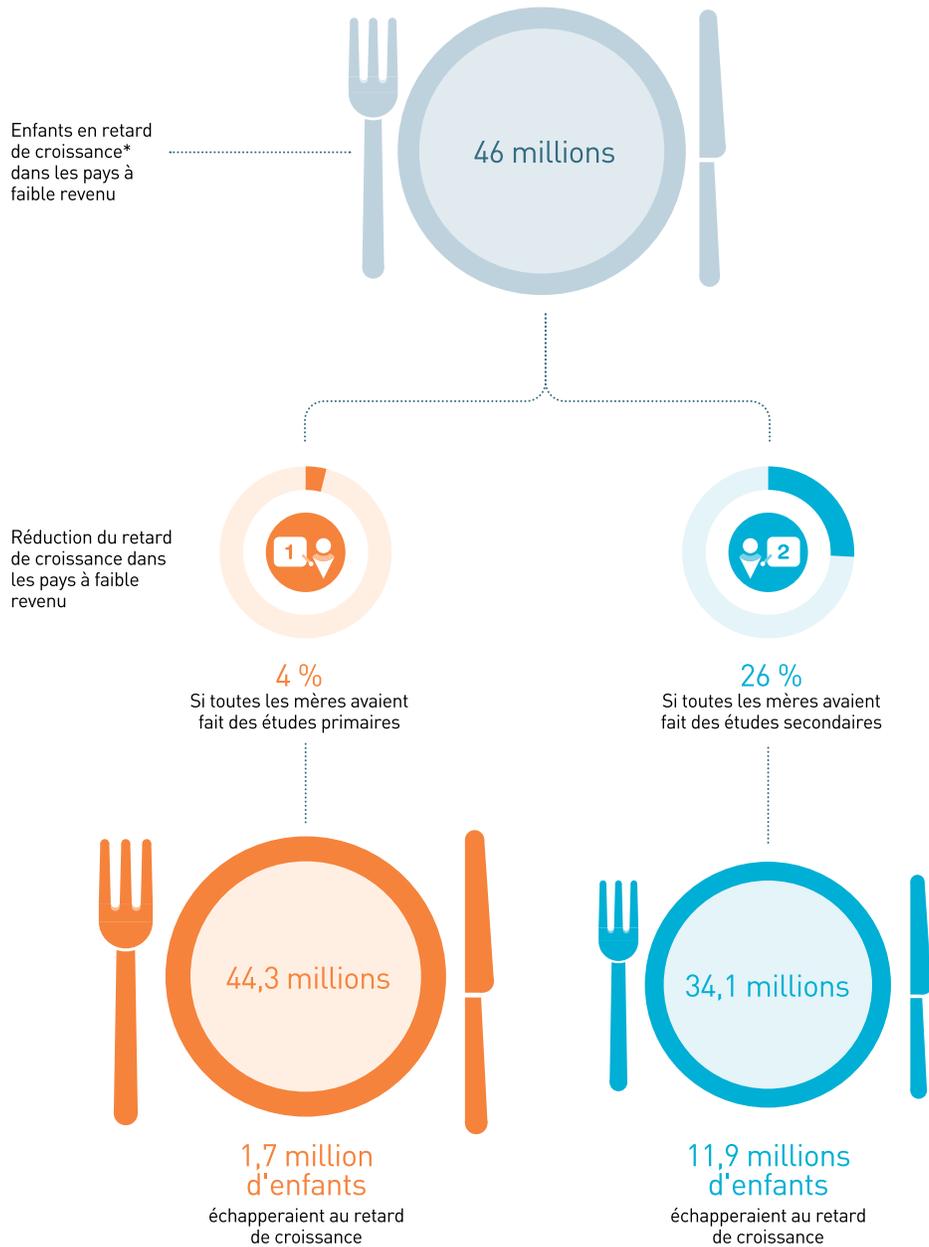
L'éducation des filles et des femmes est incontournable pour éliminer la faim

La malnutrition est la cause sous-jacente de 45 % des décès d'enfant dans le monde (Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, 2013), mais elle ne dépend pas seulement de la quantité de nourriture disponible. Pour éliminer la malnutrition de manière durable, l'éducation, et surtout celle qui autonomise les femmes, est essentielle. Les mères qui ont été scolarisées s'assurent généralement que leurs enfants reçoivent les meilleurs nutriments afin de prévenir ou de combattre les maladies, même dans les familles où la situation financière est difficile. Les mères instruites connaissent les pratiques d'hygiène et de santé à appliquer à la maison pour que leurs enfants restent en bonne santé et profitent pleinement de leur alimentation. Elles ont aussi plus de pouvoir de décision dans l'affectation des ressources du ménage pour satisfaire les besoins nutritionnels des enfants.

Au niveau mondial, la gravité du problème de la malnutrition chronique est démontrée par le fait qu'un enfant de moins de 5 ans sur quatre souffre d'un retard de croissance, modéré ou grave (enfant de petite taille pour son âge). Les trois quarts de ces enfants vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Le risque de décès d'un enfant souffrant d'un retard de croissance sévère est quatre fois supérieur à celui encouru par un enfant bien nourri, tandis que ce risque est neuf fois supérieur pour un enfant atteint d'émaciation aiguë (poids trop faible pour la taille) (Black *et al.*, 2008). La malnutrition chronique affecte le développement du cerveau des enfants et leur capacité d'apprendre. Le lien entre malnutrition et développement cognitif est aussi la raison

L'ÉDUCATION MET À L'ABRI DE LA FAIM

L'éducation des mères améliore la nutrition des enfants



* Le retard de croissance est une manifestation de la malnutrition pendant la petite enfance.

Sources : analyse de l'équipe du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* (2013/4), fondée sur les données des enquêtes démographiques et de santé 2005-2011 ; UNICEF *et al.* (2013).

pour laquelle l'éducation et le développement du jeune enfant sont le premier objectif du cadre de l'Éducation pour tous.

Les comparaisons entre pays révèlent qu'une augmentation de 50 % à 60 % du pourcentage de femmes inscrites à l'école secondaire se traduirait par un recul du taux de retard de croissance de 1,3 %, compte tenu par ailleurs de la situation financière, de la fécondité et de l'accès aux services de santé (Headey, 2013). Le taux de retard de croissance au Bangladesh a chuté de 70 % à 48 % entre 1994 et 2005. Pendant cette même période, la proportion des femmes ayant achevé au moins l'école secondaire a doublé. L'éducation pourrait expliquer pour plus d'un cinquième la réduction du taux de retard de croissance et, si l'on tenait aussi compte de l'effet de l'éducation sur la baisse de la fécondité, son influence serait encore majorée.

Dans les pays à revenu faible, 46 millions d'enfants souffrent d'un retard de croissance. Ils seraient 1,7 million de moins si toutes les femmes avaient achevé le cycle de l'enseignement primaire. Ce chiffre passerait à 11,9 millions si toutes les femmes achevaient l'école secondaire, soit l'équivalent de 26 % d'enfants en moins touchés par un retard de croissance (infographie : L'éducation met à l'abri de la faim). En Asie du Sud, le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance reculerait de 20 millions si toutes les mères achevaient l'école secondaire.

Dans les pays qui ont effectué un suivi à long terme des enfants, une analyse détaillée apporte des preuves encore plus flagrantes de l'impact de l'éducation des mères sur la nutrition infantile, même après avoir pris en compte d'autres facteurs liés à une meilleure nutrition, comme la taille de la mère, les pratiques d'allaitement maternel, l'eau et l'assainissement, et la situation financière du ménage. Une étude commanditée pour le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* a révélé qu'à un an – quand les effets négatifs de la malnutrition sur les perspectives de vie deviennent probablement irréversibles – les nourrissons dont les mères avaient suivi le premier cycle de l'enseignement secondaire couraient 33 % de risques en moins de souffrir d'un retard de croissance en Éthiopie, 48 % dans l'État d'Andhra Pradesh en Inde, 60 % au Pérou et 67 % au Viet Nam par rapport à ceux dont les mères n'étaient pas instruites.

L'une des raisons fondamentales pour lesquelles les enfants dont les mères sont instruites courent moins de risques de souffrir d'un retard de croissance a trait au fait qu'elles ont plus le

pouvoir d'agir dans l'intérêt de leurs enfants. Dans les zones rurales de l'Inde, il a été démontré que l'éducation rend les mères plus mobiles, ce qui leur permet de décider d'emmener un enfant malade à une consultation médicale – et les nourrissons dont les mères sont plus autonomes sont plus grands pour leur âge (Shroff *et al.*, 2011).

La malnutrition résulte non seulement de l'insuffisance de nourriture, mais aussi des carences de l'alimentation en micronutriments. L'éducation maternelle est associée à une plus forte probabilité que les enfants âgés de 6 à 23 mois consomment des aliments riches en micronutriments dans les 12 pays où ont été effectuées des enquêtes démographiques et de santé sur la période 2009-2011 pour préparer le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4*.

L'éducation contribue à la bonne santé des sociétés

L'éducation des filles et des femmes joue un rôle indispensable dans le renforcement des liens qui unissent les communautés et les sociétés, notamment en renforçant leurs connaissances politiques et en leur donnant des moyens d'action. L'éducation aide les femmes à surmonter les obstacles sexistes responsables de leur faible participation aux processus démocratiques, et elle les encourage à revendiquer leurs droits et à combattre la discrimination.

L'éducation pose les bases de la démocratie et de la bonne gouvernance

L'éducation aide les femmes à comprendre la démocratie, encourage la confiance qui sous-tend la tolérance, et incite les femmes à faire entendre leur voix en politique. En renforçant les connaissances des femmes et en leur donnant confiance en leurs propres compétences, on améliorera leur accès aux structures démocratiques essentielles, comme la justice, pour affirmer leurs droits.

L'éducation renforce le soutien à la démocratie. Dans 17 pays d'Amérique latine, dont plusieurs viennent de faire leur transition démocratique, l'éducation renforce le soutien à la démocratie et le rejet des solutions autoritaires, selon les éléments extraits des enquêtes du Latinobarómetro. Par exemple, une progression du niveau d'instruction du primaire au secondaire a fait progresser le soutien à la démocratie de huit points de pourcentage chez les femmes à comparer à cinq points de pourcentage chez les hommes (Walker et Kehoe, 2013).

Encadré 3 : En Inde, l'éducation renforce le rôle des femmes en politique

L'Inde, la plus grande démocratie du monde, semble souffrir d'un parti pris électoral. Au cours des trois dernières décennies, seulement 4 % environ de tous les candidats aux assemblées des États étaient des femmes et chaque candidate n'obtenait que 5 % environ des voix. Des analyses réalisées dans le cadre du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4*, sur la base d'informations relatives aux élections aux assemblées des États entre 1980 et 2007 et d'informations sur les taux d'alphabétisation de 287 districts, révèlent que la réduction de l'écart entre les sexes en termes d'alphabétisation renforce la participation des femmes et leur compétitivité en politique. Le taux moyen d'alphabétisation pour la période en question était de 34 % pour les femmes et 55 % pour les hommes. On estime qu'une hausse du taux d'alphabétisation des femmes à 42 % augmenterait la proportion de candidates de 16 %, la proportion des voix obtenues par les candidates de 13 % et la participation électorale féminine de 4 %.

L'amélioration de l'alphabétisation masculine a aussi un impact positif sur la participation politique des femmes, peut-être parce que les hommes instruits sont prêts à voter pour des femmes et, en tant que chefs de partis, à présenter des candidates. Il est vital de renforcer la participation des femmes en politique non seulement pour arriver à l'égalité des sexes, mais aussi parce que la réalité montre que les femmes politiques ont tendance à être moins corrompues et à défendre plus activement les intérêts des enfants. Par conséquent, en encourageant les femmes à s'engager davantage dans la vie politique, l'investissement dans l'éducation améliore la gouvernance démocratique.

Sources : Afridi *et al.* (2013) ; Beaman *et al.* (2009, 2012) ; Bhalotra *et al.* (2013a) ; Brollo et Troiano (2013).

L'éducation favorise la tolérance et la cohésion sociale. En faisant évoluer les attitudes, l'éducation des femmes – comme celle des hommes – entraîne peu à peu des changements politiques, par exemple une représentation démocratique des femmes. De nouvelles études effectuées pour le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* révèlent l'importance d'une éducation équitable pour le développement démocratique en Inde (Encadré 3).

L'éducation est essentielle au bon fonctionnement de la justice. Les femmes peuvent se heurter à de graves problèmes lorsque leurs niveaux d'éducation sont inférieurs à ceux des hommes. Au Kenya, l'ignorance des lois et la dépendance envers des hommes de la famille pour se faire aider

et pour les ressources peuvent décourager les femmes de se tourner vers le système judiciaire officiel, par exemple pour régler des différends comme les conflits liés à la propriété (Organisation internationale de droit du développement, 2013).

L'éducation autonomise les femmes dans leur choix de vie

L'éducation a l'immense pouvoir d'aider les femmes à surmonter les limites et les attentes sociales inévitables et oppressives et de leur permettre de faire leurs propres choix de vie. Le troisième OMD a pour objet de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et il reconnaît le rôle central de l'éducation en l'intégrant comme cible pour éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire. Après 2015, il sera primordial d'exploiter les progrès déjà accomplis vers cette cible, car le recul de la discrimination liée au sexe en milieu scolaire donne à l'éducation son plein pouvoir d'aider les filles et les femmes à affronter les discriminations plus générales. L'éducation permet aux femmes de faire des choix qui améliorent leur santé, leurs chances de survie et celles de leurs enfants, tout en stimulant leurs perspectives d'emploi.

Par ailleurs, l'éducation permet aux femmes de faire leurs propres choix en toute autonomie pour améliorer leur bien-être, notamment en différant l'âge du mariage et en limitant le nombre de leurs enfants. Plus les filles restent longtemps à l'école, plus elles ont tendance à retarder le moment de se marier et à différer leur première grossesse, mais l'effet de l'éducation va beaucoup plus loin en faisant prendre conscience aux filles et aux jeunes femmes de leurs droits et les convainquant qu'elles sont capables de prendre des décisions qui concernent leur vie (Encadré 4).

L'influence de l'éducation sur l'autonomisation des femmes est particulièrement marquée dans les pays où les filles ont tendance à se marier et à devenir mères à un très jeune âge, et où elles ont généralement beaucoup d'enfants. L'autonomisation permet non seulement aux femmes de faire leurs propres choix, mais elle améliore aussi leur santé et celle de leurs enfants, tout en apportant des avantages à la société en favorisant une transition démocratique vers une population stable affichant des taux de fécondité et de mortalité plus faibles.

L'éducation des femmes permet de prévenir le mariage d'enfants

Environ 2,9 millions de filles sont mariées à l'âge de 15 ans en Afrique subsaharienne et en Asie

Encadré 4 : L'éducation confère aux femmes le pouvoir de faire valoir leurs droits

L'éducation confère aux femmes plus de pouvoir sur leur propre vie. Non seulement elle élargit l'éventail des choix, mais elle renforce aussi leur confiance en elles-mêmes et leur perception de la liberté. Elle modifie également la perception des hommes et les barrières sociales à l'autonomie des femmes. Un aspect clé de ce pouvoir transformateur est la liberté des femmes de choisir un époux dans les pays où le mariage arrangé est répandu. Selon une nouvelle analyse réalisée pour ce *Rapport*, la probabilité que les jeunes femmes aient leur mot à dire dans le choix de l'époux est supérieure de 30 points de pourcentage à celle des femmes non instruites en Inde, et supérieure de 15 points de pourcentage au Pakistan.

L'éducation influence aussi la décision des jeunes femmes quant à leur nombre d'enfants. Au Pakistan, alors que seulement 30 % des femmes sans instruction estiment avoir leur mot à dire sur le nombre de leurs enfants, cette proportion est de 52 % chez les femmes ayant fait des études primaires et de 63 % chez les femmes ayant étudié dans le premier cycle du secondaire.

Le niveau éducatif du conjoint peut aussi jouer un rôle clé dans les choix de fécondité d'une femme. En Inde, la probabilité que les préférences d'une femme ayant fait des études primaires soient pris en compte est passée de 65 % pour les femmes de maris non instruits à plus de 85 % pour les femmes dont les maris ont fait au moins des études secondaires. L'éducation permet de plus d'empêcher

l'épouvantable pratique de l'infanticide en Inde, où les fortes préférences quant au sexe de l'enfant ont occasionné la mort de millions d'enfants. Tandis que 84 % des femmes sans éducation préféreraient avoir un fils si elles ne pouvaient avoir qu'un seul enfant, cette préférence ne serait partagée que par 50 % de femmes ayant fait au moins des études secondaires.

Une autre preuve du pouvoir de l'éducation de faire évoluer les attitudes vient de Sierra Leone où l'essor des possibilités de scolarisation après la guerre civile a entraîné une rapide augmentation de l'instruction reçue par les femmes plus jeunes. Une année supplémentaire d'études a fait reculer la tolérance des femmes vis-à-vis de la violence domestique de 36 % à 26 %.

L'éducation des adultes fait aussi une différence majeure dans les choix des femmes. Dans l'État indien d'Uttarakhand, un programme d'alphabétisation qui offrait une éducation continue et une formation professionnelle et abordait des thèmes comme l'alcoolisme, la politique villageoise et la résolution des conflits communautaires s'est traduit par un accroissement significatif du pourcentage de femmes qui se sont senties en mesure de sortir de chez elles sans demander l'autorisation (de 58 % à 75 %) et de participer aux réunions du conseil villageois (de 19 % à 41 %).

Sources : Aslam (2013) ; Kandpal *et al.* (2012) ; Mocan et Cannonier (2012).

du Sud et de l'Ouest, soit une fille sur huit dans chaque région, d'après les nouvelles estimations obtenues grâce aux enquêtes démographiques et de santé réalisées dans le cadre du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* en se fondant sur des données concernant les 20 à 24 ans. Ces statistiques choquantes signifient que des millions de filles sont privées d'enfance et d'éducation.

Une scolarité plus longue est l'un des moyens les plus efficaces de prévenir le mariage des enfants. Si toutes les filles d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud et de l'Ouest avaient une éducation primaire, les mariages d'enfants chuteraient de 14 %, passant de près de 2,9 millions à moins de 2,5 millions, et, si elles faisaient des études secondaires, cette proportion reculerait de 64 % pour atteindre à peine plus d'un million (infographie : L'apprentissage restreint les mariages et les grossesses précoces). La contribution de l'éducation est évidente si l'on examine les liens entre alphabétisme et mariage des enfants. Alors que 4 % des filles instruites

sont mariées avant l'âge de 15 ans en Afrique subsaharienne et 8 % en Asie du Sud et de l'Ouest, plus d'une fille sur cinq, parmi celles qui sont analphabètes, sont mariées avant cet âge en Afrique subsaharienne et près d'une sur quatre en Asie du Sud et de l'Ouest.

Les filles qui arrivent jusqu'à l'école secondaire risquent beaucoup moins que les autres d'être piégées par un mariage précoce. En Éthiopie, tandis que près d'une jeune femme sans instruction sur trois était déjà mariée à l'âge de 15 ans en 2011, cette proportion n'était plus que de 9 % chez les femmes ayant fait des études secondaires.

L'éducation des femmes réduit la probabilité de grossesse précoce

L'autonomisation des filles et des femmes leur permet aussi de décider plus librement du moment de leur première grossesse. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest,

L'INSTRUCTION RESTREINT LES MARIAGES ET LES GROSSESSES PRÉCOCES

Les femmes qui ont un niveau éducatif plus élevé courent moins le risque de se marier ou d'avoir des enfants à un âge précoce

Mariage précoce

Nombre de mariages précoces pour l'ensemble des filles âgées de 15 ans en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest



2 867 000



14 %

de mariages en moins si toutes les filles bénéficiaient d'une éducation primaire



2 459 000



64 %

de mariages en moins si toutes les filles bénéficiaient d'une éducation secondaire



1 044 000

Grossesses précoces

Nombre de grossesses précoces pour l'ensemble des filles de moins de 17 ans en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest



3 397 000



10 %

de filles enceintes en moins si toutes les filles bénéficiaient d'une éducation primaire



3 071 000



59 %

de mariages en moins si toutes les filles bénéficiaient d'une éducation secondaire



1 393 000

Taux de fécondité*



Sans instruction



6,7



Instruction primaire



5,8



Instruction secondaire



3,9

Moyenne des naissances par femme en Afrique subsaharienne

* Le taux de fécondité est le nombre moyen d'enfants auxquels une femme pourrait donner le jour au cours de son existence

Sources : calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4), à partir des enquêtes démographiques et de santé ; PNUD (2011).

3,4 millions d'enfants naissent de mères de moins de 17 ans. Les grossesses précoces touchent environ une jeune femme sur sept dans les deux régions, selon les estimations effectuées dans le cadre du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4*, en se fondant sur les données des enquêtes démographiques et sanitaires ciblant les 20 à 24 ans. Une grossesse précoce est un facteur majeur contribuant à la mortalité maternelle et infantile.

L'une des raisons qui explique pourquoi les filles qui restent plus longtemps à l'école courent moins de risque de devenir mères à un âge précoce est, notamment, que celles qui deviennent mères abandonnent l'école avant d'avoir eu la possibilité d'achever leur instruction. Poursuivre leur scolarité fait que les filles ont l'impression qu'elles sont capables de faire des choix qui leur permettent de ne pas être enceintes très jeunes. En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, le nombre de grossesses précoces chuterait de 10 %, de 3,4 à 3,1 millions, si toutes les femmes suivaient l'école primaire. Si toutes les femmes faisaient des études secondaires, les grossesses précoces reculeraient de 59 % pour atteindre 1,4 million (infographie : L'apprentissage restreint les mariages et les grossesses précoces).

Élargir l'accès des filles à l'éducation favorise la transition démographique

Les femmes plus instruites ont généralement moins d'enfants, ce qui est un avantage pour

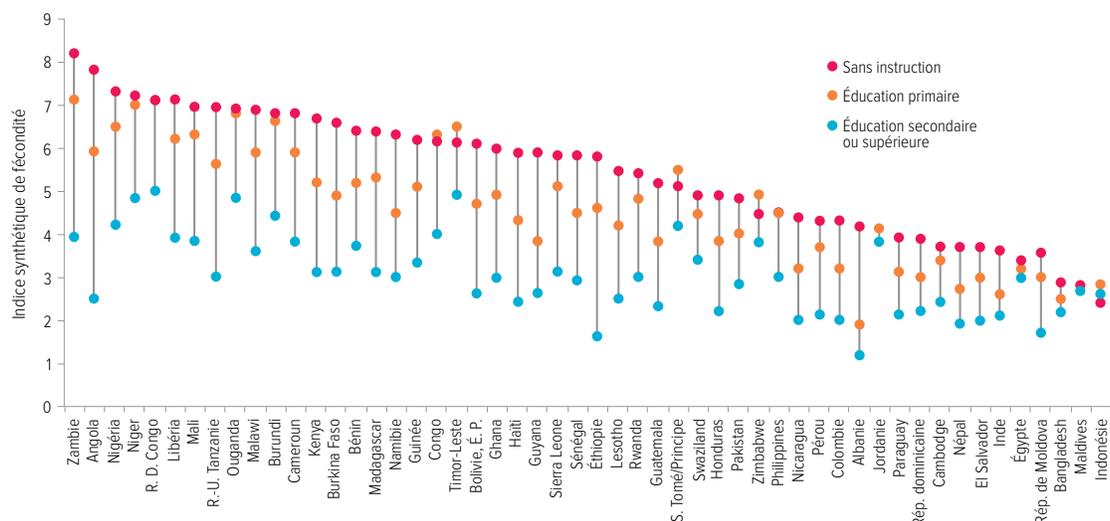
elles-mêmes, pour leurs familles et pour l'ensemble de la société. Dans certaines régions du monde, l'éducation est déjà un facteur clé dans cette transition, en faisant reculer des taux de natalité et de mortalité qui étaient élevés. D'autres régions sont toutefois à la traîne, surtout l'Afrique subsaharienne où les femmes affichent en moyenne 5,4 naissances vivantes contre 2,7 en Asie du Sud (PNUD, 2011).

Les femmes analphabètes d'Afrique subsaharienne mettent au monde 6,7 enfants en moyenne, un nombre qui chute à 5,8 pour celles qui ont bénéficié d'une éducation primaire et qui est divisé par deux, à 3,9, pour celles qui ont fait des études secondaires. Si toutes les femmes d'Afrique subsaharienne avaient bénéficié d'une éducation primaire, le nombre de naissances reculeraient de 7 %, passant de 31 millions à 29 millions, tandis que si toutes les femmes avaient eu accès à l'éducation secondaire, ce nombre chuterait de 37 % pour atteindre 19 millions.

Si l'on compare le total des taux de fécondité par niveau d'instruction tous pays confondus, on constate que l'éducation secondaire revêt une importance particulière. Par exemple en République-Unie de Tanzanie, le taux de fécondité d'une femme sans instruction était de 7 enfants en 2010, contre 5,6 enfants pour une femme ayant fait des études primaires et 3 enfants pour une femme ayant fait au minimum des études secondaires (Figure 12).

Figure 12 : L'éducation maternelle réduit fortement le taux de fécondité

Indice synthétique de fécondité (nombre de naissances vivantes par femme) par niveau d'éducation maternelle, sélection de pays, 2005-2011



Source : ICF International (2012).

Partie 3 Aider les enseignants à en finir avec la crise de l'apprentissage

Une éducation de qualité est au centre des objectifs de l'Éducation pour tous, pourtant 250 millions d'enfants – dont beaucoup sont issus de milieux défavorisés – n'acquièrent pas même les compétences de base de la lecture, de l'écriture et du calcul, et encore moins les autres compétences nécessaires pour avoir un emploi décent et pour s'épanouir. Dans un monde où régnerait l'égalité des chances, ce que les élèves apprendraient dépendrait de leurs capacités et de leurs efforts personnels plutôt que de leurs conditions de vie à la naissance. En réalité, des facteurs tels que le sexe, la pauvreté, l'origine ethnique, les handicaps et le lieu de naissance d'un enfant ont une forte influence sur sa scolarisation et ce qu'il apprend à l'école.

Pour résoudre cette crise de l'apprentissage, tous les enfants – et particulièrement les filles – doivent avoir des enseignants qualifiés, motivés et qui aiment enseigner, qui savent identifier et aider les élèves en difficulté et qui sont soutenus par des systèmes éducatifs bien gérés. Les bons enseignants peuvent combler le fossé entre une éducation de qualité et une éducation médiocre en maximisant les avantages de l'apprentissage dans chaque classe pour chaque enfant. Mais, partout dans le monde, les filles qui sont déjà défavorisées et confrontées à la discrimination – en raison de facteurs comme la pauvreté, l'appartenance ethnique, un handicap ou leur lieu de résidence – ont beaucoup moins de chances d'avoir de bons enseignants.

La crise de l'apprentissage frappe plus durement les enfants défavorisés

Les estimations réalisées dans le cadre du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4* permettent de penser que, sur les 650 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire de la planète, au moins 250 millions n'acquièrent pas les données

de base en lecture, écriture et mathématiques et beaucoup d'entre eux sont des filles¹. Sur ce total, près de 120 millions d'enfants ont une expérience limitée, voire n'ont aucune expérience de l'école primaire puisqu'ils ne sont même pas arrivés jusqu'à la quatrième année. Les autres 130 millions fréquentent l'école primaire pendant au moins quatre ans mais n'acquièrent pas les notions minimales de référence pour poursuivre leur apprentissage.

La pauvreté et la situation géographique exacerbent encore les disparités de l'apprentissage pour les filles

Bien que les moyennes sur les acquis de l'apprentissage brossent un tableau général de l'ampleur de la crise de l'apprentissage, elles peuvent cacher de profondes disparités au sein des pays. Le sexe vient encore s'ajouter aux disparités matérielles en termes de résultats de l'apprentissage pour les enfants de l'école primaire. Au Bénin et au Sénégal, par exemple, les garçons riches obtiennent de meilleurs résultats que les filles riches. Être pauvre et femme constitue un double handicap. Au Bénin, environ 60 % des garçons riches restent à l'école et acquièrent les compétences de base en calcul contre 6 % seulement des filles pauvres. Au Kenya et en Ouganda, la discrimination sexiste à l'égard des filles intervient dans les ménages les plus pauvres. Dans les ménages les plus pauvres, 23 % des filles kenyanes achèvent l'école primaire et acquièrent les notions de base contre 29 % des garçons. De telles différences soulignent la nécessité d'axer les politiques sur l'élimination des disparités liées au sexe.

Le lieu géographique peut encore aggraver les difficultés de l'apprentissage pour les filles pauvres. Une nouvelle analyse des Rapports

1. Ce nombre est une estimation se fondant sur plusieurs évaluations internationales et régionales de l'apprentissage. Pour plus de détails sur la méthodologie, consulter la note technique sur le site du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*.

annuels de l'état de l'éducation (ASER) en Inde rurale et au Pakistan illustre bien l'interaction des désavantages. Dans l'Inde rurale, on constate de profondes disparités entre les États les plus riches et les plus pauvres. Toutefois, même dans les États les plus riches, les filles les plus pauvres obtiennent des résultats scolaires très faibles. Dans les États plus riches de Maharashtra et Tamil Nadu, la majorité des enfants des zones rurales ont atteint la 5^e année d'école en 2012. Parmi les enfants riches et ruraux de ces États, les filles ont obtenu de meilleurs résultats que les garçons : deux filles sur trois savaient faire une soustraction à deux chiffres (Figure 13A). Pourtant, malgré la relative richesse du Maharashtra, les filles pauvres et rurales n'ont obtenu que des résultats légèrement supérieurs à ceux de leurs pairs de l'État le plus pauvre du Madhya Pradesh.

La pauvreté généralisée du Madhya Pradesh et de l'Uttar Pradesh limite les possibilités des filles pauvres de fréquenter l'école jusqu'à la 5^e année. Même lorsqu'elles sont scolarisées, les filles pauvres ont de moins bonnes chances d'acquérir

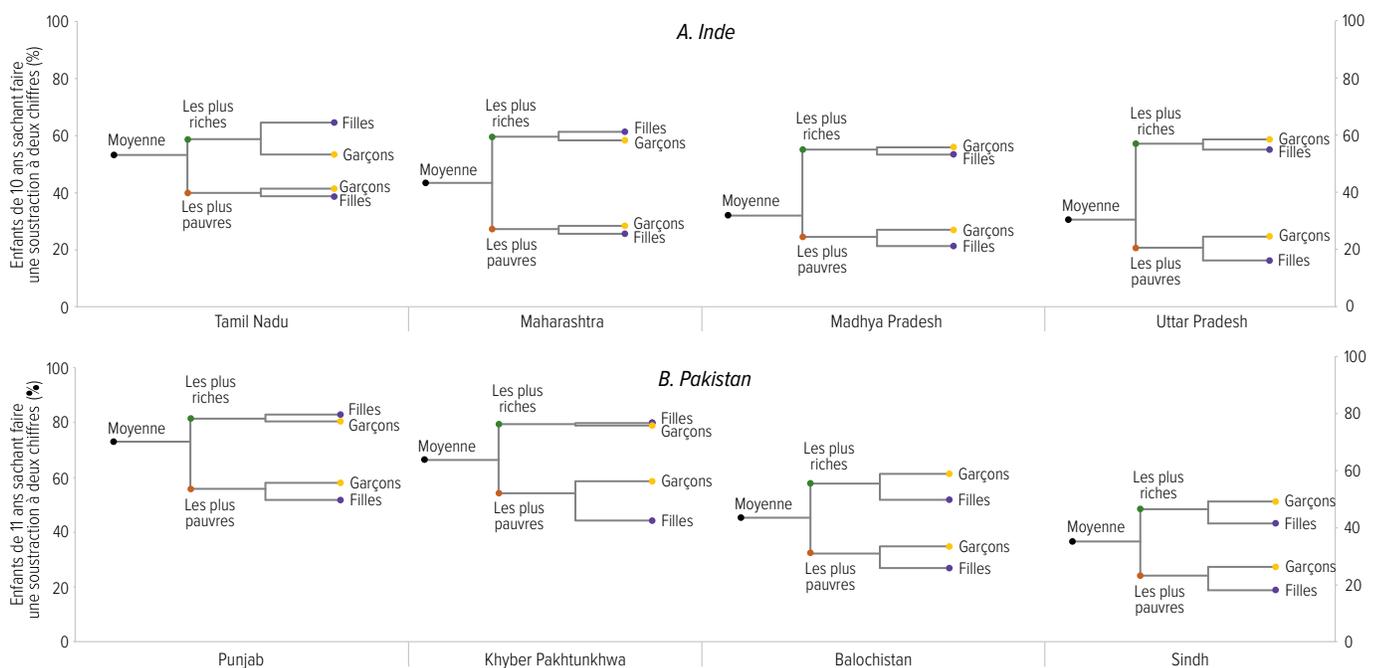
les données de base : pas plus d'une fille pauvre sur cinq au Madhya Pradesh et dans l'Uttar Pradesh n'est capable de faire un calcul simple. L'interaction entre le sexe, la situation géographique et la pauvreté représente aussi une source potentielle d'exclusion au Pakistan. Même dans la province la plus riche du Pendjab, seulement la moitié environ des filles pauvres en âge d'être en 5^e année savait faire une simple soustraction, contre plus de 80 % des garçons riches. Les filles de ménages pauvres au Balochistan souffrent de graves troubles de l'apprentissage – un quart seulement d'entre elles ont appris à faire des calculs simples, tandis que les garçons des ménages riches obtenaient de bien meilleurs résultats, proches de la moyenne au Pendjab (Figure 13B).

Un enseignement de mauvaise qualité laisse aux jeunes femmes l'analphabétisme en héritage

Malgré les succès remportés récemment dans l'éducation des filles, toute une génération de

Figure 13 : En Inde et au Pakistan, les filles pauvres sont les moins susceptibles de savoir faire les calculs de base

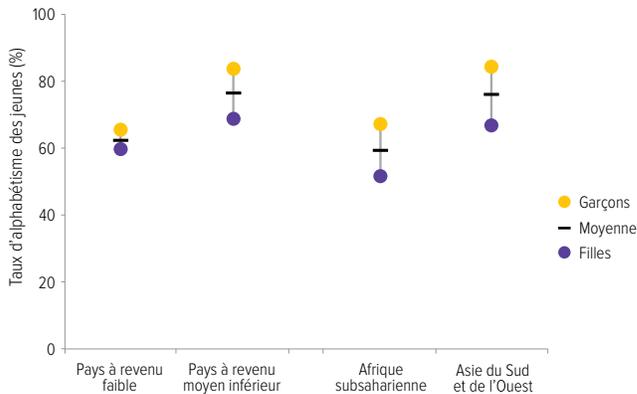
Pourcentage de tous les enfants de 10 et 11 ans sachant faire une soustraction à deux chiffres, par sexe et niveau de revenu, choix d'États/provinces de l'Inde rurale et du Pakistan rural, 2012



Notes : l'analyse inclut tous les enfants âgés de 10 ans (Inde) et 11 ans (Pakistan), scolarisés ou non. Les plus riches/les plus pauvres désignent les enfants du quartile supérieur/inférieur de l'indice de statut socioéconomique de l'ASER. Sources : analyse par les équipes d'enquête ASER Inde et ASER Pakistan 2012.

Figure 14 : La moitié des jeunes femmes d'Afrique subsaharienne sont analphabètes

Taux d'alphabétisme des jeunes, par sexe, choix de régions et groupes de pays par revenu



Source : analyse de l'équipe du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4)* basés sur les données des enquêtes démographiques et sanitaires.

femmes a été laissée pour compte : 493 millions de femmes adultes sont analphabètes et représentent près des deux tiers des 774 millions d'adultes illettrés de par le monde.

Une nouvelle analyse réalisée dans le cadre du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4*, effectuée sur la base de tests de lecture administrés aux jeunes lors d'enquêtes démographiques et de santé, a révélé que l'analphabétisme chez les jeunes est encore plus répandu qu'on ne l'avait imaginé. Près de 175 millions de jeunes vivant dans des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure sont incapables de lire toute une phrase ou une partie de phrase : près de 61 % d'entre eux, ou 107 millions, sont des jeunes femmes (Figure 14).

L'analphabétisme chez les jeunes femmes est répandu en Afrique subsaharienne où environ la moitié des jeunes femmes ne peuvent pas lire une phrase. La situation est surtout préoccupante en Afrique de l'Ouest, qui regroupe 35 % de la population de jeunes d'Afrique subsaharienne mais 44 % des jeunes analphabètes, dont une forte proportion sont des femmes. Les jeunes femmes ont les chances les plus faibles de savoir lire et écrire. Douze pays d'Afrique de l'Ouest font partie des 20 pays affichant les taux les plus faibles du monde d'alphabétisation des jeunes femmes, inférieurs à 50 % (Figure 15). Au Mali, par exemple, 17 % seulement des jeunes femmes savent lire une phrase. L'écart entre les sexes est particulièrement profond en Asie du Sud et de l'Ouest où deux personnes sur trois qui ne savent pas lire sont des jeunes femmes.

Les jeunes femmes pauvres courent plus souvent le risque d'être analphabètes ...

Parmi les pauvres, ce sont presque toujours les jeunes femmes pauvres qui risquent le plus d'être laissées pour compte, tandis que les jeunes hommes comme les femmes de ménages riches ont de bonnes chances d'acquiescer les bases de l'alphabétisation (Figure 16). En République démocratique du Congo, 23 % seulement des jeunes femmes pauvres âgées de 15 à 24 ans peuvent lire dans tous les cas, tandis que le taux est de 64 % pour les jeunes hommes.

Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger, les jeunes âgés de 15 à 24 ans acquiescent des niveaux très faibles d'alphabétisation, en moyenne, et les filles des ménages riches comme des ménages pauvres savent en général moins bien lire et écrire. Au Burkina Faso, 72 % des jeunes hommes riches ont acquis des compétences de base en lecture et en écriture contre 54 % des jeunes femmes riches et seulement 13 % des hommes pauvres et 6 % des femmes pauvres.

L'écart entre les sexes chez les plus pauvres peut se manifester dans une direction inverse, mais cela se produit généralement dans des pays qui affichent des niveaux plus élevés d'alphabétisation et dont les écarts entre les sexes sont plus faibles. Aux Philippines, presque tous les jeunes hommes et jeunes femmes des ménages aisés ont acquis les bases de la lecture et de l'écriture, contre 86 % des jeunes femmes pauvres et 72 % des jeunes hommes pauvres.

... surtout dans les zones rurales et si elles appartiennent à des minorités ethniques

Le niveau d'apprentissage des enfants varie largement en fonction du lieu où ils vivent, ce qui se traduit par des niveaux très faibles d'alphabétisation de base des 15 à 24 ans dans les zones rurales. Par exemple, au Sénégal, seuls 20 % des jeunes femmes des zones rurales étaient capables de lire dans la vie quotidienne en 2010, contre 65 % des jeunes hommes des zones urbaines. Le faible niveau d'alphabétisation des jeunes femmes des zones rurales est partiellement un héritage des systèmes éducatifs et souligne à quel point il est important de s'assurer que les programmes d'éducation de la seconde chance atteignent les jeunes femmes des régions mal desservies des pays (UNESCO, 2012).

Les désavantages en matière d'acquisition des compétences de base sont encore aggravés par des facteurs tels que la pauvreté, le lieu de

résidence et l'appartenance ethnique. Au Nigéria, 2 % seulement des jeunes femmes pauvres du nord-ouest du pays savent lire, contre 97 % des jeunes femmes riches du sud-est. En Indonésie, les jeunes femmes riches de la province de Bali ont pratiquement atteint l'alphabétisation universelle, tandis qu'à peine 60 % des femmes pauvres de la province de Papua savent lire et écrire (Figure 17).

Ces résultats reflètent les effets combinés de la pauvreté, de l'isolement, de la discrimination et des pratiques culturelles. Cependant, ils témoignent aussi de l'échec de politiques d'éducation incapables d'offrir des possibilités d'apprentissage aux populations les plus défavorisées et signalent l'urgence de donner une deuxième chance à ces jeunes femmes.

Une éducation de qualité se traduit par une meilleure alphabétisation des jeunes femmes défavorisées

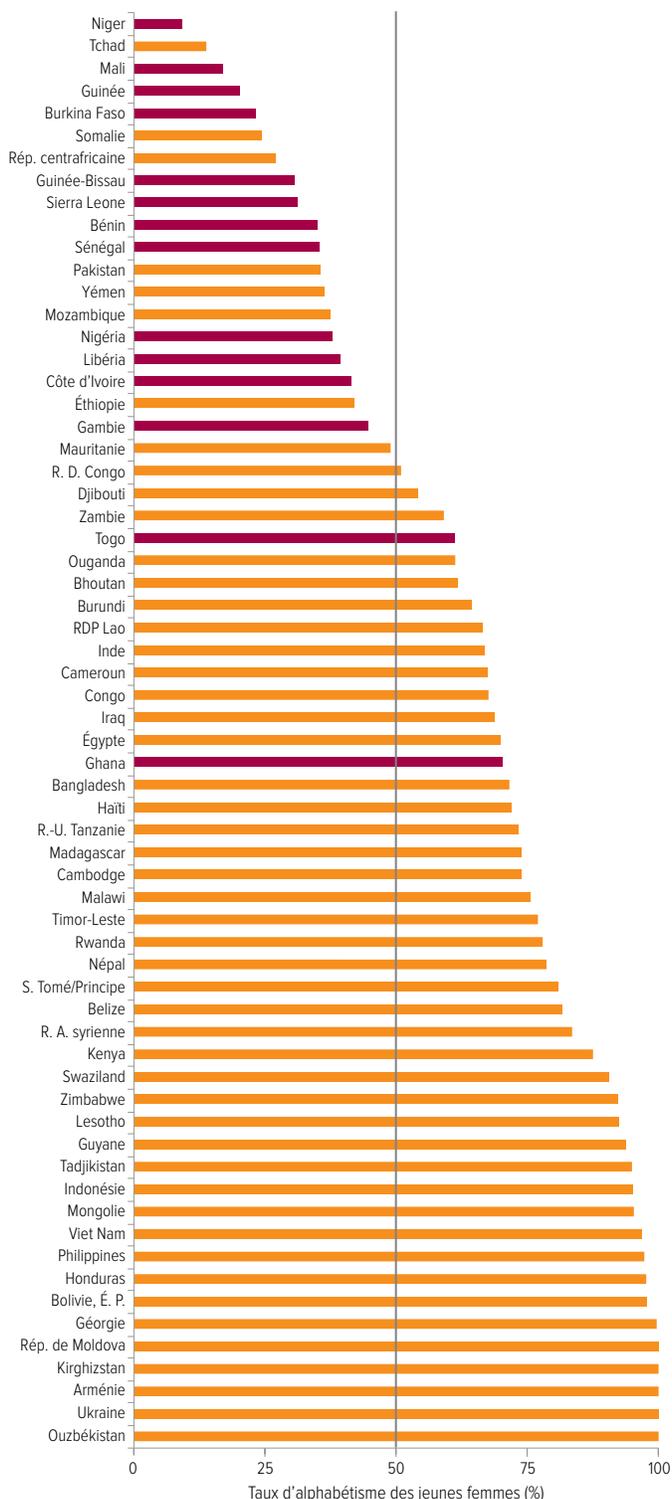
Grâce à l'élargissement de l'enseignement primaire au cours de la dernière décennie, le taux mondial d'alphabétisation des jeunes s'est amélioré. Toutefois, les succès en termes d'amélioration de l'alphabétisation des jeunes femmes marginalisées varient profondément selon les pays.

Au Népal, les progrès pour améliorer l'alphabétisation des jeunes ont bénéficié aux jeunes hommes et femmes ; les progrès les plus importants ont été enregistrés dans les groupes défavorisés, partis de niveaux d'alphabétisation très bas. Les jeunes femmes pauvres et celles vivant dans les zones rurales ont connu de loin la hausse la plus importante des taux d'alphabétisme ; l'alphabétisation a augmenté chez les jeunes femmes pauvres de 20 % en 2001 à 55 % en 2011. En conséquence, l'écart entre les jeunes femmes les plus pauvres et les plus riches a beaucoup diminué pendant la décennie. En Éthiopie, les taux d'alphabétisme ont également beaucoup augmenté à la fois pour les jeunes des zones rurales, hommes et femmes confondus, mais ils ont stagné dans les zones urbaines. Pourtant la fracture persiste entre les zones rurales et urbaines : 30 % seulement des jeunes femmes des zones rurales savaient lire et écrire en 2011, contre environ 80 % des jeunes femmes des zones urbaines (Figure 18).

Le Malawi a affiché des progrès modestes au cours de la décennie. Bien que des progrès aient été accomplis chez les jeunes femmes vivant dans

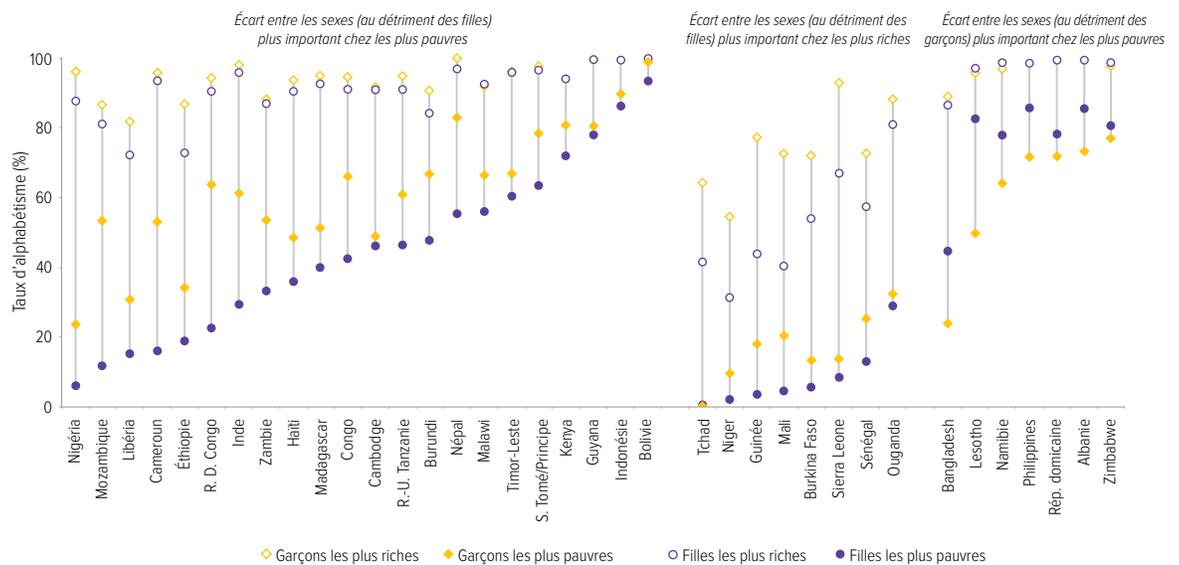
Figure 15 : Dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest, moins de la moitié des jeunes femmes savent lire et écrire

Taux d'alphabétisme des femmes, choix de pays, 2004-2011



Notes : la barre violette indique un pays d'Afrique de l'Ouest. Les données sont indisponibles pour le Cap-Vert. Source : analyse de l'équipe du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* (2013/4) basée sur les données des enquêtes démographiques et sanitaires et les données des enquêtes en grappes à indicateurs multiples.

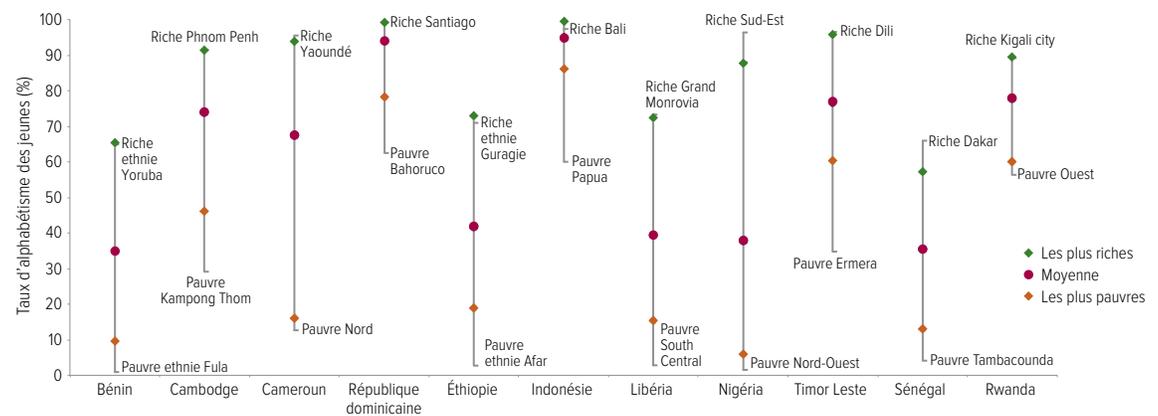
Figure 16 : Les jeunes femmes les plus pauvres courent plus souvent le risque d'être analphabètes
Taux d'alphabétisme des jeunes, par sexe et niveau de revenu, choix de pays



Note : les plus riches/les plus pauvres désignent les jeunes du quintile supérieur/inférieur de l'indice de niveau de richesse des ménages des enquêtes démographiques et sanitaires.
Source : calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4) basés sur les données des enquêtes démographiques et sanitaires.

Figure 17 : Pour les jeunes femmes, les chances de pouvoir apprendre dépendent de la richesse, de la situation géographique et de l'origine ethnique

Taux d'alphabétisme des jeunes femmes par niveau de revenu, lieu de résidence et appartenance ethnique, choix de pays



Note : les plus riches/les plus pauvres désignent les jeunes du quintile supérieur/inférieur de l'indice de richesse des ménages des enquêtes démographiques et sanitaires.
Source : calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4) basés sur les données des enquêtes démographiques et sanitaires.

les zones rurales et celles des ménages à revenu intermédiaire, le pays a enregistré très peu de changement pour les jeunes hommes, en zones rurales ou urbaines, riches ou pauvres. Le Malawi, dont le système éducatif est en pleine expansion, doit faire en sorte d'améliorer l'alphabétisation des jeunes qui est encore de qualité médiocre.

Stratégies pour que les filles défavorisées aient les meilleurs enseignants

Pour en finir avec la crise mondiale de l'apprentissage qui frappe les filles et les jeunes femmes, les décideurs doivent considérablement augmenter les effectifs d'enseignants et leur donner toutes les possibilités d'utiliser leur motivation, leur énergie, leurs connaissances et les compétences acquises dans le cadre de leur formation pour optimiser le potentiel d'apprentissage des enfants et des jeunes, en accordant une attention particulière aux groupes défavorisés. Ce chapitre décrit les quatre stratégies que les gouvernements doivent adopter, à savoir attirer les meilleurs enseignants, améliorer la formation des enseignants, affecter des enseignants aux zones défavorisées et leur offrir des mesures d'incitation appropriées pour les retenir. Il identifie également les mesures visant à renforcer la gouvernance pour s'assurer que ces stratégies sont mises en œuvre efficacement.

La qualité d'un système éducatif se mesure à l'aune de la qualité de ses enseignants. Il est donc essentiel que les gouvernements s'assurent que

les filles et les jeunes femmes soient entre les mains des enseignants les plus capables et les mieux qualifiés, ce qui implique d'attirer les bons candidats, de les préparer dans le cadre d'une formation initiale exhaustive, et de les soutenir tout au long de leur carrière grâce à une formation continue et en leur prodiguant des conseils.

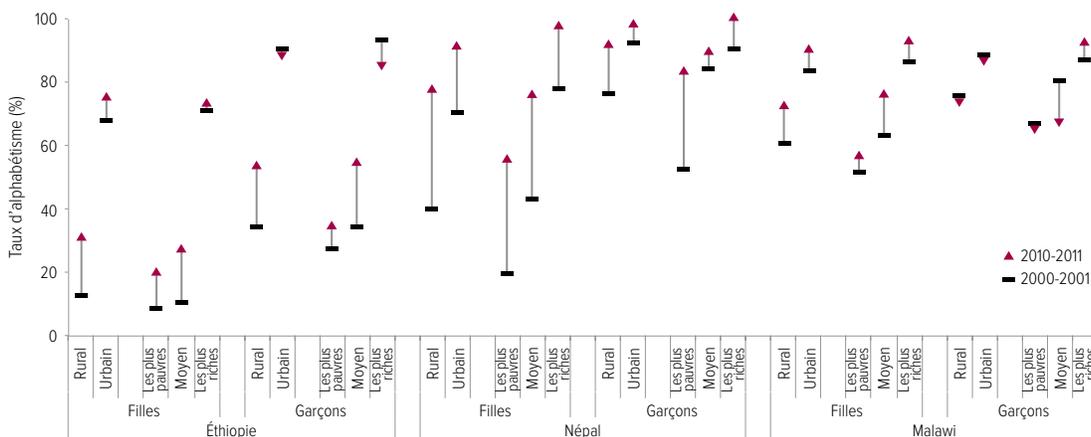
Même lorsque tous ces critères sont réunis, les acquis de l'apprentissage restent très inégaux si les meilleurs enseignants ne sont pas affectés dans les régions éloignées ou pauvres. À moins que les gouvernements ne garantissent une répartition équitable des enseignants, les enfants déjà défavorisés auront des difficultés d'apprentissage en raison du nombre élevé d'élèves en classe, de la forte rotation des enseignants et de l'absence d'enseignants qualifiés.

Stratégie 1 : Attirer les meilleurs enseignants

L'enseignement n'attire pas toujours les meilleurs candidats ou la bonne combinaison d'hommes et de femmes : personnes handicapées, issues de minorités ethniques ou de milieux défavorisés. Les enfants qui ont l'impression que leurs enseignants n'ont rien en commun avec eux ou ne peuvent communiquer avec eux seront moins tentés de s'impliquer totalement dans l'apprentissage. L'adoption de politiques souples en termes de conditions d'inscription peut s'avérer nécessaire pour améliorer la diversité du corps enseignant.

Dans certains contextes, la présence d'enseignantes peut améliorer la scolarisation des filles et leurs performances. Dans la province

Figure 18 : L'Éthiopie et le Népal ont fait de grands progrès en faveur de l'alphabétisation des jeunes femmes défavorisées
Taux d'alphabétisme des jeunes, par sexe et niveau de revenu, Éthiopie, Malawi et Népal, 2000/01-2010/11



Source : calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT (2013/4) basés sur les données des enquêtes démographiques et sanitaires.

du Pendjab au Pakistan, les filles ayant une enseignante obtenaient de meilleures notes aux tests normalisés (Aslam et Kingdon, 2011). On a constaté dans 30 pays en développement qu'accroître la proportion d'enseignantes dans une région, en particulier s'il s'agit d'une zone rurale, améliore l'accès des filles à l'éducation et leurs performances (Huisman et Smits, 2009a, 2009b).

La répartition des enseignants, hommes et femmes confondus, est très déséquilibrée, entre les niveaux d'enseignement et entre les régions. Certains facteurs limitent le nombre de femmes recrutées dans l'enseignement, principalement dans les régions défavorisées. Il arrive qu'il n'y ait simplement pas assez de femmes suffisamment instruites pour devenir enseignantes, surtout dans les communautés rurales et parmi les populations autochtones et minoritaires.

En Afrique subsaharienne, une région qui souffre de disparités entre les sexes dans le secteur de l'éducation aux dépens des filles, la grave pénurie d'enseignants constatée au niveau du primaire est encore plus marquée au niveau de l'école secondaire. Dans les pays qui possèdent des statistiques, les enseignantes représentent moins de 40 % des effectifs dans 43 % des pays au niveau de l'enseignement primaire, dans 72 % des pays au niveau du premier cycle de l'enseignement secondaire et dans tous les pays au niveau de l'enseignement secondaire supérieur. Au Niger, le pourcentage d'enseignantes passe de 46 % à l'école primaire à 22 % dans le premier cycle de l'école secondaire et à 18 % à l'école secondaire. On rencontre le même problème en Asie du Sud et de l'Ouest : au Népal, le pourcentage d'enseignantes chute de 42 % à l'école primaire à 27 % dans le premier cycle de l'école secondaire et à 16 % à l'école secondaire (Figure 19).

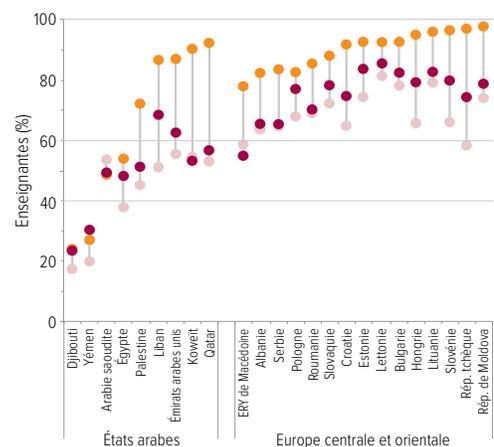
La pénurie d'enseignantes se fait particulièrement sentir dans les pays affichant de profondes disparités sexistes en termes de fréquentation scolaire. À Djibouti et en Érythrée, 8 filles seulement étaient scolarisées pour 10 garçons au niveau du premier cycle de l'enseignement secondaire, avec des progrès très limités depuis 2000. Le pourcentage d'enseignantes a stagné à Djibouti à 25 % pendant cette période et à 14 % en Érythrée. En revanche, au Cambodge, où le niveau de disparités entre les sexes dans le premier cycle du secondaire occupait le septième rang mondial en 1999 avec 53 filles scolarisées pour 100 garçons, la parité entre les sexes a presque été atteinte en 2011 et le pourcentage des enseignantes est passé de 30 % à 36 %.

Mais en Amérique latine et aux Caraïbes, où le nombre de filles scolarisées a tendance à être plus élevé que celui des garçons, les enseignantes représentent au moins 60 % de l'ensemble du corps enseignant du premier cycle du secondaire dans 70 % des pays. Au Surinam, où 91 garçons sont scolarisés pour 100 filles, 75 % des enseignants du premier cycle du secondaire sont des femmes.

Les candidats à l'enseignement doivent avoir reçu eux-mêmes une bonne éducation. Ils doivent avoir au moins achevé une école secondaire de qualité et acquis les matières appropriées de façon à avoir une connaissance approfondie des matières qu'ils vont enseigner et les capacités d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour enseigner. Cependant, des exigences trop strictes à l'entrée risquent de limiter le nombre de femmes candidates à l'enseignement, surtout celles qui appartiennent à des groupes défavorisés.

En République démocratique populaire lao, peu de femmes issues de minorités ethniques sont devenues enseignantes qualifiées, en partie parce que rares sont les filles qui terminent l'école (Kirk, 2006). Au Cambodge, les changements politiques intervenus à la fin des années 1990 ont relevé le niveau des exigences pour l'inscription des enseignants à 12 ans d'enseignement de base au lieu de 10, entraînant un taux de recrutement très faible chez les femmes des zones rurales où peu de femmes ont accès à l'enseignement secondaire (Geeves et Bredenberg, 2005).

Figure 19 : La pénurie d'enseignantes est prononcée en
Pourcentage d'enseignantes, enseignement primaire, premier



Sources : annexe, tableau statistique 8 (version imprimée) et 10B (site Web).

Au Mozambique, l'action du gouvernement a eu pour conséquence de pratiquement tripler le nombre d'enseignantes pour les niveaux 1 à 5 entre 1998 et 2008, et de multiplier par six le nombre d'enseignantes pour les niveaux 6 et 7. Le Ministère de l'éducation a encouragé les directeurs de centres de formation pédagogique à prendre des mesures visant à recruter davantage de femmes, notamment en réservant davantage de places pour les étudiantes. De ce fait, la proportion d'étudiantes dans ces collèges a toujours été d'au moins 50 %. Ces mesures ont permis d'augmenter rapidement le nombre d'enseignantes (Beutel *et al.*, 2011).

L'Afghanistan a un besoin urgent d'enseignantes mais, comme les femmes n'avaient pas accès à l'éducation jusqu'à récemment, très peu de femmes se qualifient pour devenir enseignantes. En 2008, moins de 30 % des personnes suivant une formation pédagogique initiale étaient des femmes, bien que le pourcentage ait augmenté grâce au programme permettant aux femmes d'entrer dans l'enseignement avec des qualifications moindres (Wirak et Lexow, 2008).

S'efforcer de susciter un intérêt pour l'enseignement chez les filles qui fréquentent l'école secondaire et leur proposer une aide financière est aussi une stratégie qui pourrait faire augmenter le nombre d'enseignantes, comme l'illustre l'expérience du Soudan du Sud (Encadré 5).

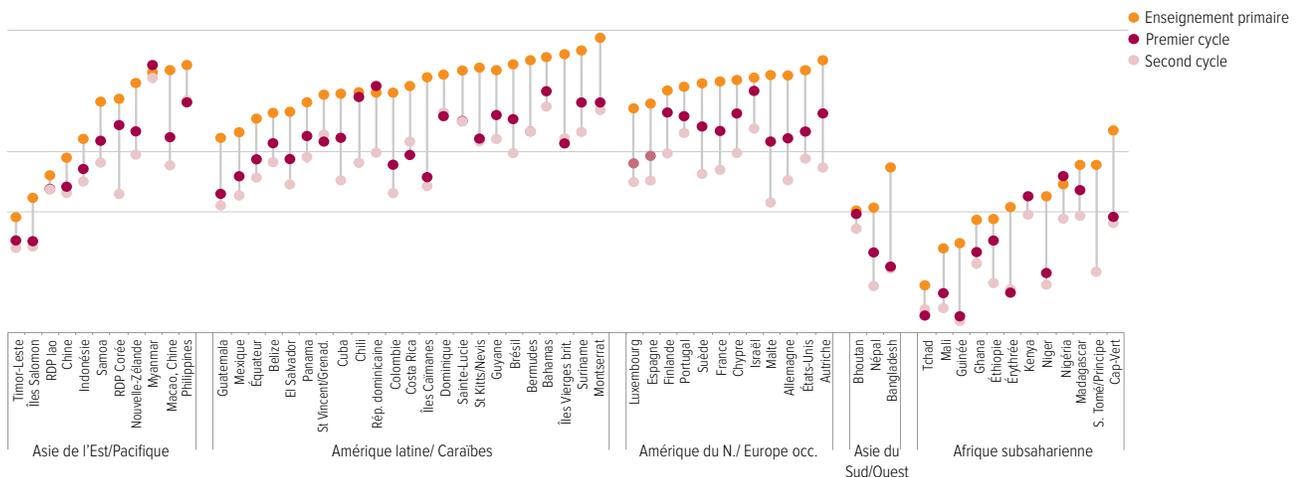
Stratégie 2 : Améliorer la formation des enseignants pour que tous les enfants puissent apprendre

Un enseignement de qualité dépend des possibilités offertes aux enseignants de bénéficier de la meilleure formation, non seulement avant de commencer à enseigner, mais aussi tout au long de leur carrière. La formation initiale des enseignants devrait les préparer à soutenir des élèves issus de milieux variés et ayant des besoins différents, par exemple les enfants défavorisés dès la naissance, et ceci, dès les premières classes. Cet apprentissage doit aller au-delà de la théorie pour inclure des expériences pratiques en classe, et il faut s'assurer que les futurs enseignants connaissent suffisamment bien les matières qu'ils vont enseigner. La formation initiale des enseignants doit également jeter les bases d'une formation continue visant à consolider les compétences et les connaissances. La formation en cours d'emploi est particulièrement importante pour les enseignants sans formation ou insuffisamment formés, surtout quand ils enseignent dans des communautés défavorisées.

Sensibiliser les enseignants aux attitudes et perceptions sexistes

Les enseignants, femmes et hommes, doivent suivre une formation pour comprendre et reconnaître leurs propres attitudes, perceptions et attentes concernant les garçons et les filles de

Afrique subsaharienne
et second cycles du secondaire, 2011



Encadré 5 : Le Soudan du Sud encourage les filles du secondaire à se tourner vers l'enseignement

Au Soudan du Sud où il existe une forte pénurie d'enseignants qualifiés, moins de 1 % des filles achève l'école secondaire. Des décennies de guerre civile associées à des facteurs culturels ont limité le rôle des femmes dans la vie publique et empêché la plupart des filles de fréquenter l'école. Les femmes représentent près de 65 % de la population de l'après-guerre, et pourtant moins de 10 % des enseignants sont des femmes. L'égalité entre les sexes à tous les niveaux de l'éducation sera beaucoup plus difficile à réaliser si les filles continuent à ne pas avoir d'enseignantes pour les guider et leur servir de modèles.

Pour accroître le nombre d'enseignantes, le Programme égalité des sexes grâce à l'éducation a offert des mesures incitatives financières et matérielles à plus de 4 500 filles pour achever l'école secondaire et pour préparer des jeunes diplômées à embrasser la profession d'enseignante. Les écoles sans enseignantes ont été encouragées à trouver un tuteur pour les filles, une femme de la région prête à venir régulièrement à l'école pour discuter avec les filles de leurs problèmes, préoccupations et pour échanger des idées. Le programme a permis d'élaborer du matériel de

communication pour faire passer des messages positifs sur les enseignantes et leur rôle dans un pays qui a nouvellement accédé à l'indépendance. Le programme a permis de distribuer des kits contenant des serviettes sanitaires, d'élaborer et de distribuer du matériel didactique, tout en soutenant d'autres programmes publics visant à renforcer l'égalité entre les sexes dans l'éducation.

Le programme a rencontré un vif succès, en sensibilisant notamment les enseignants et le personnel scolaire aux besoins des filles. L'offre de rémunération a entraîné une forte augmentation du taux de rétention des filles dans les écoles secondaires. Cependant, près d'une fille sur cinq disait vouloir poursuivre une carrière autre que l'enseignement, en partie en raison du manque de considération pour la profession. La police, l'armée et les sociétés de sécurité rapportent trois fois plus, et l'enseignement est considéré comme un tremplin vers d'autres emplois ou vers des opportunités dans l'enseignement supérieur. Pour encourager les femmes à se tourner vers l'enseignement, les salaires et les conditions de travail doivent être améliorés.

Sources : Epstein and Opolot (2012) ; Globalgiving (2013).

sorte que leurs interactions avec les élèves ne portent pas atteinte à leur apprentissage et à leurs résultats scolaires.

En Turquie, un cours de formation initiale d'un trimestre à l'intention des enseignants portant sur l'égalité entre les sexes a eu un impact important sur l'attitude et la sensibilisation des enseignantes aux questions de parité entre les sexes. Celles qui ont suivi ce cours qui proposait des matières telles que la socialisation de genre, la sélection du matériel d'enseignement et l'environnement scolaire enregistrent une amélioration considérable sur une échelle conçue pour mesurer les attitudes face aux rôles des garçons et des filles (Erden, 2009). Le Forum des éducatrices africaines a élaboré un modèle pédagogique tenant compte des sexospécificités pour améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles africaines. Le modèle comprend des informations sur l'utilisation d'outils pédagogiques et d'apprentissage équitables pour les filles comme pour les garçons, sur la configuration des salles de classe et les stratégies interactives, ainsi que sur les stratégies visant à éliminer le harcèlement sexuel et à encourager une gestion scolaire tenant compte des besoins des filles et des garçons. Depuis 2005, plus de 6 600 enseignants ont suivi une formation

repreuant ce modèle (Forum des éducatrices africaines, 2013). Des études de cas sur les écoles où des enseignants avaient été formés sur la base de ce modèle – dans le cadre de leurs autres activités – ont révélé que les enseignants étaient plus sensibles aux questions sexospécifiques et apportaient davantage de soutien aux filles ; les études ont également révélé une meilleure participation et de meilleurs résultats scolaires (Forum des éducatrices africaines, 2006 ; Haugen *et al.*, 2011).

La formation initiale des enseignants doit inclure une phase pratique en classe

La formation pédagogique, y compris la formation continue, doit préparer les étudiants à enseigner à des élèves de milieux divers en s'appuyant sur un large éventail de stratégies pédagogiques. Cela se vérifie surtout dans les pays pauvres, où les filles ont souvent des besoins très divers en matière d'apprentissage puisqu'un nombre élevé d'élèves marginalisés ont accès à l'école. Pourtant, une étude réalisée dans 15 pays sur la formation continue des enseignants en mathématiques pour le niveau inférieur de l'école secondaire a révélé qu'aucun de ces pays ne comportait de préparation sérieuse à la diversité des élèves (Blömeke, 2012).

Dans les pays pauvres en particulier, les enseignants doivent être préparés à affronter des problèmes pratiques tels que classes diverses et ressources insuffisantes, notamment dans les régions isolées et rurales. Development Aid from People to People, une organisation internationale de développement à but non lucratif, a créé des centres de formation pédagogique au Malawi qui assurent une formation initiale pour préparer les jeunes enseignants, surtout les femmes, aux réalités de l'enseignement dans les zones rurales (Encadré 6).

Formation continue aux nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage

Une pédagogie axée sur l'apprenant devait s'avérer plus applicable que les approches traditionnelles pour enseigner aux filles et aux autres enfants de groupes marginalisés. Dans beaucoup de pays à faible revenu, l'enseignement continue à appliquer les méthodes traditionnelles telles que les cours magistraux, l'apprentissage

par cœur et la répétition, reflétant ce que les enseignants ont eux-mêmes connu à l'école et la façon dont ils ont été formés dans les instituts pédagogiques (Hardman, 2012). De nombreux pays ont essayé de remplacer ces approches dominées par l'enseignant par des approches centrées sur l'apprenant en insistant sur la pensée critique. Les enseignants sont supposés aider les élèves à construire activement leur savoir au travers d'activités, d'un travail de groupe et de la réflexion (Vavrus *et al.*, 2011). Au Kenya, un programme scolaire de perfectionnement des enseignants intégrant l'apprentissage de la matière et la pratique pédagogique en vue de l'obtention d'un certificat a permis de démontrer que la formation peut aider les enseignants à adopter des méthodes centrées sur l'apprenant. L'enseignement était plus interactif et les attitudes envers les élèves, surtout les filles, plus positives (Hardman *et al.*, 2009).

Encadré 6 : Une formation initiale des enseignants orientée vers la pratique soutient les enseignantes dans les zones rurales du Malawi

Le Malawi est l'un des pays au monde enregistrant la plus forte pénurie d'enseignants, avec 67 élèves en moyenne par classe au niveau du primaire. Si aucune mesure d'urgence n'est prise, le pays ne pourra pas combler son déficit en enseignants avant l'horizon 2030. Ces pénuries posent surtout un problème dans les zones rurales, où les enseignants, notamment les femmes, sont souvent réticents à enseigner. Ces conditions contribuent à des résultats scolaires parmi les plus faibles au monde.

Pour accroître le nombre d'enseignants du primaire préparés à enseigner et vivre dans les zones rurales, Development Aid from People to People du Malawi a récemment créé quatre centres d'enseignement pédagogique dans des zones rurales. Les programmes de formation privilégient l'intégration de la théorie et du contenu de la matière, l'application pratique des compétences pédagogiques, la recherche et la réflexion à l'initiative des étudiants, la sensibilisation de la communauté et le développement social. La possibilité d'acquérir une pratique de l'enseignement est assurée lors de la formation initiale et au cours d'une année de stage pratique. Une fois diplômés, les jeunes enseignants devront travailler dans des zones rurales et utiliser le matériel pédagogique et d'apprentissage produit avec les ressources locales. Les programmes de formation visent surtout à répondre aux besoins des élèves, y compris ceux à risque,

et à créer des projets communautaires comme les potagers scolaires pour aider les enfants vulnérables.

Une évaluation récente a révélé que le programme avait été particulièrement utile pour encourager les jeunes femmes à suivre une formation d'enseignantes en zone rurale : 80 % des étudiantes du programme ont considéré que leurs cours pratiques les préparaient bien à l'enseignement dans les zones rurales, contre 38 % des étudiantes des collèges gouvernementaux équivalents. De plus, 87 % des étudiantes du programme ont déclaré qu'elles choisiraient un poste en région rurale contre 67 % des étudiantes de ces collèges gouvernementaux.

Le Ministère de l'éducation a placé des diplômés du programme dans des écoles publiques rurales. En 2011, 564 jeunes enseignants travaillaient dans des écoles primaires rurales, 750 autres étaient en formation et 1 420 élèves suivaient des cours de rattrapage. Compte tenu du nombre important d'enfants en région rurale qui ont besoin d'un tel soutien, les collèges gouvernementaux devraient tirer les leçons qui s'imposent de ce programme et s'assurer que tous les enseignants en formation acquièrent les compétences nécessaires pour enseigner dans des régions où ils sont le plus nécessaires.

Sources : DeStefano (2011) ; Development Aid from People to People (2013) ; Mambo (2011).

Stratégie 3 : Affecter les enseignants là où ils sont le plus nécessaires

Le sexe est un facteur qui joue un rôle important dans l'affectation des enseignants. Bien que les enseignantes représentent un modèle pour les filles et soient un garant de sécurité pour elles dans les écoles, elles hésiteront plus que les hommes à accepter de travailler dans des zones désavantagées. Il est compréhensible que les enseignantes soient réticentes à travailler dans les régions défavorisées où les installations de base comme l'électricité, le logement et les services de santé font souvent défaut. La sécurité constitue aussi une préoccupation fondamentale, surtout pour les femmes célibataires, qui ont aussi parfois de la difficulté à trouver à se loger dans certains contextes sociaux.

Mais si les meilleurs enseignants travaillent rarement dans les régions éloignées, rurales, pauvres, dangereuses, les chances d'apprentissage d'enfants qui sont déjà défavorisés par le nombre d'enfants dans la classe, la forte rotation des enseignants et la pénurie d'enseignants qualifiés s'en trouvent diminuées. Une affectation inégale des enseignantes qualifiées est un facteur clé expliquant les vastes problèmes d'équité dans l'apprentissage et les raisons pour lesquelles certains enfants quittent l'école sans avoir acquis les bases de l'éducation.

En Afghanistan, la présence d'enseignantes est importante pour permettre aux filles de fréquenter l'école, mais les femmes sont confrontées à des barrières culturelles lorsqu'elles cherchent du travail dans les régions où elles ne sont pas chaperonnées par des membres de leur famille. De ce fait, il y a deux fois plus d'enseignantes que d'enseignants dans la capitale Kaboul, alors que la province d'Orozgân, dont une grande partie est éloignée et peu sûre, ne compte aucune enseignante possédant un minimum de qualification (Wirak et Lexow, 2008). Les gouvernements doivent donc élaborer des stratégies pour garantir l'égalité des affectations mais rares sont ceux qui ont accompli cette tâche avec succès.

Les inégalités des affectations font que certaines régions de certains pays ne comptent pas d'enseignantes. Une étude réalisée dans 10 districts du Rwanda a révélé que les femmes ne représentent que 10 % des enseignants du primaire dans le district de Burera, alors qu'elles occupent 67 % des postes dans le district de Gisagara (Bennell et Ntagaramba, 2008). Au Soudan, il est difficile de trouver des logements adéquats dans les zones rurales, et les

enseignantes mariées doivent être déployées là où vit leur mari. Comme 67 % des enseignants du primaire sont des femmes, cela réduit encore le réservoir d'enseignants disponibles pour les zones rurales (Banque mondiale, 2012b). Au Malawi, une enseignante peut demander à être affectée dans un autre district pour suivre son mari et cela ne peut pas lui être refusé, quel que soit l'endroit où il vit (Banque mondiale, 2010a).

Il n'existe pas de solution simple à l'inégalité des affectations d'enseignantes. Les gouvernements essaient de remédier à ce problème en planifiant le déploiement des enseignants, en autorisant les étudiants des zones rurales à étudier dans des zones urbaines, en fournissant des incitations aux enseignants et en recrutant dans les communautés locales, mais toutes ces tentatives n'ont rencontré qu'un succès limité. Par exemple, si le recrutement local a ses avantages, notamment une meilleure acceptation d'une affectation en zone rurale et un taux réduit de départs, certaines des communautés parmi les plus défavorisées n'ont pas de candidats adéquats là où l'accès à l'enseignement primaire est faible. Des incitations pour que les enseignants acceptent des affectations difficiles, telles que logement, avantages pécuniaires et promotion accélérée, sont généralement nécessaires pour s'assurer que tous les élèves ont de bons maîtres.

■ *Les logements pour les enseignants* sont souvent utilisés pour attirer les enseignantes dans les zones rurales lorsqu'il est difficile de louer des logements appropriés. Le Programme visant à motiver, former et employer des enseignantes dans les écoles secondaires rurales du Bangladesh (1995-2005) a permis d'allouer des logements sûrs à proximité des écoles aux enseignantes lorsqu'elles avaient achevé leur formation (Mitchell et Yang, 2012).

■ *Le recrutement local des enseignantes* est une autre solution au problème du déploiement des enseignants. Au Lesotho, un système de recrutement local permet au comité de gestion des écoles d'engager des enseignants qui envoient une demande directement à l'école concernant les postes vacants. Ainsi, seuls les enseignants souhaitant travailler dans cette école font acte de candidature ; les écoles évitent ainsi le problème des enseignants qui refusent les postes. L'un des avantages de ce système est que la plupart des postes sont pourvus, et qu'il y a relativement peu de différence dans les rapports nombre d'élèves par enseignant entre les zones rurales et les zones urbaines. En outre, près de trois quarts des enseignants dans les régions

montagneuses isolées sont des femmes. Cependant, beaucoup d'écoles rurales recrutent des enseignants non qualifiés : les données du recensement scolaire révèlent que la moitié seulement des enseignants des régions montagneuses sont qualifiés, contre les trois quarts dans les plaines plus peuplées (Mulkeen, 2006).

Stratégie 4 : Proposer des mesures incitatives pour retenir les meilleurs enseignants

Les salaires ne sont qu'un des nombreux facteurs qui motivent les enseignants, mais ils ne sont pas à négliger si on veut attirer les meilleurs candidats et retenir les meilleurs enseignants. Les salaires trop faibles sapent le moral des enseignants et les amènent à envisager d'autres carrières. Les salaires des enseignants représentent également la part la plus importante de la majorité des budgets de l'éducation, et doivent donc être fixés à un niveau réaliste pour pouvoir recruter un nombre suffisant d'enseignants.

Dans certains pays, rares sont les enseignants qui gagnent suffisamment pour couvrir les dépenses de base sans prendre un deuxième emploi. Au Cambodge, où les salaires des enseignants ne couvraient même pas le coût des aliments de base en 2008, plus des deux tiers des enseignants avaient un deuxième emploi. Les statistiques nationales sur le salaire moyen des enseignants dissimulent les écarts de salaires entre les différents types d'enseignants : les salaires sont souvent bien au-dessous de la moyenne en début de carrière, et cet écart est encore plus profond pour les femmes. Au Malawi, un enseignant qui débute ou n'a pas les qualifications nécessaires pour gravir les échelons reçoit moins du tiers du salaire d'un enseignant dans la catégorie la plus élevée. Son salaire était équivalent à 4 dollars EU par jour en 2007-2008.

Lorsque les enseignants sont moins bien payés que des employés travaillant dans des secteurs comparables, les élèves les plus brillants ne vont souvent pas embrasser la profession d'enseignant et les enseignants risquent de perdre leur enthousiasme et de quitter la profession. En Amérique latine, les enseignants sont en général rémunérés au-dessus du seuil de pauvreté, mais leur salaire ne peut se comparer avantageusement avec celui de professions exigeant des qualifications similaires. En 2007, d'autres professionnels et techniciens avec des caractéristiques similaires gagnaient 43 % de plus au Brésil que les enseignants des établissements préscolaires et primaires et 50 % de plus au Pérou.

En Afrique subsaharienne et en Asie de l'Ouest, les décideurs ont répondu à la nécessité d'élargir rapidement les systèmes d'éducation en offrant des contrats temporaires aux enseignants sans formation officielle.

Un bon moyen de motiver les enseignants consiste à leur faire miroiter des perspectives de carrière attrayantes. Dans certains pays de l'OCDE, la différence de salaire entre un enseignant plus expérimenté et un débutant est faible, mais il existe peu de possibilités d'offrir des promotions. En revanche, la République de Corée a une structure salariale plus marquée : un jeune enseignant gagne un salaire similaire à celui des jeunes enseignants en Angleterre, mais un enseignant expérimenté peut gagner deux fois plus. En France, une gestion des carrières déficiente associée à des politiques inadéquates contribue à la crise de l'enseignement.

Dans de nombreux pays en développement, les perspectives de carrière des enseignants ne sont pas suffisamment liées à des possibilités de promotion liées à leur efficacité. Pour de nombreux enseignants, les perspectives de promotion sont limitées. Ceux qui enseignent dans des régions éloignées peuvent être particulièrement touchés. Au Pakistan, les enseignants doivent acquérir des qualifications supplémentaires pour être promus, ce qui limite les chances de ceux qui travaillent dans les zones rurales, notamment les femmes, et qui ont moins de possibilités d'étudier (Bennell et Akyeampong, 2007).

Renforcer la gouvernance des enseignants : la violence sexiste

Une gouvernance plus stricte des enseignants est essentielle pour réduire les désavantages des filles en matière d'apprentissage et un leadership vigoureux est nécessaire pour les rendre responsables de leur présence, de leurs actions et de leur comportement. La violence sexiste, en particulier, qui est parfois perpétrée par des enseignants, limite les chances des filles de pouvoir étudier. Les stratégies visant à empêcher l'inconduite des enseignants, à réagir et à prendre des mesures contre les auteurs d'actes de violence exigent le plaidoyer et le soutien de la direction de l'école, des enseignants et de leurs syndicats, ainsi que des parents et de leur communauté, s'ils veulent protéger les filles et leur permettre de s'instruire.

La violence sexiste, qui englobe la violence sexuelle et physique, l'intimidation et les insultes, constitue un obstacle important à la réalisation d'une éducation de qualité pour tous

et soucieuse d'égalité, qu'elle soit perpétrée par des enseignants, des membres de la communauté ou d'autres élèves. En plus des traumatismes physiques et psychologiques, la violence sexiste a des conséquences à long terme sur la santé, comme les grossesses non désirées et la propagation du VIH/sida, et elle empêche souvent les élèves d'achever leur éducation.

La violence sexiste dans les écoles n'est souvent pas déclarée, et peut passer inaperçue. Elle est fréquemment commise par des garçons, bien que les enseignants puissent être les premiers responsables des formes les plus extrêmes de mauvais traitements et d'exploitation. Une étude portant sur 1 300 élèves de 123 écoles primaires et secondaires en Sierra Leone a permis d'établir que 27 % des incidences des attouchements sexuels non consentants et 22 % des incidences d'insultes étaient perpétrés à l'école par des garçons. Un faible pourcentage des cas était attribué aux enseignants (4 % et 3 %, respectivement). Près d'un tiers des cas de rapports sexuels forcés ou non consentants en échange d'argent, de biens ou de bonnes notes était le fait d'enseignants (Concern *et al.*, 2010). Selon une étude sur la violence sexiste réalisée au Malawi, près d'un cinquième des enseignants ont répondu qu'ils savaient que des enseignants forçaient des filles à avoir des rapports sexuels non consentis. Sur ceux qui ont dit être au courant de tels incidents, près des trois quarts connaissaient des cas s'étant produits dans leur propre école (Burton, 2005).

Les programmes et politiques de lutte contre la discrimination à l'égard des femmes et la violence sexiste doivent protéger et autonomiser les filles, s'attaquer aux pratiques fortement ancrées, contribuer à faire connaître les auteurs de ces actes et faire appliquer les sanctions qui s'imposent. Il faut renforcer les cadres juridiques et politiques qui offrent une protection générale aux enfants et les faire connaître, et sensibiliser les enseignants à leur propre rôle et responsabilités.

Les codes de conduite pour enseignants doivent explicitement faire référence à la violence et aux sévices et s'assurer que les pénalités encourues sont clairement exprimées et en adéquation avec les cadres juridiques des droits et de la protection de l'enfance. Par exemple, au Kenya, la suspension et l'interdiction sont au nombre des pénalités prévues pour discipliner les enseignants ne respectant pas le code de conduite professionnel ; les nouvelles règles de la Teachers Service Commission stipulent qu'un enseignant coupable d'un délit sexuel à l'encontre d'un élève doit être radié (Kenya Teachers Service Commission, 2013). Cependant, les taux de

condamnation pour violences sexuelles sont extrêmement bas ; en Sierra Leone, 1 000 dossiers ont été déposés en 2009 pour sévices sexuels sans qu'aucune mesure ne soit prise contre les auteurs (Concern *et al.*, 2010).

Le plaidoyer et les pressions par le biais d'alliances et de réseaux nationaux constituent une première étape importante pour s'assurer que les cadres juridiques et politiques appropriés sont en place pour prévenir la violence contre les femmes dans les écoles et la combattre :

- Au Mozambique, le programme Stop Violence Against Girls in School (Stop à la Violence contre les filles à l'école) appliqué en collaboration avec un réseau d'organisations de la société civile, a permis de publier une analyse détaillée des lois et politiques relatives à l'éducation et à la protection des filles. Elle a servi de base à la révision du Code pénal qui mentionne aujourd'hui explicitement les lois contre les sévices sexuels à l'encontre des mineurs et les renforce (Leach *et al.*, 2012).
- Au Malawi, le projet Safe Schools s'est appuyé sur les réseaux nationaux de sensibilisation pour plaider, avec succès, en faveur d'une révision des codes de conduite des enseignants et appeler à une application plus systématique des règlements en cas de mauvaise conduite. Des ateliers de sensibilisation ont été organisés pour les superviseurs et les membres des comités scolaires qui ont organisé ensuite des réunions avec les enseignants, les élèves, les conseillers et les parents pour parler du code révisé. Les manuels élaborés à des fins de formation des enseignants et des conseillers comprenaient des modules sur les codes ainsi que sur les procédures de soutien, de renvoi et d'établissement de rapports. Une évaluation du projet a permis de constater que la proportion d'enseignants indiquant avoir vu le code de conduite était passée des trois quarts à la presque totalité des enseignants. Le nombre d'enseignants qui affirmaient savoir comment signaler une violation du code avait augmenté de plus d'un tiers, et la presque totalité des enseignants ont déclaré avoir la responsabilité de rendre compte de ces violations (DevTech Systems, 2008).
- Au Ghana, les versions précédentes du code de conduite des enseignants ont été consolidées en une version unique et révisée prenant explicitement en compte la violence sexiste. Comme au Malawi, une approche consultative a été adoptée, avec une équipe organisant des ateliers pour les représentants des bureaux

régionaux d'éducation, des écoles et des communautés. Une fois le code révisé approuvé par le comité de révision nationale en 2008 et entériné par les syndicats d'enseignants, des réunions ont été organisées avec les 428 directeurs et enseignants des 30 écoles participant au projet pour les familiariser avec le code révisé (DevTech Systems, 2008).

La collaboration directe avec les syndicats d'enseignants est une façon de trouver un soutien pour prendre les mesures qui s'imposent contre les enseignants qui ne respectent pas les codes de conduite. Au Kenya, l'équipe de sensibilisation dans le cadre de Stop Violence Against Girls in School a collaboré avec la Teachers Service Commission, le Ministère de l'éducation, le syndicat national des enseignants et le Département des enfants pour rédiger un projet de loi parlementaire basé sur une circulaire de 2010 de la Teachers Service Commission sur les sévices sexuels. Le projet de loi vise à renforcer les procédures de signalement des incidents de sévices ou de violence perpétrés par ses enseignants, et à s'assurer que les enseignants coupables ne sont pas simplement transférés dans d'autres écoles (Leach *et al.*, 2012). En outre, la circulaire indique que le fait de ne pas signaler ou d'essayer de couvrir un incident entraînera des mesures disciplinaires (Kenya Teachers Service Commission, 2010). Le syndicat, qui auparavant s'opposait souvent aux réformes, se serait engagé aujourd'hui à éviter de protéger les enseignants reconnus coupables d'un délit ; une base de données centralisée a été créée pour suivre les enseignants coupables de délits sexuels (Leach *et al.*, 2012).

Même lorsque les lois en vigueur offrent une protection juridique adéquate contre la violence à l'égard des filles, leur application reste difficile. Une étude réalisée au Ghana, au Kenya et au Mozambique a permis de constater que les mécanismes de signalement d'incidents sont généralement faibles. Sur 842 filles qui disent avoir fait l'objet d'actes de violence sexiste, seules quelques-unes ont vu leur dossier suivre les voies officielles, et un petit nombre de dossiers a été signalé au comité de gestion de l'école, au bureau d'éducation du district ou à la police. Au Ghana, 7 % au maximum des affaires de violences sexuelles de divers types ont été signalés au comité de gestion de l'école, 2 % au bureau d'éducation du district et 14 % à la police. Au Kenya, une proportion plus importante de dossiers portant essentiellement sur les rapports sexuels forcés ou par coercition a fait l'objet d'un rapport au comité de gestion ou au bureau d'éducation du district. Au Mozambique, en revanche, aucune fille ayant subi des violences

sexuelles n'avait signalé ces incidents (Parkes et Heslop, 2011).

Pour prendre des mesures contre les enseignants impliqués dans des actes de violence ou des sévices à l'égard d'élèves, il est essentiel de s'assurer que les procédures de signalement sont transparentes et faciles à utiliser par l'enfant. Une étude nationale menée en Sierra Leone a indiqué que les filles avaient souvent peur de dénoncer des enseignants, et que les écoles, les parents et les membres de la communauté pouvaient être complices pour éviter aux enseignants des poursuites judiciaires, notamment pour des délits graves (Concern *et al.*, 2010). Les processus bureaucratiques complexes tendent également à dissuader les victimes et leurs familles d'aller plus loin. La mise en place d'unités de soutien à la famille au sein des forces de police de Sierra Leone, créées pour lutter contre la violence sexiste, est une approche plus innovante du problème. Des « clubs de mères » en Sierra Leone aplanissent les difficultés auxquelles sont confrontées les filles souhaitant dénoncer des cas de sévices, et offrent un soutien moral et quelquefois financier (Concern *et al.*, 2010).

Stratégies de programmes scolaires qui améliorent l'apprentissage des filles

Les enseignants ne peuvent lever efficacement les obstacles qui bloquent l'apprentissage que s'ils sont soutenus par des systèmes de programmes scolaires appropriés accordant une attention particulière aux besoins des filles qui risquent de ne pas apprendre. Lorsque les écoles ne fournissent pas une éducation de qualité et que les filles quittent l'école prématurément, les programmes de la deuxième chance peuvent leur inculquer les notions fondamentales dont elles ont besoin grâce à un cycle raccourci d'apprentissage. Les programmes scolaires doivent aussi promouvoir l'intégration des filles, par exemple en s'appuyant sur des manuels scolaires dont les stéréotypes sexistes auront été éliminés.

Les programmes d'apprentissage de la deuxième chance permettent aux filles défavorisées de combler leur retard

Les programmes d'apprentissage de la deuxième chance sont un modèle réussi qui permet d'accélérer les progrès des enfants et d'améliorer les acquis des groupes défavorisés. Ils prennent généralement place dans des cadres non conventionnels et ciblent les enfants défavorisés non scolarisés, notamment ceux des communautés mal desservies, ceux qui ont quitté l'école conventionnelle dans les petites

classes ou ceux dont les possibilités d'étudier ont été compromises par un conflit, en accordant une attention particulière aux besoins des filles.

La plupart des programmes d'apprentissage accéléré visent à donner aux enfants et aux jeunes adultes qui ont quitté l'école une deuxième chance d'achever une éducation de base et de passer des examens pour avoir ainsi la possibilité de réintégrer le système scolaire conventionnel.

De par leur taille et leur portée, ces programmes sont très variés, allant d'études pilotes et de projets ciblant des communautés spécifiques, jusqu'à de grands programmes bien établis complétant l'offre publique d'enseignement de base. Instauré en 1985, le programme d'éducation du BRAC au Bangladesh est l'un des plus importants de sa catégorie, dénombrant en 2012 près de 5 millions d'élèves diplômés, plus des deux tiers étant des filles (BRAC, 2012, 2013).

Chaque année, les programmes de cours accélérés couvrent deux années ou plus du programme formel dans le but de renforcer les aptitudes académiques des participants pour leur permettre de réintégrer le système conventionnel au niveau approprié. La majorité de ces programmes portent sur l'acquisition de compétences de base en termes d'alphabetisation et de calcul ; l'enseignement se fait habituellement dans la langue locale, associé à un apprentissage pratique pertinent pour la vie des apprenants (Longden, 2013).

Élaborer des programmes scolaires adaptés aux besoins des garçons et des filles et qui encouragent l'inclusion

Pour améliorer l'apprentissage de tous les enfants, les enseignants doivent pouvoir s'appuyer sur des programmes scolaires novateurs axés sur l'inclusion et sur des stratégies d'évaluation qui réduisent les disparités en termes de résultats scolaires tout en offrant à tous les enfants et à tous les jeunes la possibilité d'acquérir des compétences vitales et transférables. Les programmes scolaires qui ne reconnaissent pas et ne tiennent pas compte du problème de l'inclusion risquent d'aliéner les groupes défavorisés dans la salle de classe et de limiter ainsi leurs chances d'apprendre efficacement.

Les programmes de certains pays renforcent les stéréotypes sexuels traditionnels, présentant les filles dans un rôle subalterne et les empêchant d'apprendre sur un pied d'égalité avec les garçons. L'analyse des manuels d'anglais des écoles secondaires publiés par le conseil des manuels du Pendjab au Pakistan a montré que les femmes et les filles étaient rarement représentées ou l'étaient

sur un mode discriminatoire. Dans un manuel d'anglais, les femmes étaient totalement absentes de 20 des 22 leçons (Shah, 2012).

Les programmes soucieux d'égalité entre les sexes peuvent s'attaquer aux problèmes qui touchent directement les filles et les garçons et leur scolarité. Le programme d'activités éducatives de groupe élaboré pour le projet du Gender Equity Movement in Schools (Mouvement d'équité entre les sexes à l'école), mis en œuvre à Mumbai (Inde), comprenait des informations sur les rôles des hommes et des femmes, la violence, la santé sexuelle et reproductive à l'usage des filles et des garçons des 6^e en 7^e années. Une évaluation réalisée entre 2008 et 2010 a fait apparaître une amélioration des notes des élèves participant au programme aux tests qui mesurent les attitudes vis-à-vis d'une série de problèmes liés au sexe, comparés aux filles et aux garçons des écoles témoins. Ces élèves étaient plutôt contre les mariages d'enfants et la violence familiale, et ils estimaient que les filles devaient pouvoir faire des études supérieures (Achyut *et al.*, 2011).

Le didacticiel Sistema de Aprendizaje, un programme d'enseignement secondaire destiné aux filles de la minorité Garifuna du Honduras, vise à autonomiser les filles et les femmes. Un programme interdisciplinaire remet en question les structures de pouvoir dominantes et les stéréotypes sexuels. L'enseignement est axé sur l'apprenant et sur l'exploration et l'expérimentation et il encourage le dialogue. Les diplômés se sont montrés capables de reconnaître les problèmes et de trouver des solutions, tout en étant plus soucieux d'égalité entre les sexes, plus sûrs d'eux et mieux informés (Murphy-Graham, 2008). Au bout de deux ans, les adolescents des villages où le programme a été mis en œuvre ont obtenu aux tests des notes composites supérieures à ceux des autres villages (McEwan *et al.*, 2012, cité dans Lloyd, 2013).

Une vocation : Boniface, un enseignant à Lodwar, Turkana, au Kenya, déclare : « l'enseignement est plus qu'une profession, c'est également une vocation ».



Recommandations : Valoriser le potentiel des enseignants pour résoudre la crise de l'apprentissage pour les filles et les jeunes femmes

Les possibilités des filles en matière d'éducation ne devraient jamais être déterminées par l'endroit où elles grandissent, les revenus de leurs parents, leur appartenance ethnique, leur sexe et un éventuel handicap. Et pourtant, dans un quart des pays du monde, moins de la moitié des enfants acquièrent l'alphabétisation de base et apprennent à compter. Au total, 250 millions d'enfants, dont beaucoup sont des filles, n'acquièrent pas les bases de l'éducation. Une action urgente est nécessaire pour garantir que ces enfants ne deviendront pas une génération perdue.

La façon dont les gouvernements et les organismes donateurs répondront à cette crise déterminera si les filles pourront bénéficier d'une éducation de qualité. Les disparités de l'apprentissage apparaissent tôt dans la vie, avant même que les filles n'entrent à l'école ; il est donc essentiel de s'assurer que toutes les filles bénéficient de programmes d'éveil des jeunes enfants et aient accès à un enseignement primaire de bonne qualité dans les premières années. Si les filles comprennent ce qu'elles lisent et connaissent le calcul de base lorsqu'elles achèvent l'école primaire, elles possèdent les bases leur permettant de poursuivre leur éducation et d'acquérir les compétences dont elles auront besoin pour obtenir de bons emplois.

Le *Rapport* identifie les 10 réformes importantes au niveau des enseignants que devraient adopter les décideurs pour que les filles aient accès à un apprentissage équitable. Ces réformes garantiront que toutes les filles et les jeunes femmes, surtout celles qui sont défavorisées, ont accès à l'enseignement dont elles ont besoin pour atteindre leur potentiel et mener des vies épanouies.

1 Remédier à la pénurie d'enseignants

Les filles et les jeunes femmes bénéficient de la présence d'enseignantes dans les écoles, ce qui améliore leur scolarisation et leurs taux de réussite. La profession n'arrive pas toujours à attirer un nombre suffisant d'enseignantes, surtout celles appartenant à des milieux défavorisés, et le déploiement dans les zones rurales est insuffisant. Par ailleurs, à la lumière des tendances actuelles, certains pays ne devraient pas avoir suffisamment d'enseignants pour répondre à leurs besoins en matière d'éducation primaire avant 2030. Le défi est encore plus grand pour d'autres niveaux d'enseignement, principalement dans les pays les plus pauvres.

Il est particulièrement important que les gouvernements, soutenus par les organismes donateurs, redoublent d'efforts pour compenser la pénurie d'enseignants en s'efforçant, dans la mesure du possible, d'engager des enseignantes, surtout des femmes appartenant à des milieux défavorisés.

2 Attirer les meilleurs candidats vers l'enseignement

Les filles et les jeunes femmes ont besoin des meilleurs enseignants pour optimiser leurs possibilités d'apprentissage. Ces enseignants devraient être issus de milieux différents, reflétant la diversité des élèves. Il est indispensable qu'ils aient au moins une bonne éducation secondaire. Il faut entamer une action affirmative pour attirer davantage de femmes dans l'enseignement. Pour augmenter les effectifs d'enseignantes ayant un niveau d'instruction plus élevé, les décideurs

Une classe en plein air dans le comté de Turkana, au nord-ouest du Kenya. La formation des enseignants doit les préparer à ces écoles éloignées.



devraient également envisager d'améliorer l'accès des filles à l'enseignement secondaire, particulièrement dans les régions défavorisées.

3 Former les enseignants pour qu'ils répondent aux besoins de tous les enfants, surtout les filles

Chaque enseignant devrait bénéficier d'une formation lui permettant de répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants, notamment aux besoins spécifiques des filles et des garçons en matière de sexospécificités. Cependant, nombre de candidats enseignants qui sont recrutés ont des connaissances limitées dans la matière qu'ils enseignent et se contentent d'appliquer les méthodes d'enseignement traditionnelles, parce qu'ils ont aussi pâti d'une éducation de qualité médiocre.

Les enseignants ont également besoin d'une préparation qui leur permette de gérer les dimensions sexospécifiques de l'école et des interactions en classe qui peuvent rejaillir sur l'apprentissage et ses acquis. Cette formation à l'égalité des sexes devrait intervenir en cours d'emploi et dans le cadre des programmes pré-emploi.

4 Préparer des formateurs et des tuteurs pour soutenir les enseignants

Au niveau mondial, la formation des formateurs d'enseignants a été largement ignorée, ce qui fait que la majorité d'entre eux connaissent mal les véritables difficultés de l'enseignement en classe et n'en ont pas l'expérience. Les décideurs devraient accorder à la formation des éducateurs d'enseignants une priorité élevée, pour que les éducateurs soient exposés aux exigences de l'apprentissage en classe auxquelles seront confrontés ceux qui enseigneront dans des conditions difficiles.

Une fois que les enseignants sont qualifiés pour enseigner, le soutien professionnel qu'ils reçoivent lors des premières étapes de leur carrière est indispensable pour qu'ils soient efficaces. Les décideurs devraient s'assurer que des tuteurs formés sont disponibles pour aider les jeunes diplômés à traduire leurs connaissances de l'enseignement en activités qui améliorent l'apprentissage de tous les enfants.

5 Affecter les enseignants là où ils sont le plus indispensables

Recruter les meilleurs enseignants et leur donner la meilleure formation restera sans effet s'ils

n'enseignent pas dans les zones où on en a le plus grand besoin. Souvent, les régions pauvres et retirées n'attirent pas les meilleurs enseignants en raison de la faiblesse des infrastructures et des conditions de travail difficiles. Pour encourager les enseignants qualifiés à accepter des postes dans les régions défavorisées, il faudrait leur offrir des salaires appropriés, des primes financières, des logements décentes et un soutien sous forme de possibilités de carrière. Dans les régions rurales ou retirées où la pénurie d'enseignants est sévère, les gouvernements devraient recruter des enseignants localement et leur offrir une formation continue pour garantir que tous les enfants, indépendamment de leur lieu de résidence, ont des enseignants capables d'améliorer leur apprentissage.

6 Utiliser un système compétitif d'évolution des carrières et des salaires pour retenir les meilleurs enseignants

De nombreux pays à revenu faible trouvent difficile d'augmenter substantiellement les salaires des enseignants en raison de contraintes budgétaires. Les gouvernements devraient néanmoins faire tout leur possible pour rendre les salaires des enseignants plus compétitifs. Verser aux enseignants des salaires trop faibles envoie un signal négatif à la société sur la valeur de la contribution des enseignants à la qualité de l'éducation. Dans certains pays pauvres, les enseignants gagnent à peine de quoi faire vivre leur famille au-dessus du seuil de pauvreté. Pour recruter les meilleurs enseignants et les retenir, les salaires des enseignants doivent s'aligner sur ceux de professionnels dans des domaines comparables afin d'éviter que les enseignants ne perdent leur motivation ou ne quittent la profession.

Des perspectives de carrière et des salaires attrayants devraient être utilisés comme mesures incitatives pour l'ensemble du corps enseignant. Les structures professionnelles et salariales devraient reconnaître et récompenser les enseignants travaillant dans des régions éloignées et ceux qui enseignent aux enfants défavorisés.

7 Renforcer les cadres législatif et politique pour protéger les enfants contre la violence sexiste

Les filles ont besoin d'un leadership vigoureux au sein des écoles pour les protéger contre la violence sexiste et réagir quand elle se produit, qu'elle soit perpétrée par des enseignants, des membres de la communauté ou d'autres élèves. Les gouvernements doivent coopérer avec les syndicats

d'enseignants afin de formuler des politiques et d'adopter des codes de conduite permettant de s'attaquer aux comportements non professionnels. Ces codes doivent faire explicitement référence à la violence envers les élèves et faire en sorte que les pénalités correspondent aux cadres juridiques liés aux droits et à la protection de l'enfant. Un éventail de pénalités, telles que la suspension et l'interdiction d'exercer, doit être utilisé dans les cas de faute professionnelle grave d'un enseignant.

8 Doter les enseignants d'un programme scolaire qui favorise l'apprentissage des filles

Les enseignants ont besoin du soutien de stratégies d'enseignement souples et intégrant conçues pour répondre aux besoins, en matière d'apprentissage, des enfants appartenant à des groupes défavorisés, notamment les filles. Les enseignants et leurs assistants doivent pouvoir s'appuyer sur un programme scolaire et des méthodes d'enseignement qui améliorent l'apprentissage et renforcent l'équité, pour que les filles puissent combler leur retard. Les programmes scolaires soucieux de l'égalité des sexes doivent favoriser l'intégration des filles, par exemple, en s'assurant que les manuels scolaires évitent les stéréotypes négatifs et combattent les préjugés sexistes.

Dans les pays affichant une forte population d'enfants et de jeunes non scolarisés, les gouvernements et les donateurs doivent accorder la priorité à l'investissement dans la deuxième chance et les programmes d'apprentissage accélérés, en recrutant des enseignants possédant les compétences pour les mener à bien ou en leur permettant d'acquérir ces compétences.

9 Élaborer des évaluations scolaires afin d'aider les enseignants à identifier et soutenir les filles qui risquent de ne pas apprendre

Les enseignants ont besoin de bonnes compétences en matière de pratique des évaluations scolaires afin d'identifier et d'aider les élèves de milieux défavorisés qui peinent à l'école. Les formations pré-emploi et continues devraient permettre aux enseignants d'apprendre comment utiliser les outils d'évaluation afin de détecter rapidement les difficultés d'apprentissage, et de mettre au point des stratégies pour répondre à ces difficultés. L'apprentissage des filles bénéficie particulièrement des efforts de ce genre, surtout dans les petites classes.

Les filles et les jeunes femmes peuvent obtenir des gains considérables si on leur donne la possibilité d'évaluer leur propre apprentissage. Les enseignants devraient avoir les compétences nécessaires pour aider les filles à utiliser le matériel pédagogique pour évaluer et suivre leurs propres progrès. Un soutien supplémentaire ciblé par l'intermédiaire de maîtres-assistants ou de volontaires communautaires est un autre bon moyen d'améliorer l'apprentissage des élèves qui risquent de prendre du retard.

10 Fournir des données ventilées plus précises sur les enseignants qualifiés

Les pays devraient investir dans la collecte et l'analyse de données annuelles sur le nombre d'enseignants qualifiés disponibles, le nombre d'enseignants supplémentaires dont ils ont besoin, en intégrant des données ventilées par sexe, langue, appartenance ethnique et handicap, à tous les niveaux de l'enseignement.

Ces données devraient être complétées par des informations sur les programmes de formation des enseignants, avec une évaluation des compétences que les enseignants sont censés avoir acquises et qui pourraient les aider à enseigner à des jeunes filles. Des normes internationalement reconnues doivent être établies pour les programmes de formation des enseignants, ce qui permettrait d'assurer leur comparabilité.

ENSEIGNER ET APPRENDRE :

Atteindre la qualité pour tous

Dans le monde, 250 millions d'enfants, dont beaucoup sont issus de milieux défavorisés, n'acquièrent même pas les compétences élémentaires en raison du manque d'attention accordée à la qualité de l'éducation et la difficulté à atteindre les plus marginalisés. Le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2013/4*, « Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous », révèle que, de ce fait, de nombreuses filles et jeunes femmes n'ont pas acquis les compétences de base en lecture et en écriture, sans parler des autres compétences nécessaires pour exercer un emploi décent et s'épanouir.

À la veille de 2015, ce résumé du *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2013/4* présente une évaluation critique des tendances et des défis à relever pour atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous, tout en passant en revue les questions liées à la crise de l'enseignement et de l'apprentissage, dans une perspective d'égalité des sexes. Tandis que la communauté internationale se prépare à élaborer les objectifs de développement pour l'après-2015, le *Rapport* recommande vigoureusement de placer l'éducation des filles au centre des cadres mondiaux et nationaux. Il regroupe les arguments les plus récents provenant du monde entier démontrant que l'éducation, surtout l'éducation des filles, peut contribuer à améliorer la santé et la nutrition, faire reculer la pauvreté, stimuler la croissance économique et renforcer les fondations de la démocratie.

Il y est décrit comment les décideurs peuvent mettre un terme à la crise de l'apprentissage – en soutenant et maintenant un système d'éducation de qualité pour tous les enfants, indépendamment de leur condition sociale, en leur donnant les meilleurs enseignants. Pour accélérer l'éducation des filles, cela signifie qu'il faut recruter des enseignantes, surtout dans les zones rurales, et les soutenir et les motiver à l'aide des incitations appropriées ; et qu'il faut prêter attention, notamment, à une formation des enseignants et un développement professionnel tenant compte des inégalités entre les sexes.

Si des efforts particuliers ne sont pas entrepris de toute urgence pour élargir les opportunités d'instruction aux groupes marginalisés, il faudra peut-être plusieurs générations pour que les pays les plus pauvres parviennent à l'achèvement universel de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire, ainsi qu'à l'alphabétisme universel des jeunes.

